

L'impact économique de la Chine sur le Canada

Commerce, investissement et immigration



Canada China Business Council
Conseil d'affaires Canada-Chine
加中贸易理事会



CHINA
INSTITUTE

Table des matières

Résumé exécutif	1
Introduction	4
1. Commerce bilatéral	6
1.1 Impact économique de l'exportation vers la Chine	8
1.2 Effets sur l'emploi et les salaires de l'exportation vers la Chine	11
1.3 Commerce des marchandises	13
1.3.1 Interdépendance Canada-Chine	22
1.3.2 Utilisation par le Canada d'importations/intrants chinois	23
1.4 Répercussions économiques « dérivées » de l'exportation dans l'industrie du canola	25
1.5 Commerce des services	28
1.5.1 Éducation	29
1.5.2 Tourisme	37
1.6 Commerce : Conclusion	40
2. Immigration	42
2.1 Caractéristiques démographiques et régionales	42
2.2 Impact sur le PIB Résultats	46
2.2.1 Résultats	46
3. Investissement canadien en Chine	51
3.1 Secteur financier	52
3.1.1 Assurance	52
3.1.2 Fonds de pension	53
3.2 Investissements dans le commerce de détail et le secteur des services	56
3.3 Fabrication et chaînes d'approvisionnement	57
4. Investissement chinois au Canada	60
4.1 Impacts indirects et induits : Huawei	63
4.2 Caractéristiques sectorielles de l'investissement chinois au Canada	64
4.3 Répartition régionale des investissements chinois	66
5. Conclusion	71

Voir la version anglaise du rapport pour l'annexe.



Résumé exécutif

Le Canada et la Chine ont tissé des liens économiques solides au fil de leur histoire, et, grâce à sa montée en puissance au cours des dernières décennies, **la Chine est devenue le deuxième partenaire économique national du Canada, derrière les États-Unis.**

Dans le contexte où de nombreux pays réévaluent leurs relations avec la Chine, pesant les avantages de l'engagement et les coûts de la diversification ou du découplage, le présent rapport vise à fournir un compte rendu complet du rôle de la Chine dans l'économie canadienne. Les relations entre le Canada et la Chine sont complexes et nuancées. Certains éléments sont facilement quantifiables, tandis que d'autres nécessitent d'être analysés qualitativement. Notre objectif est de fournir un aperçu objectif de la relation économique bilatérale afin d'aider les décideurs et les parties prenantes à mieux comprendre cette relation d'importance, dans le but qu'ils puissent arriver à une évaluation et un développement de stratégies fondée sur des données probantes.

Ce rapport, qui se concentre principalement sur le commerce, l'immigration et l'investissement sino-canadiens, conclut que la Chine a une incidence importante sur le PIB, l'emploi et l'activité économique globale du Canada. En 2018, par exemple, l'incidence directe sur le PIB des exportations liées à la Chine, des nouvelles immigrations et des investissements à destination du Canada a totalisé 42,6 milliards de dollars, 6,1 milliards de dollars et 9,4 milliards de dollars, respectivement. Considérant que ces chiffres se chevauchent, **l'effet cumulatif sur le PIB des impacts mesurables liés à la Chine a probablement dépassé 55 milliards de dollars.**

Cependant, plusieurs autres aspects des relations entre le Canada et la Chine, qui contribuent également à l'économie canadienne, n'ont pas pu être quantifiés directement. Ceux-ci incluent notamment l'accès à des importations chinoises concurrentielles de biens de consommation et de production (intermédiaires

et d'équipement), des flux d'investissement en provenance de Chine, des rendements canadiens provenant d'investissements en Chine et de l'incidence des immigrants chinois de deuxième génération ou plus. Les importations en provenance de Chine sont essentielles pour de nombreuses chaînes d'approvisionnement canadiennes, en particulier dans le secteur de l'équipement électrique, et permettent aux consommateurs canadiens d'avoir accès à des biens et services concurrentiels à l'échelle mondiale.

En 2019, l'impact économique total des exportations vers la Chine, une mesure de l'activité économique générale non comptabilisée dans le PIB, a été estimé à 76,9 milliards de dollars, soit plus du double de la valeur des exportations. Cela se traduit par des revenus pour les exportateurs, leurs fournisseurs, leurs employés et pour les endroits où cet argent est dépensé par la suite. Au total, nous estimons que les exportations à destination de la Chine ont soutenu 365 918 emplois. Ces emplois présentaient également un avantage salarial de 4,5 % par rapport au revenu moyen canadien, soit à 18 milliards de dollars de salaires pour les Canadiens.

De même, l'incidence économique globale des investissements chinois au Canada a dépassé sa contribution déclarée de 9,4 milliards de dollars au PIB en 2018. Au cours de la même année, la Chine a investi 2,3 milliards de dollars supplémentaires au Canada, alors que les entreprises multinationales chinoises (EMN) ont généré des revenus de 30,4 milliards de dollars et 492 millions de dollars en propriété intellectuelle au Canada. En 2018, les investissements chinois existants et nouveaux au Canada ont soutenu au moins 46 295 emplois.

Bien qu'il y ait un certain chevauchement entre l'incidence des exportations et celle des investissements chinois, en raison de certaines exportations d'entreprises multinationales chinoises au Canada, **l'emploi canadien soutenu par les investissements chinois et les exportations vers la Chine a probablement dépassé les 400 000 emplois en 2019. L'effet salarial correspondant a également dépassé 20 milliards de dollars.** Le nombre réel est probablement plus élevé, car ces estimations n'incluent pas les emplois soutenus par les importations chinoises, l'immigration chinoise et les investissements canadiens en Chine.

Notamment, les exportations en éducation vers la Chine continentale et Hong Kong ont dépassé toutes les catégories d'exportation de biens suivies par la Base de données sur le commerce international des marchandises de Statistique Canada en 2019. Les étudiants chinois, qui représentaient alors 26,2 % du corps étudiant international au pays, ont dépensé environ 5,72 milliards de dollars au Canada et soutenu 57 000 emplois cette même année. L'impact de l'immigration chinoise sur l'économie canadienne est un autre aspect important et en

développement dans les relations économiques bilatérales. Depuis 2011, le taux de croissance annuel de la contribution au PIB des nouveaux immigrants chinois s'est élevé en moyenne à 9 %, dépassant de loin la croissance annuelle moyenne du PIB du Canada de 1,52 % au cours de la même période. L'incidence connexe sur le PIB totalise 48,95 milliards de dollars depuis 2011.

L'importance de la Chine pour les Canadiens et les entreprises canadiennes s'étend d'un océan à l'autre. Sur le plan commercial, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan sont les provinces les plus dépendantes des marchés d'importation chinois, tandis que la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador occupent les troisième et quatrième rang. Par ailleurs, l'Alberta et l'Ontario ont le stock d'investissements chinois le plus élevé et le troisième plus élevé au Canada. Ce ne sont là que deux des nombreux exemples qui démontrent l'importance de la Chine pour chaque province canadienne et la nécessité d'une meilleure compréhension de la Chine à travers le pays.

Dans l'ensemble, l'histoire de la relation économique entre le Canada et la Chine est celle de liens solides et de possibilités prometteuses. Dans le commerce, par exemple, **les exportations canadiennes de marchandises vers la Chine ont augmenté de 50 % entre 2011 et 2020, soit plus de trois fois la croissance des exportations vers tous les autres pays, qui n'était que de 16 %.** De plus, le développement et l'échange de connaissances, de compétences et d'expériences culturelles résultant du commerce, de l'immigration et de l'investissement peuvent profondément modifier le paysage commercial et sociétal, en particulier dans une économie dépendante du commerce comme celle du Canada. L'avenir du Canada et de la Chine étant inextricablement lié, il est essentiel de comprendre la dynamique et les nuances de cette relation bilatérale complexe pour tracer la voie qui servira au mieux les intérêts à long terme du Canada.

Introduction

L'année 2020 a marqué le 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et la Chine. L'État glacial des relations bilatérales entre les deux états, ainsi que la pandémie de COVID-19, ont cependant réprimé les célébrations et cérémonies qui marquent habituellement une telle étape diplomatique, laquelle témoigne somme toute de la relation profonde et de longue date entre les deux nations.

L'histoire commune du Canada et de la Chine date de bien avant 1970. Le flux initial de personnes, de biens et d'idées du Canada vers la Chine et de la Chine vers le Canada est même antérieur à la création du Canada en 1867.

Les relations économiques entre le Canada et la Chine sont désormais bien établies et importantes. La Chine est le deuxième partenaire commercial en importance du Canada, et son troisième en importance lorsqu'on considère l'Union européenne collectivement. Des milliards de dollars d'investissement traversent Pacifique entre le Canada et la Chine et, avant les perturbations liées à la pandémie, des centaines de milliers d'étudiants et de touristes chinois choisissaient le Canada comme destination d'études ou de vacances.

Le présent rapport, ***L'impact économique de la Chine sur le Canada : Commerce, investissement et immigration***, vise à évaluer de façon exhaustive l'ampleur de l'impact économique de la Chine sur le Canada. Plus précisément, il permettra d'identifier et de quantifier l'impact économique de la Chine au Canada aux niveaux national, régional et sectoriel, en rassemblant les divers éléments qui constituent la relation économique.

La première section du présent rapport examine le commerce des biens et des services ainsi que l'immigration, à l'aide des plus récentes données accessibles au public par Statistique Canada. La deuxième section porte sur l'investissement, d'abord sur les investissements canadiens en Chine continentale et à Hong Kong,

puis sur les investissements chinois à destination du Canada. Le rapport utilise les données du ***Suivi des investissements Chine-Canada de l'AICU*** et de Statistique Canada pour quantifier le flux d'investissements chinois au Canada et évaluer son impact cumulatif. Finalement, la troisième section donne un aperçu des entreprises chinoises qui opèrent au Canada, sur la base d'un sondage mené auprès d'entreprises chinoises ou investies en Chine de partout au Canada. Des études de cas élargies illustrent les pratiques commerciales, les motivations et le sentiment général de ces entreprises chinoises opérant dans le paysage commercial canadien.

En annexe au rapport principal, une analyse plus détaillée sur les politiques et le secteur des affaires est également incluse. Cette section supplémentaire apporte une perspective macro à la question de recherche fondamentale, s'étendant au-delà de l'analyse des données pour inclure une discussion plus complète sur des questions spécifiquement liées aux politiques et aux entreprises actives aux niveaux national et provincial / régional. Bien que Hong Kong soit examiné tout au long du présent rapport, la région sera abordée en profondeur dans une section indépendante résumant les divers liens économiques entre la Région administrative spéciale et le Canada, laquelle sera ultérieurement annexé au présent rapport. Par ailleurs, Statistique Canada rapporte les données de Hong Kong séparément de la Chine continentale, ce qui se reflète nécessairement dans plusieurs données et chiffres du présent rapport.



Commerce bilatérale

CONTEXTE

Le Canada est un pays fortement dépendant du commerce. En 2018, le ratio du commerce au PIB canadien, une mesure utilisée pour mesurer l'importance du commerce international par rapport à l'économie nationale, s'établissait à 66 %. Sur ce point, seule l'Allemagne devançait le Canada parmi les économies du G7, qui se positionnait également loin devant l'Australie (43%) et la Nouvelle-Zélande (56%).

La Chine est le plus important partenaire commercial du Canada à l'extérieur des États-Unis et de l'Union européenne. Le commerce bilatéral avec la Chine est sans doute la composante la plus observable de l'ensemble des relations économiques entre le Canada et la Chine. À certaines occasions cependant, le

.....► *les exportations de biens canadiens vers la Chine ont augmenté de 50 % entre 2011 et 2020, comparativement à 16% d'augmentation vers les autres pays*

commerce s'est retrouvé lié à des controverses politiques, y compris lorsque les relations bilatérales se sont détériorées à la fin de 2018,

ce qui a contribué notamment à des différends commerciaux impliquant les industries canadiennes du canola, du porc et du bœuf. Cependant, le fait saillant en ce qui concerne le commerce entre le Canada et la Chine est l'importante croissance de la dernière décennie. En effet, les exportations de biens canadiens vers la Chine ont augmenté de 50 % entre 2011 et 2020, comparativement à 16% d'augmentation vers les autres pays.

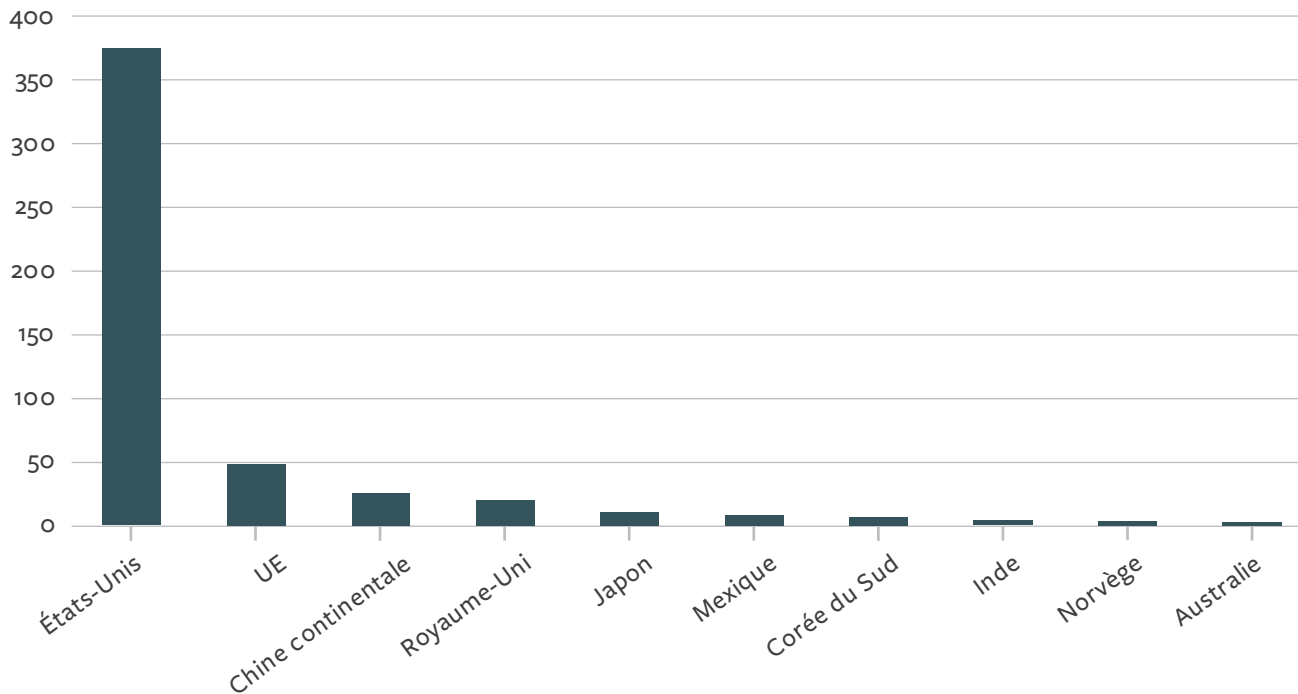
Le commerce du Canada avec la Chine se compose à la fois de services et de marchandises (biens). Il n'est pas surprenant que la Chine - l'«usine» du monde - soit un fournisseur clé de biens dont les entreprises et les

FIGURE 1.1

TOP 10 DES PARTENAIRES COMMERCIAUX (EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS) DU CANADA EN 2020

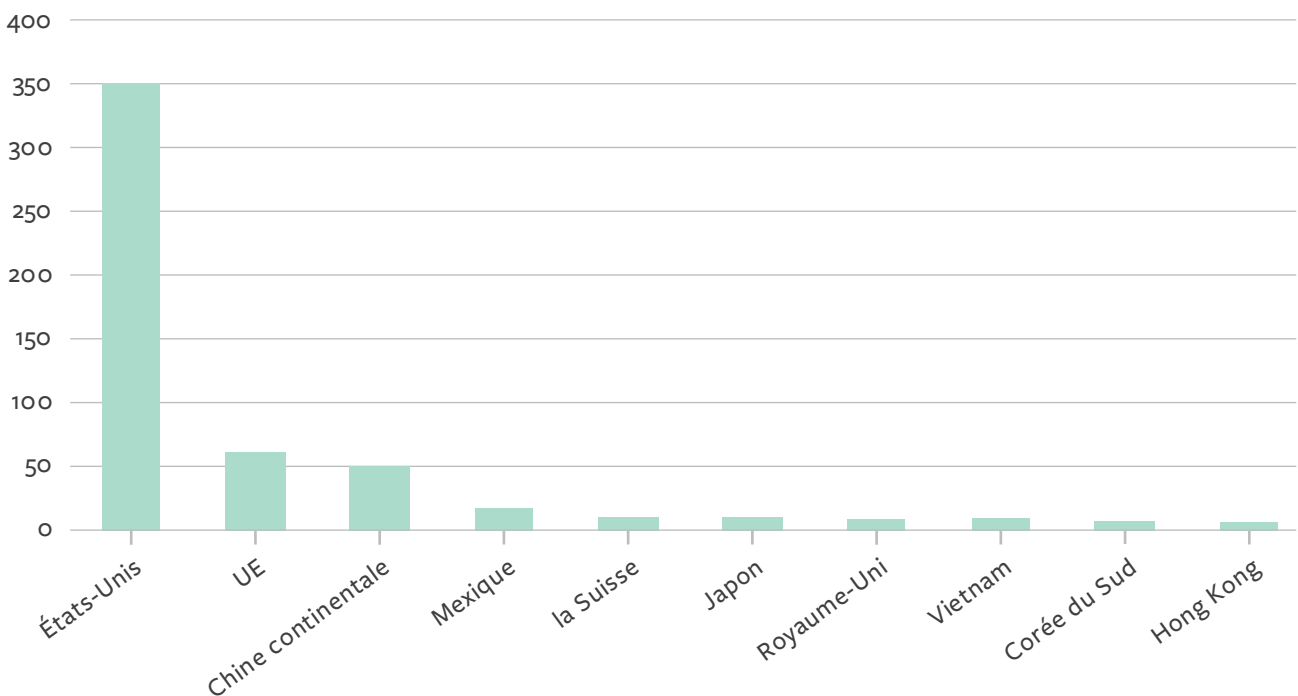
TOP 10 DES PARTENAIRES EXPORTATIONS, 2020

EXPORTATIONS (MILLIARDS DE DOLLARS CANADIENS)



TOP 10 DES PARTENAIRES IMPORTATIONS, 2020

IMPORTATIONS (MILLIARDS DE DOLLARS CANADIENS)



Source: Statistique Canada¹

consommateurs canadiens ont besoin. Le Canada importe d'importantes quantités de téléphones cellulaires et d'appareils électroniques, de jouets pour enfants et, plus récemment, de masques et d'EPI en provenance de Chine.² La Chine, à l'inverse, est l'un des principaux acheteurs de canola, de porc, de charbon et de minerai de fer canadiens, parmi nombre d'autres exportations clés. Bien que moins important que le commerce des marchandises, le commerce des services entre le Canada et la Chine est également un élément essentiel de leurs relations économiques. Par ailleurs, le commerce des services a considérablement augmenté au cours des dernières années, alors que le nombre de touristes et d'étudiants entrants augmente et que les institutions financières canadiennes élargissent leurs activités en Chine.

1.1 INCIDENCE ÉCONOMIQUE DES EXPORTATIONS DU CANADA VERS LA CHINE

Nous concentrons notre analyse sur les exportations canadiennes, car c'est l'élément de la relation commerciale entre le Canada et la Chine qui a l'incidence la plus tangible sur l'activité économique et le PIB du Canada.³ Les importations canadiennes en provenance de Chine sont également présentées et discutées à titre de référence, bien que l'achat de biens et de services importés n'ait pas d'incidence directe sur le PIB.^{4,5} Les importations ont toutefois une incidence importante sur les chaînes d'approvisionnement et les consommateurs canadiens.

TABLE 1.1.1

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS CANADIENNES DE/VERS LA CHINE

2011-2020, MILLIONS DE DOLLARS CAD

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exports (Total)	20,680	23,620	26,115	25,239	26,763	28,663	31,899	36,758	32,585	31,662
Exports vers la Chine (Biens)	18,133	20,368	22,031	204,67	21,419	22,346	24,992	29,076	24,489	26,303
Exports vers la Chins (Services)	2,547	3,252	4,084	4,773	5,344	6,317	6,907	7,682	8,096	5,359
Imports (Total)	30,716	33,041	34,090	37,941	41,521	40,289	45,401	49,435	50,206	51,937
Imports de Chine (Biens)	28,711	30,952	31,944	35,570	38,963	37,661	42,732	46,358	46,862	49,551
Imports de Chine (Services)	2,005	2,089	2,146	2,371	2,558	2,628	2,669	3,077	3,344	2,386

Source: Statistique Canada⁶

TABLEAU 1.1.2

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS CANADIENNES DE/VERS HONG KONG

2011-2020, MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations vers Hong Kong (Total)	3,842	3,710	5,798	5,927	5,414	4,084	3,882	5,883	6,037	3,343
Exportations vers Hong Kong (Biens)	2,917	2,553	4,551	4,623	4,025	2,378	2,308	4,067	4,162	1,949
Exportations vers Hong Kong (Services)	925	1,157	1,247	1,304	1,389	1,706	1,574	1,816	1,875	1,394
Importations de Hong Kong (Total)	7,920	7,943	7,838	8,149	8,665	8,454	8,829	9,563	9,474	8,602
Importations de Hong Kong (Biens)	4,689	4,594	4,148	4,169	4,421	4,116	4,120	4,248	4,179	4,149
Importations de Hong Kong (Services)	3,231	3,349	3,690	3,980	4,244	4,338	4,709	5,315	5,295	4,453

Source: Statistique Canada⁷

En 2020, l'impact direct des exportations de biens et de services vers la Chine continentale et Hong Kong s'élevait à 31,6 milliards de dollars et de 3,3 milliards de dollars, respectivement.⁸ La contribution directe au PIB de l'ensemble des exportations canadiennes vers la Chine était de 34,9 milliards de dollars en 2020. En 2019, l'impact direct des exportations totales vers la Chine continentale et Hong Kong s'élevait à 32,6 milliards de dollars et 6,0 milliards de dollars, respectivement. L'impact direct total combiné des exportations vers la Chine s'élevait donc à 38,6 milliards de dollars pour cette même année.⁹

Nonobstant leur valeur significative, ces chiffres ne rendent pas compte de l'ampleur réelle de l'impact de la Chine sur le Canada par le biais du commerce. Notamment, les dépenses directes de la Chine en biens et services canadiens sont indirectement soutenues par les entreprises canadiennes au sein de la chaîne d'approvisionnement des produits exportés. De plus, la rémunération des employés découlant de ces activités induit d'autres dépenses au sein de l'économie. Par conséquent, l'effet économique total du commerce comprend les recettes directes des entreprises sur les exportations, les recettes des entreprises qui soutiennent indirectement l'activité d'exportation et les dépenses induites qui résultent de la rémunération des employés qui en découle. Ce phénomène d'enchaînement est ce qu'on appelle l'effet multiplicateur.

Compte tenu de la diversité des industries et des régions impliquées dans le commerce entre le Canada et la Chine, produire une estimation précise des effets directs, indirects et induits combinés, demeure une tâche complexe. Ainsi, pour calculer les effets totaux des exportations canadiennes vers la Chine, nous avons relevé les facteurs multiplicateurs d'entrées et de sorties de Statistique Canada et les statistiques des exportations canadiennes vers la Chine au niveau de l'industrie.¹⁰ Les sous-sections suivantes traiteront de l'incidence économique totale des exportations canadiennes vers la Chine, de l'incidence des exportations sur les emplois et les salaires, des caractéristiques sectorielles et de la répartition des exportations, des caractéristiques régionales des exportations, ainsi que des diverses questions qualitatives entourant les exportations vers la Chine. Enfin, une étude de cas sur l'industrie exportatrice du canola sera présentée pour illustrer ses effets économiques au niveau de l'industrie.

Il est à noter que ce rapport présentera plusieurs de ses conclusions pour les années 2019 et 2020. Toutefois, dans certains cas, les données de 2020 ont été faussées par le contexte de la pandémie de Covid-19, ce qui les rend moins représentatives des circonstances habituelles. Ainsi, les chiffres de 2019 seront principalement utilisés pour les estimations ponctuelles.

IMPACT ÉCONOMIQUE TOTAL

La *division des comptes des industries* de Statistique Canada calcule des multiplicateurs pour diverses activités économiques, ainsi qu'un multiplicateur global des « industries totales » sur une base annuelle.¹¹ Ces multiplicateurs indiquent dans quelle mesure un effet d'entraînement (indirect + induit) est engendré par des activités économiques (directes) spécifiques. Pour illustrer cet effet, supposons qu'une entreprise locale exporte 10 000 \$ d'une boisson de spécialité dans laquelle le jus de pomme est un intrant. Pour acquérir le jus de pomme, l'entreprise locale paie 5 000 \$ au fabricant de jus, qui à son tour paie 2 000 \$ à un verger pour les pommes elles-mêmes. Les employés des trois entreprises sont également payés pour faciliter ces activités commerciales. À leur tour, ces derniers utilisent une partie de leur rémunération pour acheter d'autres produits d'une valeur totale de 3 000 \$. En somme, lorsque la boisson de spécialité est exportée, le grand livre commercial enregistre 10 000 \$ d'activité d'exportation, mais l'impact économique total généré par cette exportation est véritablement égal à la somme de toutes les transactions susmentionnées, soit 20 000 \$. Par conséquent, dans ce cas-ci, le multiplicateur de production totale serait égal à 2.

Compte tenu de la complexité des produits et des chaînes d'approvisionnement modernes, une analyse complète de l'impact économique total de l'activité dans n'importe quel secteur nécessiterait

l'application de plusieurs multiplicateurs à différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement. En raison de la disponibilité limitée de données sectorielles détaillées et de la portée de ce rapport, notre analyse des données au niveau de l'industrie n'ira pas autant en profondeur, à l'exception d'une étude de cas plus détaillée de l'industrie du canola au Canada.

Au lieu de cela, nous calculons deux estimations de l'impact économique total de toutes les exportations vers la Chine.¹² La première applique le multiplicateur « total des industries », qui correspond au multiplicateur moyen pondéré pour toutes les activités économiques au Canada, à la valeur totale des exportations

du Canada vers la Chine.

La deuxième estimation résulte d'une approche pondérée en fonction des exportations de l'industrie en appliquant

.....► ***L'impact économique total estimé par l'approche des «multiplicateurs sectoriels» s'élevait à 76,90 milliards de dollars***

le multiplicateur¹³ disponible le plus pertinent à chacune des 21 catégories d'exportation délimitées par la Base de données canadienne sur le commerce international des marchandises.^{14,15}

En ce qui a trait aux exportations, l'application de multiplicateurs propres au secteur industriel aux catégories d'exportation canadiennes vers la Chine produit systématiquement un estimé de l'effet économique total supérieur à celui résultant de l'application du multiplicateur « industries totales » à toutes les exportations. En 2019, la Base de données sur le commerce international canadien des marchandises a indiqué que les exportations brutes de marchandises du Canada vers la Chine continentale s'élevaient à 23,3 milliards de dollars. L'application du multiplicateur « industries totales » a permis d'estimer l'impact économique total à 45,1 milliards de dollars, alors que l'approche du calcul des exportations par industrie a estimé l'impact économique total à 47,8 milliards de dollars. Cela donne à penser que les industries exportatrices vers la Chine génèrent plus d'impact économique total par dollar d'impact direct que l'industrie canadienne en général. Cet écart a été observé pour les exportations de marchandises et de services de la Chine continentale et de Hong Kong.

L'approche usant le multiplicateur des « industries totales » a estimé que l'impact économique total de toutes les exportations de biens et services vers la Chine en 2019 était de 72,14 milliards de dollars.¹⁶ De même, l'impact économique total estimé par l'approche des «multiplicateurs sectoriels» s'élevait à 76,90 milliards de dollars. Cette dernière estimation est probablement plus précise car elle tient compte de la composition particulière des industries et des activités impliquées dans les exportations vers la Chine. De cet impact, 56,03 milliards de dollars sont intégrés dans les exportations de

marchandises, tandis que 20,86 milliards de dollars englobent les exportations de services. L'impact économique total des exportations directement vers la Chine continentale s'est élevé à 64,48 milliards de dollars, tandis que les 12,42 milliards de dollars restants ont été générés par les exportations vers Hong Kong, dont une partie pourrait finalement être destinée au continent. Au total, l'effet multiplicateur pour les activités d'exportation vers la Chine continentale et Hong Kong est de 2.

1.2 EFFETS SUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES DE L'EXPORTATION VERS LA CHINE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que la part de l'emploi intérieur incorporée dans la demande finale étrangère variait de 19,4 % à 20,5 % de 2009 à 2015, ce qui est la plus récente donnée disponible.¹⁷ En utilisant ces chiffres, et en supposant que le nombre d'emplois soutenus par les exportations vers un pays particulier est proportionnel à la part des exportations vers ce pays, nous calculons que 137 370 emplois canadiens ont été soutenus par la demande chinoise en 2015.¹⁸ Cela comprend à la fois des emplois directement et indirectement soutenus par la demande chinoise pour les exportations canadiennes. En supposant que la part de l'emploi intérieur est demeurée la même au cours des années suivantes, mais en utilisant des données plus récentes sur le commerce et l'emploi, nous estimons que 149 227 et 176 392 emplois ont été incorporés dans les exportations vers la Chine en 2019 et 2020 respectivement.¹⁹

Un rapport commercial d'Affaires mondiales Canada de septembre 2020, basé sur les données d'approvisionnement et d'utilisation de 2016, a estimé que le nombre d'emplois liés à l'exportation vers la Chine était de 182 026.²⁰ Il note : « Statistique Canada n'estime pas directement le nombre d'emplois liés à l'exportation vers la Chine; toutefois, ils fournissent des estimations du nombre total d'emplois soutenus par l'exportation ». ²¹ Cette estimation est donc produite sur la supposition que le nombre d'emplois soutenus par les exportations vers la Chine est proportionnel à la part des exportations canadiennes vers la Chine. Cette source utilise le nombre total d'emplois déclaré dans les tableaux des offres et des emplois, alors que ce chiffre dépasse ceux déclarés dans le tableau *Caractéristiques de la population active par industrie*.²² À cet égard, nous utilisons le nombre le plus bas pour produire des estimations plus prudentes du nombre d'emplois.

En outre, les données de l'OCDE suggèrent que le nombre réel d'emplois pourrait être beaucoup plus élevé. En particulier, leurs données montrent que la part de l'emploi intérieur incorporée dans la demande des États-Unis

est nettement inférieure à la part des recettes d'exportation des États-Unis. Par conséquent, la part de l'emploi associée à la demande d'autres pays est proportionnellement plus importante. Alors que les exportations vers la Chine continentale sont passées de 3,11 % à 3,86 % des exportations totales de 2009 à 2015, la part de l'emploi intérieur soutenue par la demande chinoise est passée de 4 % à 7,7 %. À l'aide de ces chiffres et en excluant toute hypothèse de proportionnalité entre la part des exportations et la part de l'emploi incorporée dans les exportations, nous calculons que 274 028 emplois sont attribuables à la demande chinoise de biens et services canadiens en 2015. Si nous supposons que la part de l'emploi intérieur liée à la demande étrangère est restée dans la fourchette de 19,4% à 20,5%, et que la part de la Chine dans ladite demande est restée à 7,7%, nous calculons que 292 378 et 277 188 emplois ont été intégrés dans la demande de la Chine continentale en 2019 et 2020 respectivement.

De plus, l'OCDE estime que la part de la rémunération intérieure des employés intégrés dans la demande finale étrangère est passée de 20,2 % à 21,4 % de 2009 à 2015, ce qui implique que la rémunération globale de ceux dont l'emploi est lié aux exportations dépasse celle de l'employé canadien médian.²³ Essentiellement, les personnes dont l'emploi soutient les exportations, y compris celles vers la Chine, gagnent en moyenne davantage que le revenu moyen à l'échelle du Canada. La prime de revenu implicite par rapport au revenu canadien médian est d'environ 4,5 %.

Les données les plus récentes de Statistique Canada montrent que le revenu individuel moyen en 2015 et 2019 était de 47 300 \$²⁴, ce qui placerait le revenu moyen pour l'emploi inclus dans la demande finale étrangère de la Chine à 49 428 \$. Par conséquent, on estime que l'impact salarial total de l'emploi direct et indirect intégré dans les exportations vers la Chine continentale s'élevait à 13,5 milliards de dollars en 2015, 14,5 milliards de dollars en 2019 et 13,7 milliards de dollars en 2020.

En utilisant la même méthode pour évaluer les emplois canadiens liés à la demande de biens et de services de Hong Kong, on estime 24 912 emplois en 2015, 26 580 emplois en 2019 et 25 199 emplois en 2020. De même, l'incidence totale sur les salaires s'élève à 1,23 milliard de dollars en 2015, de 1,31 milliard de dollars en 2019 et de 1,25 milliard de dollars en 2020. Ainsi, les effets totaux (directs + indirects + induits) sur l'emploi et les salaires pour la Chine continentale et Hong Kong agrégés sont de 298 940 emplois et 14,8 milliards de dollars de salaires en 2015, 318 958 emplois et 15,8 milliards de salaires en 2019, et 302 387 emplois et 14,9 milliards de dollars de salaires en 2020.²⁵

Comme la majorité des données disponibles les plus récentes de l'OCDE datent de 2015, ces estimations peuvent ne pas refléter avec précision les changements des effets sous-jacents d'une année à l'autre. Étant donné que la croissance des exportations vers la Chine a dépassé l'expansion des exportations à l'échelle du Canada, ces estimations sous-représentent

probablement encore les effets réels sur l'emploi et les salaires en 2019 et 2020. Notamment, l'estimation des emplois de 2019 de 318 958 n'est pas loin de la simple estimation du nombre d'emplois produit en multipliant le plus récent multiplicateur d'emplois « total des industries » (2017) avec la valeur totale des exportations vers la Chine en 2019. Cela produit une estimation du nombre d'emplois de 367 784. Lorsque les exportations totales sont ventilées par industrie et multipliées par le multiplicateur d'emplois totaux entrées-sorties le plus pertinent pour le secteur, le nombre estimé d'emplois soutenus par les exportations vers la Chine en 2019 s'élève à 365 915.

Étant donné que les estimations du nombre d'emplois en 2019 et 2020, basées sur les données de l'OCDE, sont plus susceptibles de sous-estimer le nombre réel d'emplois, ces estimations plus élevées pourraient fournir une image plus

..... ➤ ***le nombre estimé d'emplois soutenus par les exportations vers la Chine en 2019 s'élève à 365 915***

précise des dernières années. L'estimation de l'emploi de 2019 produite à l'aide des multiplicateurs d'emplois pertinents

pour le secteur dépasse d'environ 22 % l'estimation de 2015 basée sur les données de l'OCDE. Au cours de la même période, les exportations totales vers la Chine continentale et Hong Kong ont augmenté de 20 % (passant de 32,2 milliards de dollars à 38,6 milliards de dollars). Cela donne une bonne indication que notre estimation de l'emploi fondée sur des multiplicateurs pertinents pour le secteur pour 2019 est cohérente avec l'évolution du rôle de la Chine en tant que destination des exportations canadiennes. Par conséquent, l'effet salarial estimé pour 2019, obtenu par l'approche multiplicatrice sectorielle, s'élève à 18 milliards de dollars.

1.3 COMMERCE DES MARCHANDISES

La Chine, la seule grande économie à enregistrer une croissance économique positive en 2020, jouera sans aucun doute un rôle encore plus important dans l'économie mondiale à l'avenir. Bien que les États-Unis soient et resteront de loin le plus grand marché d'exportation du Canada, la Chine est un marché d'exportation clé pour de nombreuses industries canadiennes.

Le tableau ci-dessus présente la valeur en dollars canadiens des exportations de biens canadiens vers la Chine au cours des 10 dernières années. Les exportations canadiennes de biens vers la Chine continentale et Hong Kong ont atteint 28,3 milliards de dollars en 2020, augmentant à un rythme moyen de 5 % depuis 2011. En utilisant les calculs de la section précédente sur les

TABLEAU 1.3.1

EXPORTATIONS CANADIENNES DE MARCHANDISES VERS LA CHINE

2011-2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD²⁶

Commerce de marchandises	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations vers la Chine (Biens)	18,133	20,368	22,031	20,467	21,419	22,346	24,992	29,076	24,489	26,303
Variation annuelle en %		12%	8%	-7%	5%	4%	12%	16%	-16%	7%
Exportations vers Hong Kong (Biens)	2,917	2,553	4,551	4,623	4,025	2,378	2,308	4,067	4,162	1,949
Variation annuelle en % (HK)		-13%	78%	2%	-13%	-41%	-3%	76%	2%	-53%

Source: Statistique Canada²⁷

TABLEAU 1.3.2

LES 10 PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA CHINE PAR INDUSTRIE

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales, 2020	% du total national
Pâte à papier	2,933	12%
Extraction de minerai de fer	2,812	11%
Abattage et transformation d'animaux	1,845	7%
Fabrication d'amidon et de graisses végétales/huiles	1,678	7%
Culture d'oléagineux (à l'exception du soja)	1,556	6%
Extraction de minerai de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc	1,064	4%
Culture du blé	953	4%
Culture de pois secs et de haricots	948	4%
Fabrication d'automobiles et de véhicules automobiles légers	849	3%
Extraction de Charbon	731	3%

Source: Statistique Canada^{28, 29}

TABLEAU 1.3.3

LES 10 PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales 2020	% du total national
Minerais et concentrés de fer	2,565	10%
Pulpe de bois chimique	1,691	7%
Graines de canola	1,446	6%
Porc	1,112	4%
Huile de canola	1,069	4%
Minerais et concentrés de cuivre	1,034	4%
Méteil et le blé	952	4%
Pois (séchés et décortiqués)	934	4%
Pâte de bois semi-chimique	849	3%
Charbon bitumineux	731	3%

Source: Statistique Canada³⁰

emplois et les impacts salariaux, nous estimons également que près de 220 000 emplois ont été intégrés dans les exportations de marchandises (biens) vers la Chine en 2019.

La valeur des exportations de l'industrie des pâtes et papiers (12 %) représente la catégorie d'exportation la plus importante du Canada vers la Chine à l'échelle nationale. L'extraction de minerai de fer (11 %), l'abattage et la transformation d'animaux (7 %), la fabrication d'amidon et de graisses et d'huiles végétales (7 %) et l'élevage d'oléagineux (6 %) complètent le top cinq.

Les minerais et concentrés de fer constituent la catégorie d'exportation de produits la plus importante (avec 11 % du total national), suivis de la pâte de bois chimique (8 %), des graines de canola (6 %), du porc (porc) (6 %) et de l'huile de canola (4 %).

COMMERCE DES MARCHANDISES

(NIVEAU RÉGIONAL/PROVINCIAL)

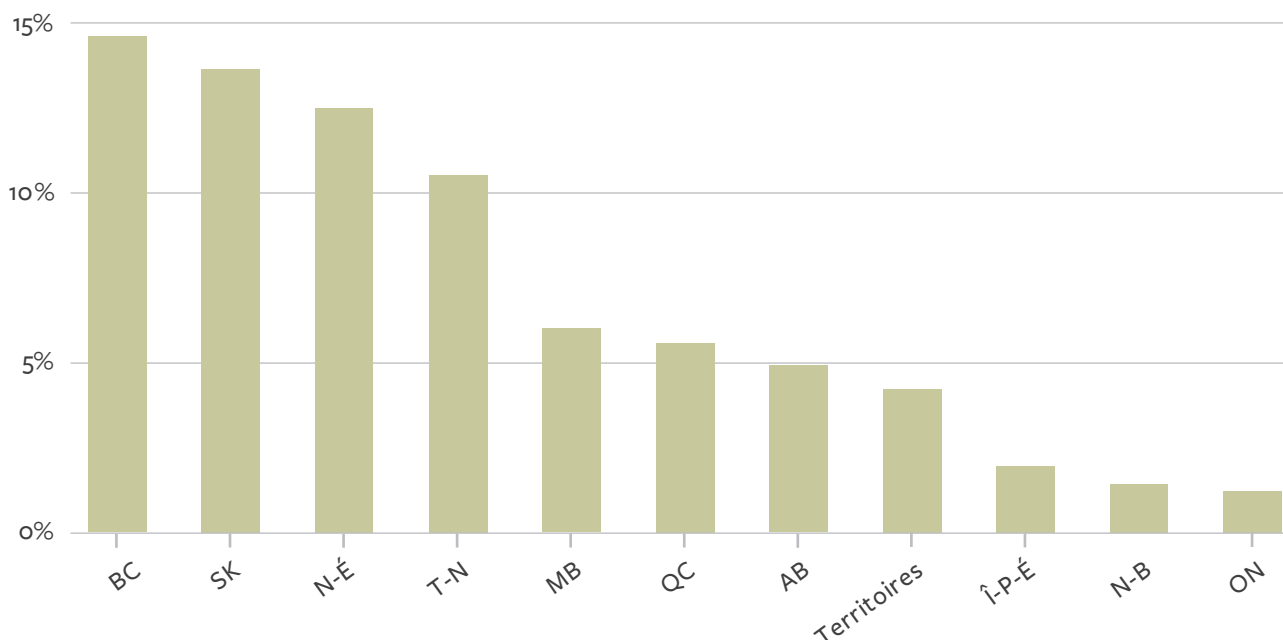
Statistique Canada a établi six régions géographiques du pays (Colombie-Britannique, les territoires, Prairies, Ontario, Québec et Canada atlantique) aux fins de rapports statistiques.³¹

Les exportations vers la Chine en provenance des Prairies (Alberta, Saskatchewan, Manitoba) représentent 38 % du total national. La Colombie-Britannique représente 24 % du total national, soit le plus grand total provincial. Viennent ensuite le Québec (19 %) et l'Ontario (11 %), suivis de la région de l'Atlantique (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador) qui représente 8 % du total des exportations nationales. En comparaison, la zone atlantique ne représente que 5,5 % du PIB du Canada, ce qui suggère qu'elle surpasse la moyenne nationale avec ses exportations vers la Chine par rapport à la moyenne nationale. Les territoires canadiens (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) ne représentent que 0,4 % des exportations de marchandises canadiennes vers la Chine.

Il est intéressant de noter que la Colombie-Britannique a dominé au Canada en termes de pourcentage de ses exportations provinciales destinées à la Chine en 2020, qui s'élevaient à 14 %. Elle était suivie de près par la Saskatchewan (14 %), la Nouvelle-Écosse (12 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (11 %).

FIGURE 1.3.1

POURCENTAGE DES EXPORTATIONS PROVINCIALES DESTINÉES À LA CHINE, 2020



Source: Statistique Canada³²

TABLEAU 1.3.4

EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE AVEC LA CHINE PAR RÉGION

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Prairies	Ontario	Québec	C.B.	Territoires	Canada Atlantique	Total
Total des exportations	9,646	2,755	4,795	5,974	106	1,942	25,129
Total des importations	5,122	45,710	11,416	13,455	0.072	800	76,503
Balance commerciale (Chine)	4,524	-42,995	-6,621	-7,482	-106	1,143	-51,285
Exportations totales (HK)	269	950	342	252	0.00035	92	1,904
Importations totales (HK)	29	333	113	92	N/A	5	572

Source: Statistique Canada^{33,34}

PRAIRIES

L'Alberta et la Saskatchewan (qui comptent respectivement 18 % et 16 % du total des exportations nationales) sont les deux principaux moteurs des exportations des Prairies vers la Chine. Le Manitoba, quant à lui, représente 4 %.

Tel qu'anticipé, les industries agricoles prédominent dans les provinces des Prairies. La fabrication d'amidon, de graisses végétales et d'huiles était la plus importante (17 %), suivie de la culture d'oléagineux (16 %), de la culture de pois secs et de haricots (10 %), de la culture du blé (9 %) et des usines

de pâte à papier (la seule industrie non agroalimentaire dans le top cinq, à 8 %).

De même, les produits agricoles constituent la majorité des principales exportations des Prairies canadiennes vers la Chine. Les graines de canola/colza (15 %), l'huile de canola/colza (11 %), les légumineuses (10

TABLEAU 1.3.5

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS POUR CHAQUE PROVINCE DES PRAIRIES

2020, MILLIONS OF DOLLARS, CAD

	Alberta	Saskatchewan	Manitoba
Total des exportations	4,557	4,138	952
Total des importations	3,423	411	1,288
Exportations totales (HK)	239	25	5
Importations totales (HK)	22	2	5

Source: Statistique Canada³⁵

TABLEAU 1.3.6

TOP 10 DES EXPORTATIONS DES PRAIRIES VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales 2020	% du total regional
Fabrication d'amidon/de graisse végétale/d'huile	1,670	17%
Culture d'oléagineux	1,547	16%
Culture de pois secs et de haricots	940	10%
Culture du blé	915	10%
Usines de pâte à papier	779	8%
Autres industries extractives de minéraux non métalliques	677	7%
Abattage/transformation d'animaux	599	6%
Autres cultures céréalières	570	6%
Autres produits chimiques organiques de base	509	5%
Fabrication de résine/caoutchouc synthétique	295	3%

Source: Statistique Canada³⁶

%), le blé (9 %) et les engrais minéraux ou chimiques potassiques (7 %) étaient les cinq principales catégories de produits exportés en 2020.³⁷

ONTARIO

Les exportations de l'Ontario représentent 11 % de tous les biens canadiens affluant vers la Chine, positionnant ainsi l'Ontario au cinquième rang des provinces individuelles du Canada, derrière la Colombie-Britannique, le Québec, l'Alberta et la Saskatchewan.

Alors que les autres grandes provinces exportatrices canadiennes envoient

d'importantes quantités de produits agricoles et miniers en Chine, les exportations de l'Ontario sont principalement concentrées dans les industries manufacturières.

La principale industrie de l'Ontario en termes de valeur d'exportations chinoises est la fabrication d'automobiles et de véhicules automobiles légers, qui comptent pour 13 % du total provincial. La fabrication de produits pharmaceutiques/médicaments (10 %), l'abattage/transformation d'animaux (7 %), les instruments de navigation/mesure/médicaux/de contrôle (5 %) et la fabrication de résines/caoutchouc synthétique (5 %) complètent le top cinq.

Les véhicules automobiles pour passagers (13 % du total provincial) sont la principale exportation par catégorie de produits, suivis des médicaments (9 %), de la viande porcine (porc) (5 %), des fèves de soya (4 %) et des aliments pour animaux de compagnie (4 %).³⁹

TABLEAU 1.3.7

TOP 10 DES EXPORTATIONS DE L'ONTARIO VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales 2020	% du total provincial
Fabrication de voitures et de véhicules automobiles légers	366	13%
Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments	275	10%
Abattage d'animaux/transformation	190	7%
Appareils médicaux /mesure/commande	145	5%
Fabrication de résine/caoutchouc synthétique	135	5%
Culture du soya	118	4%
Commercial/fabrication de machines de service	104	4%
Fonte/affinage de métaux non ferreux (sauf l'aluminium)	102	4%
Fabrication d'aliments pour animaux	101	4%
Fabrication de machines industrielles	80	3%

Source: Statistique Canada³⁸

Les exportations de l'Ontario sont très réparties entre les industries et les catégories de produits. Seulement 21 % des exportations ne font pas partie des 25 principales industries, alors que 35 % des exportations ne font pas partie des 25 principales catégories de produits.⁴⁰

QUÉBEC

Le Québec est la source de 19 % des marchandises canadiennes qui affluent vers la Chine, derrière seulement B.C. dans les classements provinciaux individuels.

Les exportations sont fortement concentrées dans les industries de l'extraction du minerai de fer et de l'abattage et de la transformation des animaux, qui représentent respectivement 40 % et 21 % du total des exportations provinciales. Autrement, il y a une baisse considérable dans la fabrication de machines de l'industrie commerciale et des services (5 %), dans les usines de pâte à papier (4 %) et dans la fabrication de produits et de pièces du secteur aérospatiale (4 %).

TABLEAU 1.3.8

TOP 10 DES EXPORTATIONS DU QUÉBEC VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales 2020	% du total provincial
Extraction de minerai de fer	1,908	40%
Abattage d'animaux/transformation	988	21%
Fabrication de machines commerciales/de service	255	5%
Usines de pâte à papier	191	4%
Fabrication de produits/pièces aérospatiaux	189	4%
Fabrication de voitures et de véhicules automobiles	129	3%
Usines sidérurgiques/fabrication de ferroalliages	121	3%
Fusion/affinage de métaux non ferreux (sauf d'aluminium)	113	2%
Appareils médicaux/mesure/commande	109	2%
Scieries et préservation du bois	90	2%

Source: Statistique Canada⁴¹

De même, les minerais et concentrés de fer représentent 40 % du total des exportations provinciales, suivis de la viande de porc (18 %), des simulateurs de vol au sol (4 %), des hélicoptères/avions/engins spatiaux (4 %) et des véhicules automobiles pour le transport de passagers (3 %).⁴²

COLOMBIE-BRITANNIQUE

C.B. est la plus grande source provinciale d'exportations de marchandises vers la Chine, représentant 24 % du total national.

Les exportations (par industrie) sont principalement fortement concentrées dans les usines de pâte à papier, qui représentent 31 % du total des exportations de la région. L'extraction de minerai de cuivre/nickel/plomb/zinc (17 %), l'extraction de charbon (12 %), les scieries (9 %) et la fabrication d'automobiles et de véhicules automobiles légers (5 %) complètent le top cinq.

Les exportations de produits sont dominées par la pâte de bois chimique (27 %), les minerais et concentrés de cuivre (17 %), le charbon (12 %), le bois d'œuvre (9 %) et les véhicules automobiles (6 %).⁴⁴

TABLEAU 1.3.9

TOP 10 DES EXPORTATIONS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales, 2020	% du total provincial
Usines de pâte à papier	1,888	32%
Extraction de minerai cuivre/nickel/plomb/zinc	1,022	17%
Charbon	705	12%
Scieries	555	9%
Fabrication d'automobiles et de véhicules automobiles légers	321	5%
Exploitation forestière	190	3%
Extraction de minerai d'or et d'argent	189	3%
Préparation de produits de la mer/emballage	141	2%
Pêches	96	2%
Papeteries	91	2%

Source: Statistique Canada⁴³

CANADA ATLANTIQUE

Le Canada atlantique génère 8 % des exportations canadiennes vers la Chine. À l'échelle provinciale, Terre-Neuve-et-Labrador (4 %) est en tête, suivie de la Nouvelle-Écosse (3 %), du Nouveau-Brunswick (1 %) et de l'Île-du-Prince-Édouard (0,13 %).

TABLEAU 1.3.10

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS POUR LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	ÎPÉ	Terre-Neuve-et-Labrador
Total des exportations	144	658	40	1,108
Total des importations	225	514	3	58
Total des exportations (HK)	16	31	5	40
Total des importations (HK)	>0	5	>0	>0

Source: Statistique Canada⁴⁵

L'industrie du minerai de fer est de loin la principale source d'exportations du Canada atlantique vers la Chine (41 %), suivi de la préparation et de l'emballage des produits de la mer (21 %) et de la pêche (19 %). Les usines de pâte à papier (4 %) et la fusion et l'affinage des métaux non ferreux (à l'exception de l'aluminium) (3 %) complètent le top cinq.

Les minerais et concentrés de fer (41 % du total des exportations provinciales de marchandises), les crustacés (32 %), le poisson congelé (4 %), le nickel (3 %) et la pâte de bois chimique (3 %) sont les cinq principales catégories de produits du Canada atlantique.

TABLEAU 1.3.11

LES 10 PRINCIPALES EXPORTATIONS DE L'ATLANTIQUE VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

	Exportations totales, 2020	% du total régional
Extraction de minerai de fer	799	41%
Produits de la mer	413	21%
Pêche	370	19%
Usines de pâte à papier	72	4%
Fusion et affinage	67	4%
Extraction de pétrole et de gaz	56	3%
Méteil et le blé	41	2%
Pois (séchés et décortiqués)	38	2%
Pâte de bois semi-chimique	13	1%
Charbon bitumineux	11	1%

Source: Statistique Canada⁴⁶

TERRITOIRES

Les territoires canadiens (Yukon, T.N.-O. et Nunavut) ne représentent que 0,4 % des exportations canadiennes de marchandises vers la Chine. En 2020, l'industrie minière du minerai de fer du Nunavut représentait la quasi-totalité du total territorial grâce à l'exportation de minerais et de concentrés de fer.

TABLEAU 1.3.12

PRINCIPALES EXPORTATIONS DES 5 TERRITOIRES VERS LA CHINE PAR PRODUIT

2020, CAD⁴⁸

	Exportations totales, 2020
Extraction de minerai de fer	105,527,918
Fabrication d'instruments	297,850
Détaillants en magasin	35,500
Fabrication mécanique	5,686

Source: Statistics Canada⁴⁹

1.3.1 INTERDÉPENDANCE CANADA-CHINE : DIFFICILE À DÉMÊLER

Les statistiques ne parviennent souvent pas à communiquer un portrait complet quand il s'agit de commerce, et la Chine ne fait pas exception. Les considérations suivantes concernant le commerce canadien des marchandises illustrent l'importance de la Chine en tant que partenaire commercial et soulignent les difficultés entourant les efforts de diversification ou de désengagement avec la Chine.

Le commerce de biens canadiens (exportations et importations) avec la Chine a connu une trajectoire à la hausse impressionnante au cours des 30 dernières années. Malgré les récentes tensions politiques et la pandémie mondiale, les exportations de biens du Canada vers la Chine ont connu une augmentation de 7 % au cours de 2020. Bien que cela vienne après une baisse considérable (-16%) l'année précédente (en grande partie due aux produits agricoles), cette remontée permet de démontrer la résilience de la relation commerciale dans son ensemble. À titre de comparaison, 4,8 % des exportations canadiennes de marchandises ont été destinées à la Chine en 2020, tandis que seulement 0,7 % sont allées à l'Inde.⁵⁰

Néanmoins, les sondages d'opinion publique montrent que les Canadiens se méfient des relations commerciales entre le Canada et la Chine. Un sondage Nanos/CTV News publié en janvier 2021 indique que 45 % des Canadiens

pensent que le commerce avec la Chine devrait être réduit. Seulement 10 % pensent que le commerce devrait augmenter, tandis que 28 % affirment qu'il devrait être maintenu à son niveau actuel ; 17 % des répondants étaient incertains.⁵¹ Un précédent sondage Ipsos, publié le 21 juillet 2020, a rapporté que 82% (35% fortement / 47% quelque peu) « sont d'accord ... Le Canada devrait réduire sa dépendance à l'égard du commerce avec la Chine et se diversifier vers d'autres pays ».⁵²

Ces états de fait sont difficiles à concilier. Les tensions politiques ne se reflètent pas toujours dans les relations économiques entre les deux pays,

.....► ***l'effet salarial estimé pour 2019 [...] s'élève à 18 milliards de dollars***

et les appels à la réduction de la dépendance ne se traduisent pas

facilement en résultats tangibles. Bien que l'idée de cesser le commerce avec la Chine soit souvent discutée dans les cercles d'experts, l'effet salarial estimé pour 2019, obtenu par l'approche multiplicatrice sectorielle, s'élève à 18 milliards de dollars.

Cela ne signifie pas pour autant que la diversification des échanges est impossible. Le gouvernement du Canada, par l'entremise de sa Stratégie de diversification des exportations, s'est d'ailleurs fixé un objectif ambitieux d'expansion du commerce en augmentant de « 50 % les exportations verd'outre-mer d'ici 2025 ». Il affirme que « [la]diversification est un impératif national » et qu'elle « ne s'arrêtera pas tant qu'elle ne sera pas la plaque tournante du commerce mondial et le marché le plus connecté, stable, prévisible, innovant et en demande au monde ».⁵³ Les accords commerciaux multilatéraux existants du Canada, comme l'Accord économique et commercial global (AECG), l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (AEAC) joueront sans aucun doute un rôle dans cette équation. Cela étant dit, toute attente du public concernant un éloignement rapide et imminent avec le commerce chinois doit être tempérée par la réalité.

1.3.2 UTILISATION PAR LE CANADA DES IMPORTATIONS/INTRANTS CHINOIS

Un aspect clé de la relation commerciale entre le Canada et la Chine, qui n'a pas encore été abordé dans cette section, est l'importance des importations (et des intrants) chinois pour les consommateurs et les entreprises du Canada. À l'instar des exportations canadiennes, les importations en provenance de Chine ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies. Les produits chinois représentaient 14 % des

importations canadiennes cumulatives en 2020, en hausse par rapport à 3 % en 2019, en partie en raison d'une croissance des importations de masques et d'EPI pour lutter contre la pandémie.

Un rapport 2020 d'Affaires mondiales Canada sur les chaînes d'approvisionnement canadiennes liées à la Chine illustre l'importance de la Chine.⁵⁴ Attestant que la Chine est le fournisseur principal d'un grand nombre de biens faisant l'objet d'un commerce international, le rapport note que la Chine détient une part de marché dominante (50%) dans 448 produits (sur 5 428) au niveau du SH-6.⁵⁵ En comparaison, les États-Unis étaient le principal détenteur (50 %) de parts de marché pour seulement 101 produits. Le rapport indique que la Chine est une source importante de « produits à approvisionnement limité », pour lesquels « le Canada importe le produit de 3 pays fournisseurs ou moins, ou si l'IHH est supérieur à 0,81 (ce qui signifie qu'une seule source détient près de 90% de part de marché) ».⁵⁶

En outre, ce rapport souligne que la Chine fournit de plus en plus aux entreprises canadiennes en capitaux (comme de la machinerie d'usine) et en biens intermédiaires qui peuvent améliorer la production nationale. En 2000, 57 % des importations canadiennes en provenance de Chine étaient des biens de consommation — la Chine étant le point d'assemblage final de nombreuses chaînes d'approvisionnement asiatiques — 16 % des importations étaient des biens d'équipement et 27 % étaient des biens intermédiaires. En 2019, seulement 41 % des importations en provenance de Chine étaient des biens de consommation, 26 % étaient des biens d'équipement et 32 % des biens intermédiaires. En termes d'impact économique, ce changement permet aux producteurs canadiens d'apporter des contributions à valeur ajoutée dans la chaîne d'approvisionnement pour la consommation domestique ou l'exportation, ce qui contribue à son tour au PIB.

Naturellement, certaines industries dépendent davantage des importations chinoises que d'autres pour leurs intrants. La fabrication canadienne d'outils manuels, d'équipement électrique, de pièces d'ordinateur et de petits appareils électriques dépend particulièrement des produits faits en Chine. Notamment, 36% des composantes des petits appareils électriques étaient des importations chinoises en 2016. Des perturbations dans cette région, où la concentration des intrants est si élevée, pourraient se répercuter largement dans l'ensemble de l'économie, étant donné que les petits appareils électriques se trouvent dans 97 % de toutes les industries au Canada.

De façon générale, les impacts découlant d'une perturbation des échanges sur les importations de biens de consommation pourraient, par exemples, se traduire en pénuries et en hausses de prix. Dans certains cas, « certains biens de consommation (comme les « jouets, les jeux et l'équipement sportif ») qui ne sont pas facilement disponibles auprès d'autres producteurs seraient

difficiles à remplacer.⁵⁷ Pour les biens d'équipement, ces « biens tangibles qui jouent un rôle déterminant dans la production de biens et de services », la perte d'importations chinoises aurait un impact significatif et nuisible sur la fabrication de machines et d'équipements, lesquels servent à produire des « ordinateurs, des périphériques informatiques et des pièces » essentielles, ainsi que d'autres équipements de communication.⁵⁸ Pour les biens intermédiaires,

.....► **les impacts découlant d'une perturbation des échanges sur les importations de biens de consommation pourraient se traduire en pénuries et en hausses de prix**

les produits chinois se retrouve dans environ 47 % (21 793) de tous les intrants de production canadienne. Bien que l'on puisse envisager que les entreprises canadiennes pourraient remplacer les intrants chinois dans certains cas, « [l]a perturbation du

commerce impliquerait que les entreprises se substituent involontairement aux 21 793 intrants chinois, ce qui pourrait entraîner une augmentation du coût de production, une diminution de la productivité et ultimement nuire aux producteurs et aux consommateurs canadiens ».⁵⁹

Bien que les avantages des exportations soient plus faciles à quantifier, l'importance des importations chinoises pour les consommateurs, les entreprises et les chaînes d'approvisionnement canadiennes ne devrait pas être sous-estimée. L'abandon des importations chinoises pourrait rendre la balance commerciale entre le Canada et la Chine plus favorable, mais cela augmenterait nécessairement les coûts pour les consommateurs et exposerait certaines entreprises canadiennes à des perturbations potentiellement dommageables sur leur chaîne d'approvisionnement.

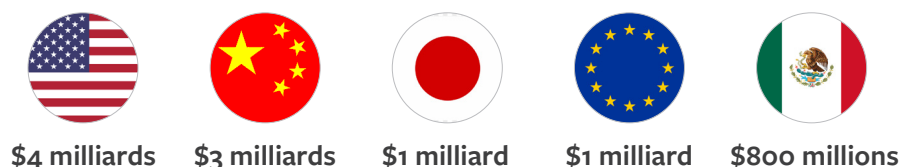
1.4 EFFETS « D'ENTRAÎNEMENT » : ÉTUDE DE CAS SUR L'INDUSTRIE DU CANOLA

L'industrie canadienne du canola est depuis longtemps liée et interconnectée avec le marché chinois. La Chine a été la source de souffrances et de gains pour les producteurs de partout au Canada. Les implications vastes, et parfois délétères, d'une industrie autant dépendante des exportations en font une étude de cas pertinente pour ce rapport. L'oléagineux, qui a vu le jour au Canada dans les années 1970, est bien connu dans le monde entier comme un choix d'huile de cuisson utile (et sain), une matière première et une source émergente de biocarburant.⁶⁰

TABLEAU 1.4.1

VALEUR DES EXPORTATIONS DE CANOLA PAR PAYS

2020, CAD



Source: Conseil canadien du canola⁶⁵

Le canola est l'un des principaux produits agricoles d'exportation au Canada, ce qui profite énormément aux producteurs et aux agriculteurs de partout au Canada. LMC International (un cabinet de conseil mondial mandaté par le Conseil canadien du canola) a constaté que l'impact économique annuel de l'industrie du canola au Canada au cours de la période de trois ans allant de 2016-2017 à 2018-2019 s'élevait à 29,9 milliards de dollars.⁶¹ Le secteur a également soutenu 207 000 emplois domestiques, avec des salaires totalisant 12 milliards de dollars.

Au cours de l'année civile 2020, le Conseil canadien du canola a déclaré une production de 18,8 millions de tonnes métriques (TMM) à partir de 20,8 millions d'acres ensemencées. La transformation nationale (broyage) a produit 4,5 MMT d'huile de canola et 5,79 MMT de farine de canola. Les exportations cumulées ont égalé 11,8 MMT (d'une valeur de 6,3 milliards de dollars) de semences, 3,4 MMT (3,7 milliards de dollars) de pétrole et 5,0 MMT (1,9 milliard de dollars) de farine pour un total de 11,9 milliards de dollars.

Les exportations de canola vers la Chine, premier consommateur mondial d'huile végétale, ont atteint 3,1 milliards de dollars en 2020, derrière seulement les États-Unis (3,7 milliards de dollars) en valeur totale. Ce volume dépasse largement l'ensemble de l'Union européenne (1,3 milliard de dollars), le Japon (1,3 milliard de dollars) et le Mexique (797,1 millions de dollars). Les exportations de semences vers la Chine ont totalisé 2,6 MMT (22% du total national et le premier parmi tous les marchés d'exportation), alors le pétrole a atteint 1,1 MMT (32%) et la farine 1,5 MMT (30%).⁶⁵

PERTURBATIONS À L'EXPORTATION

Les exportations de canola vers la Chine ont augmenté rapidement depuis l'ouverture du marché chinois des oléagineux dans les années 1990. Les seules périodes de perturbation ont été en grande partie liées aux restrictions périodiques imposées sur les importations chinoises.

TABLEAU 1.4.2

EXPORTATIONS DU CANOLA CANADIEN PAR ANNÉE

Année	Exportations en tonnes métriques
2020	20 millions
2019	16 millions
2018	18 millions
2017	19 millions
2016	16 millions

Source: Conseil canadien du canola⁷³

En effet, la Chine a déjà imposé des restrictions sur le canola canadien en 2009 et 2016, invoquant des préoccupations quant à la propagation de la maladie de la jambe noire.⁶⁶ Les deux situations ont finalement été résolues. Toutefois, la perturbation la plus récente, et peut-être la plus connue, des exportations a eu lieu en 2019, lorsque la Chine a révoqué les licences d'exportation de graines de canola de Richardson et Viterra, deux des plus grands producteurs de canola au Canada. Selon le Conseil du canola, on estime que cette situation a « coûté à l'industrie entre 1,54 et 2,35 milliards de dollars, résultant de la perte de ventes et de la baisse des prix entre mars 2019 et août 2020 ».⁶⁷

La raison officielle de l'interdiction donnée par les autorités chinoises était la présence de « parasites dangereux tels que les champignons » dans des expéditions vers le pays.⁶⁸ Bien que la raison évoquée de l'interdiction soit évidemment complexe et multifactorielle, la mesure est survenue à peine quelques mois après que Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, ait été arrêtée par les autorités canadiennes à Vancouver.⁶⁹ Les observateurs ont lié les deux événements et ont avancé que l'interdiction aurait vraisemblablement pu être motivée par des enjeux politiques. Le premier ministre Justin Trudeau aurait même déclaré que la Chine « inventait des excuses » et qu'il était « injustifié » d'arrêter le flux d'exportations canadiennes vers la Chine.⁷⁰

Cette situation est toujours en cours (les licences d'exportation de graines de canola des deux producteurs étant toujours suspendues), bien que les exportations de semences dans leur ensemble commencent à se redresser.⁷¹ L'année 2020, par exemple, a été forte pour les producteurs canadiens, qui ont bénéficié de l'augmentation rapide de la demande chinoise de produits agroalimentaires.⁷² Il est également important de noter que les exportations d'huile et de farine de canola n'ont pas été touchées par cette interdiction.

Cependant, l'assouplissement progressif des restrictions ne signifie pas que les intervenants de l'industrie canadienne devraient être (ou sont) complaisants à l'égard de la Chine. Le Conseil canadien du canola a d'ailleurs souligné l'importance de la diversification du commerce dans sa nouvelle stratégie d'accès aux marchés pour 2021, soulignant que « davantage de ressources gouvernementales sont nécessaires pour diversifier les marchés et créer une prévisibilité commerciale en Asie ».⁷⁴ L'adhésion de l'industrie et du gouvernement sera essentielle pour promouvoir les niveaux nécessaires de diversité commerciale et l'étendue à de nouveaux marchés.

Le marché chinois, qui représente plusieurs milliards de dollars, est, et continuera d'être, un marché central pour l'industrie canadienne du canola, et ce malgré les restrictions en cours. Bien que l'industrie se retrouve face à des obstacles et/ou à des perturbations à court terme, la trajectoire générale (et les retombées économiques qui en résultent) s'avère positive.

EFFET ÉCONOMIQUE CUMULATIF

Le rapport de LMC susmentionné a conclu qu'au cours de l'exercice 2018-2019, lorsque les exportations vers la Chine représentaient 3,187 milliards de dollars sur un total de 10 milliards de dollars, l'impact économique direct était de 12,18 milliards de dollars et le cumulatif, qui comprend les effets indirects et induits, était de 27,7 milliards de dollars.⁷⁵ Par conséquent, si l'incidence directe des importations canadiennes de canola de la Chine est proportionnelle à son effet cumulatif, les importations chinoises de canola canadien sont responsables d'une incidence de 7,25 milliards de dollars au Canada pour l'exercice 2018-2019. Cela signifie que les effets indirects et induits sont 1,27 fois plus importants que l'impact direct, et donc que le multiplicateur pour l'ensemble de l'activité de l'industrie est de 2,27. Ce chiffre est nettement supérieur au multiplicateur calculé pour le total des industries exportatrices vers la Chine, qui était de 2,064.

De plus, le rapport a révélé que le nombre d'emplois directement soutenus par l'industrie du canola en 2018-2019 était d'environ 60 000. Toutefois, si l'on tient compte de l'effet indirect et induit de la consommation en particulier, le nombre d'emplois canadiens soutenus par l'industrie du canola passe à 142 000, ou encore plus élevé à 204 000 si l'on considère les membres des familles œuvrant dans le milieu agricole qui aident sur place à la culture du canola. Compte tenu de la proportion des revenus de l'industrie du canola générés par l'exportation vers la Chine, nous pouvons estimer que les exportations de canola vers la Chine soutiennent 37 500 emplois sur un total de 142 000.

Il est important de noter que les effets indirects et induits des exportations de canola sont probablement plus élevés que ceux de nombreuses autres

industries puisque les salaires dans l'industrie du canola, qui s'établissent en moyenne à 86 000 \$ par année, représentent près du double du salaire moyen au Canada. Ce facteur explique en partie pourquoi l'effet multiplicateur dans l'industrie du canola (2,27) est plus élevé que pour l'ensemble des activités d'exportation ciblées par la Chine (2,064).

1.5 COMMERCE DES SERVICES

Les exportations canadiennes de services vers la Chine ont augmenté à un taux moyen de 15 % au cours des 10 dernières années, avant de chuter par plus de 34 % en 2020. De toute évidence, la pandémie de COVID-19 a grandement entravé les voyages internationaux, ce qui a réduit les exportations d'éducation et de tourisme. Au cours des dernières années, les exportations de voyages,

TABLEAU 1.5.1

COMMERCE DES SERVICES

2011-2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

Commerce des services	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations totales de services (continentales)	2,547	3,252	4,084	4,773	5,344	6,316	6,907	7,682	8,096	5,359
Variation annuelle en %		28%	26%	17%	12%	18%	9%	11%	5%	-34%
Exportations de voyages (éducation et tourisme)	1,690	2,099	2,924	3,679	4,185	4,983	5,505	6,002	6,333	
Exportations de services commerciaux	386	583	491	505	546	597	617	791	798	
Transports et services gouvernementaux (exportations)	471	570	669	588	613	736	785	889	964	
Exportations totales de services (Hong Kong)	924	1,156	1,247	1,305	1,389	1,705	1,574	1,816	1,875	1,394
Variation annuelle en %		25%	8%	5%	6%	23%	-8%	15%	3%	-26%
Exportations de voyages (éducation et tourisme)	220	229	249	250	293	322	305	363	379	
Exportations de services commerciaux	252	278	344	385	429	720	570	618	622	
Transports et services gouvernementaux (exportations)	453	649	655	670	667	663	700	835	874	

Source: Statistique Canada⁷⁶

*Ventilation des sous-catégories non disponible pour les données de 2020.

qui combinent à la fois les exportations de tourisme et d'éducation, ont été, de loin, la catégorie d'exportation de services vers la Chine la plus importante et la plus dynamique. Près des deux tiers de la valeur des exportations de voyages proviennent des exportations d'éducation (~ 4,5 milliards de dollars), alors que le tiers restant (~ 2,2 milliards de dollars) est généré par le tourisme en provenance de Chine. Les exportations de services vers Hong Kong n'ont pas été aussi affectées par les réactions à la pandémie en raison de leur plus grande concentration dans les services commerciaux, qui étaient moins vulnérables aux restrictions de voyage que l'éducation et le tourisme.

Bien que moins significatif en termes de quantité que le commerce de marchandises, le commerce des services avec la Chine est une dimension importante de la relation économique entre le Canada et la Chine. Les principales composantes des exportations de services canadiens vers la Chine sont le tourisme, les services financiers et l'éducation, qui sont constitués principalement par des étudiants internationaux chinois dans les universités canadiennes, mais également par ceux qui étudient dans les collèges et les écoles primaires. Ce secteur d'activité rapporte des milliards de dollars au Canada et représente un catalyseur des liens sociaux et culturels entre les deux pays. Sur ce, les exportations sociales et culturelles sont un facteur important même dans les relations économiques sino-canadiennes, car elles facilitent le commerce des biens et des services et même l'investissement. Par exemple, de nombreux étudiants internationaux chinois au Canada décident finalement d'immigrer au terme de leurs études, ce qui apporte des changements positifs à long terme à l'économie canadienne. Par conséquent, l'importance des exportations sociales et culturelles intégrées dans les exportations de services vers la Chine ne doit pas être sous-estimée.

À cet effet, cette section examine les répercussions spécifiques des exportations de services canadiens vers la Chine sur une base sectorielle et régionale, puis discute des répercussions et des répercussions cumulatives de celles-ci.

1.5.1 ÉDUCATION

.....► *les services d'éducation ont été les plus importantes exportations du Canada vers la Chine en 2019*

Le Canada est un chef de file mondial en matière d'exportation de produits éducatifs. En

2018, le gouvernement canadien et une étude indépendante ont estimé que les étudiants internationaux ont dépensé environ 22 milliards de dollars en frais de scolarité, en logement et en dépenses discrétionnaires combinés au pays.⁷⁷ Cela a directement soutenu près de 220 000 emplois au Canada.

Étant donné que les dépenses des étudiants internationaux représentent des revenus pour des biens et services provenant de l'étranger, il s'agit d'exportations canadiennes de services éducatifs. En fait, les étudiants internationaux rapportent au pays plus que les exportations traditionnelles, telles que le blé, les fruits de mer, le charbon et le fer. Selon la Base de données sur le commerce international des marchandises de Statistique Canada, les services d'éducation ont été les plus importantes exportations du Canada vers la Chine en 2019, devant chacune des 21 catégories d'exportation de marchandises comptées dans la base de données (y compris les produits minéraux et produits de pâte à bois) ainsi que toutes les autres catégories d'exportation de services.

Les étudiants internationaux en provenance de Chine continentale et de Hong Kong s'élevaient à **169 905**, soit **26,2%** de la population étudiante internationale au Canada en **2019**, selon les données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Il est cependant à noter que ce nombre d'étudiants est inférieur à celui estimé par le consulat chinois à Toronto, qui en dénombre pour sa part 180 000. Proportionnellement, la venue de ces étudiants chinois se traduit par des dépenses de l'ordre de **5,72 milliards** de dollars au Canada en 2019, soutenant ainsi plus de **57 000 emplois**. De plus, sur la contribution fiscale globale des étudiants internationaux au Canada s'élevait à 3,7 milliards de dollars en 2018, environ 800 millions de dollars de ce total provenaient des étudiants de Chine continentale et de Hong Kong. Toutefois, il est important de souligner que de nombreuses analyses de l'impact des étudiants chinois au Canada ne tiennent pas compte de ceux de Hong Kong, ce qui altère certains chiffres par rapport à ceux trouvés dans d'autres sources sur ce sujet au cours des dernières années.

CARACTÉRISTIQUES RÉGIONALES ET SECTORIELLES

Les étudiants internationaux chinois ne sont pas répartis uniformément à travers le Canada, et ils ne correspondent généralement pas à la répartition du reste étudiants internationaux à travers le pays. Plus précisément, les étudiants internationaux de Chine sont davantage concentrés en C.B que ceux de tout autre grand pays, même si la majorité d'entre eux étudient plutôt en Ontario. À la plus grande université Canadienne, l'Université de Toronto, les étudiants internationaux chinois représentaient les deux tiers du corps étudiant international en 2019.⁷⁸ L'Université York accueillait alors le deuxième plus grand nombre d'étudiants internationaux chinois, suivie par l'Université de la Colombie-Britannique en troisième.⁷⁹

Il est important de noter que lorsque nous nous référons aux étudiants internationaux chinois, nous ne nous référons pas uniquement aux étudiants

universitaires. En fait, seulement 45% des permis d'études octroyés aux étudiants chinois étaient pour études universitaires.⁸⁰ Il y a effectivement un nombre important d'étudiants chinois qui étudient également dans des collèges et des instituts techniques, ou même dans des écoles secondaires et primaires au Canada, parfois pour se préparer à de futures études universitaires en anglais.

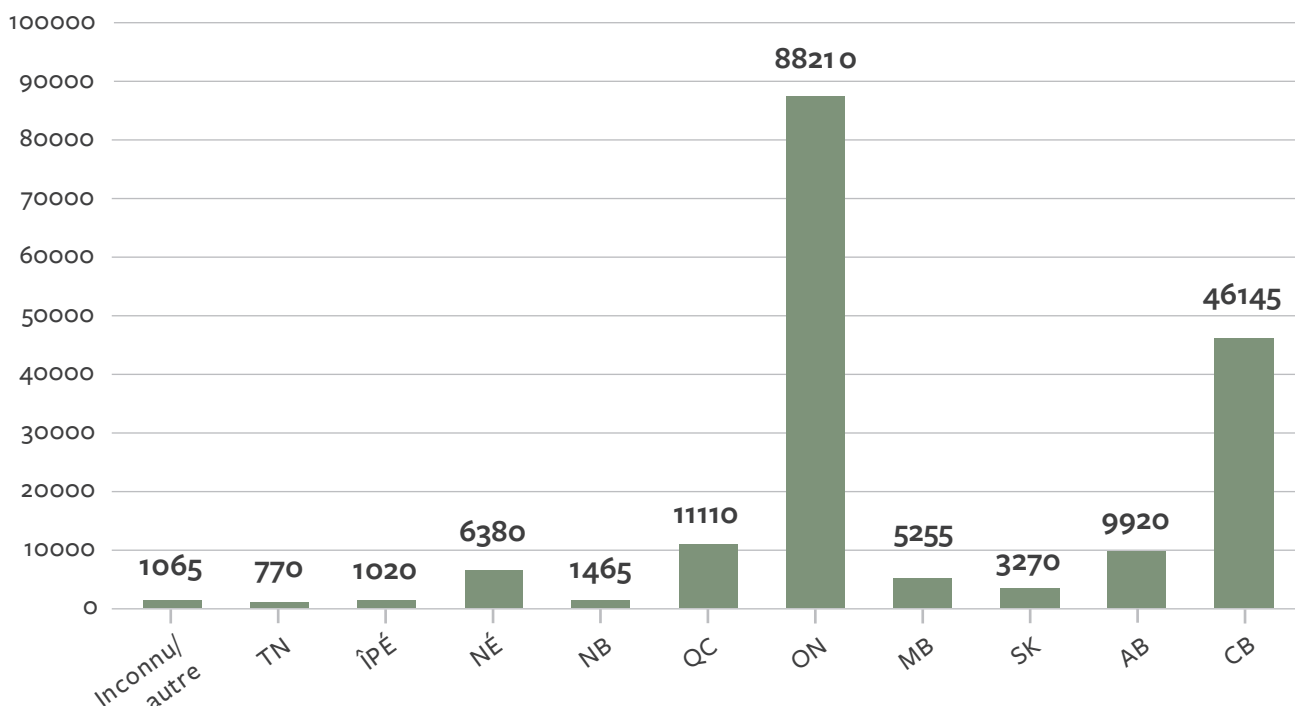
La figure 1.5.1 montre le nombre de permis d'études étrangers octroyés aux étudiants internationaux chinois par province d'études en 2018. Notamment, comme le voit la figure 1.5.2, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario accueillent le plus grand nombre d'étudiants chinois par habitant. La Colombie-Britannique, grâce à sa communauté sino-canadienne déjà importante et sa proximité relative avec la Chine, est une destination d'étude particulièrement attrayante pour de nombreux étudiants. De même, l'Université de Toronto, qui a accueilli le plus grand nombre d'étudiants chinois en 2019, est généralement considérée comme une destination de choix pour étudier au Canada, ce qui contribue à augmenter la part de l'Ontario en termes d'étudiants chinois au Canada.⁸¹ La Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard affichent des valeurs aberrantes principalement en raison de leur population relativement faible.

Qui plus est, les étudiants internationaux chinois sont également fortement concentrés dans quelques disciplines académiques.⁸⁴ Plus spécifiquement,

FIGURE 1.5.1

NOMBRE D'ÉTUDIANTS CHINOIS PAR PROVINCE

2018

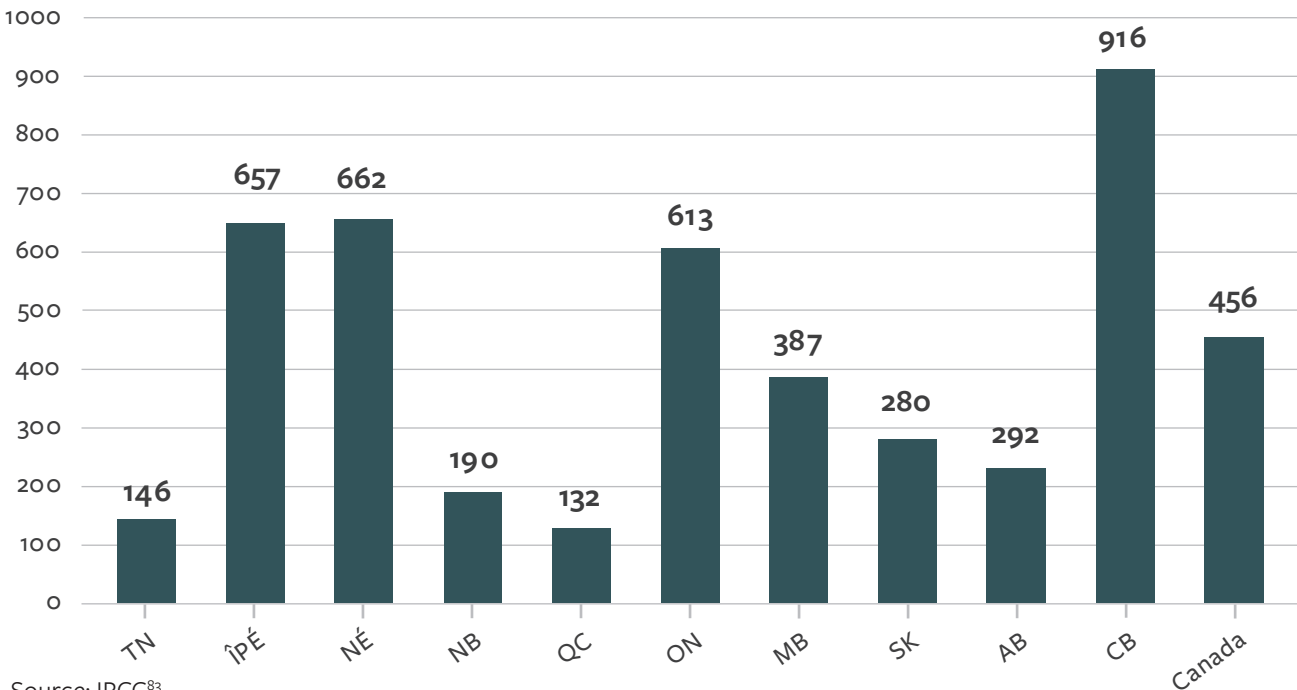


Source: IRCC⁸²

FIGURE 1.5.2

NOMBRE D'ÉTUDIANTS CHINOIS POUR 100 000 PERSONNES, PAR PROVINCE

2018



Source: IRCC⁸³

en 2017, les étudiants chinois des universités canadiennes ont grandement favorisé le commerce (39 %), suivis des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) (34,5 %) et des sciences sociales (22,6 %). Comparativement, seulement 13 % de tous les autres étudiants internationaux ont choisi d'étudier le commerce au Canada.

AVANTAGES DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT

Le Canada et la Chine entretiennent depuis longtemps une solide relation de collaboration en R&D. Bien qu'elle ait soulevé la controverse au cours des dernières années, cette relation a favorisé l'innovation dans les technologies propres, les transports, la nanotechnologie et l'intelligence artificielle. Par exemple, l'Université de l'Alberta et l'Université Tsinghua se sont associées pour créer le Centre conjoint de recherche sur l'énergie et l'environnement futurs qui vise à lutter contre les changements climatiques grâce à l'avancement de l'énergie durable.⁸⁵

Les avantages de la recherche dans les universités canadiennes peuvent également découler de la recherche sur les étudiants diplômés chinois et du financement des entreprises privées. Par exemple, le Conseil national de recherches en sciences et en génie du Canada (CSNE) s'est associé à Huawei Canada en 2021 pour soutenir la recherche de pointe en génie informatique et

électrique en trouvant des collaborateurs dans les universités canadiennes.⁸⁶ En ce qui concerne les chercheurs chinois travaillant au Canada, l'Institut Paulson a constaté que les chercheurs chinois au Canada représentent jusqu'à un tiers du personnel travaillant sur le développement avancé de l'IA.⁸⁷

Cependant, la collaboration de recherche avec la Chine est devenue un sujet sensible dans les derniers temps. Le financement de Huawei dans les universités est un exemple particulièrement frappant, qui est aussi plus facile à suivre que les collaborations de recherche dirigées par des professeurs. À ce sujet, certains ont soulevé et attiré l'attention sur l'absence d'un cadre réglementaire pour le suivi de la collaboration en R&D,⁸⁸ ce qui a nui à la reconnaissance des connaissances et produits issus de la collaboration universitaire sino-canadienne. En ce qui concerne le récent partenariat de Huawei Canada avec le CRSNG, plusieurs experts craignent qu'une telle collaboration n'aide finalement que la Chine, aux dépens du Canada, en permettant à Huawei d'extraire une propriété intellectuelle précieuse à un coût relativement faible. Cependant, le Canada pourrait avoir besoin de tels partenariats pour faire avancer ses propres recherches dans certains domaines en raison d'une pénurie de collaborateurs potentiels capables de faire avancer de tels projets de pointe. Le professeur Roberto Morandotti, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en photonique intelligente, a déclaré que, dans son domaine, seuls Cisco et Huawei sont des collaborateurs viables. Bannir Huawei signifie que vous « faites aucun projet, que vous ne développez aucune propriété intellectuelle et ne payez aucun étudiant, et donc que vous ne soutenez pas l'économie canadienne ».⁸⁹

RISQUE DE DÉCLIN DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX CHINOIS AU CANADA

Les chiffres présentés jusqu'à présent couvrent la décennie précédant 2019, décrivant la population d'étudiants chinois au Canada dans des circonstances que nous pourrions qualifier de « normales ». Cependant, il est également important d'évaluer les impacts potentiels des tensions bilatérales récentes et de la pandémie sur les tendances futures. L'analyse qui suit concerne les données de 2020 et 2021, afin de situer la population internationale chinoise au Canada dans les circonstances troubles actuelles.

Impact de la pandémie de COVID-19

Dans l'ensemble, la population d'étudiants internationaux au Canada à tous les niveaux d'études a diminué de 17 % en 2020, pour atteindre 530 540. Parmi eux, 22 %, soit 116 935, étaient d'origine chinoise. Bien que cette proportion représente toujours une part significative, il s'agit somme toute d'une baisse

considérable par rapport à 26% en 2019 et illustre une baisse plus marquée des étudiants chinois par rapport à ceux d'autres pays.⁹⁰ Plusieurs facteurs pourraient expliquer cet écart. Premièrement, le fait que la pandémie ait commencé en Chine signifie que les Chinois ont été isolés plus tôt que le reste du monde. Par conséquent, les voyages en provenance de Chine ont été freinés dès le début du semestre d'hiver en janvier. Bien que les cours aient été transférés en ligne quelques semaines plus tard, le fait d'être en Chine sur un fuseau horaire opposé, et dans un contexte de confinement très strict, a rendu difficile la tâche très ardue pour les étudiants chinois poursuivant leurs études à distance dans les universités canadiennes. Cela a d'ailleurs probablement découragé des futurs étudiants de s'inscrire à l'année scolaire suivante, de sorte que le Canada n'a reçu que 12 077 demandes de permis d'études de la Chine continentale en 2020, comparativement à 34 583 demandes en 2019.⁹¹ Le taux d'approbation des permis d'études octroyés au Chinois pour venir au Canada a également diminué de 3,6 % au cours de la même période, ce qui, associé à une baisse du taux de demande, a fait chuter de 66,6 % le nombre total d'étudiants chinois autorisés à étudier au Canada entre 2019 et 2020. De plus, de nombreux titulaires de permis n'ont toujours pas mis les pieds au Canada en raison des restrictions de déplacement, des changements dans l'offre de cours des universités et de l'incertitude générale.

Impact des tensions politique

Les tensions politiques pourraient également avoir un impact sur les tendances futures. Au milieu des tensions bilatérales entre la Chine et l'Australie, Amy Mo, une agente d'éducation de Beijing, a suggéré que si les relations se détérioraient davantage ou ne s'amélioraient pas, la Chine pourrait tirer parti des demandes d'éducation en provenance d'Australier pour sanctionner davantage le peuple et le gouvernement australiens. De même, alors que les tensions bilatérales augmentaient entre la Chine et le Canada après que Michael Kovrig et Michael Spavor aient été initialement détenus en Chine, certains se sont demandé si les universités canadiennes étaient vulnérables à ce genre de sanction.

Comme les deux tiers de la population étudiante internationale de l'Université de Toronto sont des étudiants chinois, et plus de la moitié à l'Université Simon Fraser, le retrait des étudiants chinois du Canada aurait des répercussions importantes sur le corps étudiant et les revenus de nombreux établissements d'enseignement canadiens. Au plus fort des craintes concernant un éventuel retrait d'étudiants chinois en 2019, Moody's Investor Services a publié un rapport suggérant que de nombreuses universités canadiennes pourraient faire face à un resserrement de leur crédit, et que l'Université de Colombie-Britannique, McGill et l'Université de Toronto seraient les plus durement touchées.⁹² Cependant, les discussions sur un tel retrait se sont rapidement calmées et il est peu probable

que l'éducation demeure un sujet de discorde, et ce même si les différends politiques futurs entraînent des sanctions économiques.

DÉPENDANCE DES UNIVERSITÉS À L'ÉGARD DU FINANCEMENT DES ÉTUDIANTS CHINOIS

Les étudiants internationaux paient jusqu'à trois fois plus que les étudiants domestiques pour les frais de scolarité, et ce indépendamment des autres coûts qu'ils couvrent, tels que le logement et les dépenses discrétionnaires. Cet investissement est réparti dans tout le pays, mais plus concentré dans les grandes villes, Toronto étant le plus grand bénéficiaire.

.....► ***La perte d'étudiants de la RPC (République populaire de Chine) aggraverait considérablement la situation financière des établissements d'enseignement supérieur canadiens***

À cet égard, les revenus tirés des étudiants internationaux, y compris les étudiants chinois, supportent la capacité des universités canadiennes à offrir des services

d'éducation de qualité au public canadien, ce qui non seulement améliore l'innovation, mais fournit également aux Canadiens les compétences nécessaires pour travailler dans l'économie du Canada qui est de plus en plus avancée. La perte d'étudiants de la RPC (République populaire de Chine) aggraverait considérablement la situation financière des établissements d'enseignement supérieur canadiens, ce qui entraînerait la nécessité de charger des frais de scolarité plus élevés aux étudiants canadiens ou de demander un soutien financier supplémentaire des gouvernements, ou le deux. De même, en aidant à combler les sièges vacants dans les universités canadiennes, les étudiants internationaux aident à prévenir les compressions et les pertes d'emplois potentielles.

En plus des avantages économiques et financiers, la capacité d'attirer des étudiants et des chercheurs internationaux a des répercussions importantes pour le Canada sur les plans scientifique, technologique et politique, ce qui influence considérablement l'économie canadienne. Les universités sont plus que des lieux d'enseignement et d'apprentissage, elles sont des pôles de recherche et d'innovation. De nombreux pays dans le monde considèrent désormais l'innovation comme un moteur clé de la croissance économique et de la compétitivité mondiale. Les étudiants et les chercheurs internationaux enrichissent la communauté du campus et soutiennent le potentiel d'innovation du Canada. Ainsi, en tant que l'une des principales sources d'étudiants internationaux au Canada, les étudiants chinois jouent un

rôle important dans les efforts de mondialisation des universités canadiennes, ce qui profite à la société et à l'économie canadienne dans son ensemble. Cela étant dit, cet impact n'est pas directement mesurable en dollars.

LE CAS DE UBC (UNIVERSITÉ DE COLOMBIE-BRITANNIQUE)

Reconnue pour accueillir une grande population d'étudiants chinois, l'Université de Colombie-Britannique démontre clairement l'incidence des frais de scolarité des étudiants étrangers sur les revenus des établissements universitaires, ainsi l'utilisation de ces revenus et la dépendance à leur égard comme substitut au financement gouvernemental. L'approche et la gouvernance de l'Université de la Colombie-Britannique, en termes de recrutement, d'admission et de modalités financières concernant les étudiants internationaux, les Chinois en particulier, montrent comment la plupart des universités canadiennes poursuivent des stratégies de recherche de profit de plus en plus agressives et affichent des frais de scolarité toujours plus élevés pour les étudiants internationaux. Puisque les inscriptions internationales ont continué de croître malgré l'augmentation des frais de scolarité, il n'est pas surprenant que les universités, en particulier celles attrayantes pour les étudiants chinois, tentent de maximiser leurs revenus en

.....► ***alors qu'ils ne représentent que 34% des étudiants internationaux, les étudiants chinois ont contribué à 45% du revenu total généré par les frais de scolarité internationaux***

augmentant leurs frais de scolarité internationaux.

Le budget 2019-2020 de l'Université de la Colombie-Britannique a révélé que les frais de scolarité internationaux

représentent environ 19 % (413 millions de dollars) de leurs revenus d'exploitation totaux (2,2 milliards de dollars).⁹³ De ce nombre, les 6 281 étudiants de citoyenneté chinoise inscrits à l'Université de la Colombie-Britannique ont payé collectivement 184 millions de dollars en frais de scolarité. Par ailleurs, alors qu'ils ne représentent que 34% des étudiants internationaux, les étudiants chinois ont contribué à 45% du revenu total généré par les frais de scolarité internationaux. Cet écart reflète notamment la plus grande concentration des étudiants chinois dans des disciplines académiques plus coûteuses et leur taux d'inscription proportionnellement plus faible dans les programmes artistiques moins coûteux, particulièrement en comparaison aux étudiants internationaux de d'autres nationalités.

La construction du Vantage College, une résidence d'élite réservée aux étudiants fortunés qui cible principalement les étudiants chinois et indiens, est un exemple

de stratégie de recherche de profit visant à faire face à la pression financière croissante causée par la hausse des dépenses qui excède le taux de financement gouvernemental. Plus précisément, Vantage College s'adresse aux étrangers qui ne répondent pas aux exigences régulières de l'université en matière de langue anglaise, mais qui sont tout de même des étudiants internationaux potentiels prêts à payer des frais internationaux complets. Cette voie est particulièrement attrayant pour les étudiants chinois étant donné qu'ils sont généralement confrontés à des barrières linguistiques importantes lorsqu'ils souhaitent étudier à l'étranger. Pour plus de 56 000 \$, le programme de résidence comprend les frais de scolarité, l'hébergement et les soins de santé. Bien que cela soit certainement attrayant pour les étudiants internationaux fortunés, la résidence exclusive de 1000 unités, qui a coûté à l'Université de la Colombie-Britannique plus de 127 millions de dollars à construire, a suscité la controverse, particulièrement auprès des étudiants locaux qui font face à des pénuries de logements ; 5 200 personnes sur des listes d'attente des résidences universitaires, qui affichaient dès lors une augmentation de 20% des frais de logement, au cours de la période de construction de Vantage. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, ce sont ces revenus qui permettent la prestation de services universitaires à tous les étudiants, y compris les étudiants nationaux. Les étudiants étrangers payant les plus hauts tarifs représentent maintenant plus du cinquième de tous les étudiants inscrits dans les universités canadiennes.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À L'ÉDUCATION INTERNATIONALE

Ottawa a reconnu la « mine d'or »⁹⁴ que représentent les étudiants internationaux et les possibilités particulières pour les étudiants chinois de profiter à l'économie canadienne. Le ministre de l'Immigration, Ahmed Hussen, a déclaré que « [le Canada] fera tout ce qui est en son pouvoir pour augmenter le nombre d'étudiants internationaux chinois et préserver la réputation du Canada en tant que nation multiculturelle et tolérante »⁹⁵, un argument de vente majeur lors de la commercialisation de la nation auprès des futurs étudiants en Chine et à l'étranger. De plus, avec des communautés chinoises bien établies et des associations d'étudiants chinois actives sur les campus, le Canada demeure une destination de choix pour l'éducation postsecondaire d'un point de vue chinois. Bien qu'il puisse être difficile de retenir les étudiants au Canada après l'obtention de leur diplôme, il peut s'agir d'une solution partielle pour atténuer la pression économique du vieillissement de la population canadienne. Les étudiants internationaux qui ont terminé leurs études supérieures ici sont des contributeurs idéaux à la main-d'œuvre du pays étant donné qu'ils sont déjà ici, formés dans une des langues officielles du pays, familiers avec les normes nationales dans leur domaine et ont de nombreuses années potentiellement

productives (payer des impôts) devant eux, très probablement dans un emploi requérant des compétences spécialisées compte tenu de leur niveau éducation.

Dans le cadre d'une stratégie visant à retenir et à intégrer un plus grand nombre d'étudiants étrangers sur le marché du travail après l'obtention de leur diplôme, le gouvernement canadien a octroyé 24 000 nouveaux permis de travail post-graduation cette année, soit 160 % de plus que l'année précédente. De plus, une nouvelle voie pour accéder à la résidence permanente été instaurée, visant à accueillir 90 000 travailleurs temporaires essentiels et diplômés internationaux d'ici novembre 2021.⁹⁶ Afin de promouvoir les langues officielles du Canada, trois volets supplémentaires sans plafond d'admission ont également été lancés afin d'attirer des candidats francophones ou bilingues.

1.5.2 TOURISME

Bien qu'elle génère moins de revenus que l'éducation, l'industrie du tourisme joue également un rôle important dans les dimensions économiques et culturelles des relations sino-canadiennes. En 2018, près de 700 000 visiteurs chinois sont venus au Canada, dépensant en moyenne 2 600 \$ par visiteur, soit 2 milliards de dollars au total.⁹⁷ Au cours de la même année, le gouvernement canadien estime que les voyageurs étrangers ont dépensé collectivement 22 milliards de dollars et soutenu quelque 700 000 emplois.⁹⁸ Les dépenses touristiques chinoises ont donc représenté 9,1% du total, ce qui suggère de même qu'environ 63 700 emplois ont été soutenus par les touristes chinois en 2018. De surcroît, le tourisme est un autre facteur qui contribue à faciliter l'immigration, les échanges culturels et le commerce des marchandises à mesure que les Canadiens et les Chinois se familiarisent avec les produits endogènes à la culture ou à la région de l'autre.

Le tourisme chinois au Canada a connu une transformation rapide au cours des 10 dernières années, le nombre et les dépenses de ces touristes chinois ayant augmenté de façon spectaculaire au pays. En 2008, seulement 159 000 visiteurs chinois sont entrés au Canada, dépensant environ 300 millions de dollars, soit une moyenne de 1 889 \$ par visiteur.⁹⁹

Cependant, avec les tensions récentes dans les relations politiques entre le Canada et la Chine et les perturbations causées par la pandémie, l'avenir du tourisme chinois au Canada apparaît incertain. Le nombre de touristes chinois au Canada est passé de 682 000 en 2017 à 737 000 en 2018, mais a diminué en 2019 à 571 000.¹⁰⁰ Puis, en grande partie dû à la pandémie mondiale, il a chuté à un peu plus de 100 000 en 2020.¹⁰¹ Cependant, même avant la pandémie, des remarques faites par des responsables chinois faisaient déjà allusion à la contingence du tourisme chinois sur les relations positives, ce qui n'est pas une évidence dans le climat politique bilatéral actuel.¹⁰²

DIFFÉRENCES SECTORIELLES ET RÉGIONALES

Sur les 2 milliards de dollars dépensés par les voyageurs chinois au Canada, la plus grande partie, soit 753,6 millions de dollars, a été dépensée dans la région de Vancouver, sur la côte dans la région des Montagnes.¹⁰³ Non seulement l'Ouest canadien est plus proche géographiquement de la Chine, la région montagneuse est en soi une destination touristique majeure au pays. Comparativement, les voyageurs en provenance du Royaume-Uni et de l'Australie n'ont dépensé que 289,3 millions de dollars et 265,1 millions de dollars, respectivement, dans la grande région de Vancouver, incluant les régions de la côte et des montagnes.

La région du Grand Toronto a attiré le deuxième plus grand nombre de dépenses touristiques chinoises, avec 381,1 millions de dollars, ce qui représente environ 12 % des dépenses touristiques totales dans la région. Les provinces des Prairies, y compris la région des Rocheuses de l'Alberta, ont également attiré d'importantes dépenses touristiques chinoises, de l'ordre de 223 millions de dollars en 2019.

22,6% des dépenses des visiteurs chinois étaient consacrées à l'hébergement, soit seulement les deux tiers de la moyenne des visiteurs étrangers qui atteignait dès lors 33,8%. Cela reflète probablement des dépenses plus élevées dans d'autres biens et services plutôt que des dépenses plus faibles en logement. Les visiteurs chinois cumulent également une dépense moyenne totale plus élevée au Canada que ceux venus des autres pays.¹⁰⁴ Comme le Canada est considéré comme une destination relativement dispendieuse pour les voyageurs chinois, le pays a tendance à attirer les gens les plus riches, qui ont des revenus élevés ou des familles bien nantis. Compte tenu de la grande distance entre le Canada et la Chine, les voyageurs chinois ayant des contraintes budgétaires plus strictes sont naturellement plus susceptibles de préférer l'ANASE ou d'autres pays voisins.

IMPACTS LOCAUX DU TOURISME SUR LES CANADIENS - ÉTUDE DE CAS

Bien que les chiffres totaux – 2 milliards de dollars dépensés chaque année par les touristes chinois et 63 700 emplois soutenus – soient impressionnants, ils ne suffisent pas à transmettre les avantages tangibles du tourisme pour les individus, les communautés et les petites et moyennes entreprises canadiennes.

En 2019, les touristes, nationaux et internationaux, ont effectué 34,7 millions de visites en Alberta où ils ont dépensé 8,2 milliards de dollars. Parmi ceux-ci, comptaient 118 000 touristes chinois, qui ont à eux seuls dépensé 188 millions de dollars, soit 1 593,22 dollars en moyenne par personne. Les dépenses plus élevées

des touristes chinois sont évidentes puisqu'elles représentaient 2,3% des dépenses totales pour 0,34% du nombre total de touristes.¹⁰⁵

Le gouvernement de l'Alberta a évalué les répercussions économiques du tourisme à l'aide d'une approche à valeur ajoutée, y compris le soutien à l'emploi équivalent temps plein, la contribution au PIB et les recettes fiscales.¹⁰⁶ En supposant que la part de l'impact de la Chine est équivalente à sa part des dépenses touristiques, nous estimons que le tourisme chinois a les impacts suivants en Alberta :

- 1 564 emplois, équivalent temps plein
- Contribution de 150 millions de dollars au PIB de l'Alberta, dont 89,7 millions de dollars directs, 34,5 millions de dollars indirects, 25,3 millions de dollars induits
- 25,3 millions de dollars en recettes fiscales, répartis comme suit :
 - * 12,2 millions de dollars en revenus fédéraux
 - * 8,5 millions de dollars en recettes provinciales
 - * 3,9 millions de dollars en recettes municipales

Pour une analyse encore plus localisée, nous avons reproduit ces estimations pour la ville de Banff. Banff est l'une des destinations touristiques les plus populaires au Canada et surtout pour les touristes chinois. En particulier, les millénariaux chinois semblent attirés par les montagnes pittoresques du parc national, les occasions de prendre des photos et les nombreuses activités de plein air.¹⁰⁷

En l'absence de données officielles, nous utilisons une estimation de 50 000 visiteurs chinois à Banff en 2016, selon les chiffres de Dragon Tail International.¹⁰⁸ En 2016, 135 000 visiteurs chinois ont dépensé 136 millions de dollars en Alberta. En supposant la proportionnalité, nous pouvons estimer que les 50 000 visiteurs de Banff ont dépensé environ 50 millions de dollars, soit environ 1 000 \$ par visiteur. Notez que leur chiffre réel de dépenses peut être plus élevé en raison de la moyenne déprimée par les visiteurs locaux (canadiens).

En utilisant la même méthode pour Banff que pour l'Alberta, nous estimons que les visiteurs chinois ont contribué de la manière suivante à Banff en 2016:

- 415 emplois équivalents temps plein
- PIB de 39,6 millions de dollars (23,8 millions de dollars directs, 9,1 millions de dollars indirects, 6,7 millions de dollars induits)
- 6,7 millions de dollars en recettes fiscales
 - * 3,2 millions de dollars en revenus fédéraux
 - * 2,3 millions de dollars en recettes provinciales
 - * 1,0 million de dollars en recettes municipales

Bien que l'Alberta ne soit généralement pas la principale destination des touristes chinois au Canada, l'analyse d'impact économique du gouvernement est utile pour comprendre les répercussions du tourisme partout au Canada. Tout d'abord, celle-ci illustre que lorsqu'on utilise l'approche à valeur ajoutée du PIB, comme le fait souvent Statistique Canada, les dépenses touristiques dépassent généralement leur contribution au PIB. Il souligne également que les impacts directs des dépenses touristiques sur le PIB sont plus importants que leurs effets d'entraînement, contrairement à d'autres industries. Par exemple, dans l'industrie exportatrice du canola, les impacts indirects et induits l'ont largement emporté sur l'impact direct. Cela peut refléter le fait que les chaînes d'approvisionnement du tourisme sont moins complexes que les chaînes d'approvisionnement qui soutiennent l'exportation de canola, ce qui toutefois est sans surprise considérant que le tourisme est en grande partie une industrie de services et que l'exportation de canola nécessite une organisation industrielle nettement plus complexe. De même, l'impact induit relativement plus faible reflète en partie le fait que les salaires sont généralement plus bas dans les emplois du secteur touristique que dans ceux de l'industrie du canola.

Les emplois soutenus par le tourisme se retrouvent principalement dans l'hébergement, la restauration, les divertissements, les boutiques de vêtements et de cadeaux, ainsi que les transports. Cependant, ce serait un manque que de considérer seulement ces activités qui soutiennent directement le tourisme. Les impacts indirects et induits nous rappellent que l'industrie du tourisme dépend également d'autres industries qui ne sont généralement pas associées au tourisme. Dans un rapport récemment publié visant à évaluer les répercussions potentielles de la pandémie sur l'industrie du tourisme, Statistique Canada a indiqué qu'une perte de PIB de 16,3 milliards de dollars dans l'industrie du tourisme correspondrait à une perte de 9,6 milliards de dollars dans d'autres industries.¹⁰⁹

En outre, ces estimations suggèrent des effets sur les communautés. Par exemple, pour une ville aussi petite que Banff, ou même pour l'ensemble du parc national Banff (qui comprend Canmore), 415 emplois c'est significatif. De même, les revenus municipaux de 1 million de dollars représentent près de 3 % des revenus totaux de Banff en 2016, ce qui contribue de façon importante à la capacité de la ville à fournir des services communautaires, tel que les routes, le transport en commun, les loisirs, l'assainissement et les services d'urgence.

DISCUSSION

La Chine représente une excellente opportunité pour le secteur du tourisme canadien. Avec une population supérieure à celle de l'Amérique du Nord et de l'Europe réunies, ainsi qu'une classe moyenne croissante, la demande des touristes chinois est immense et en hausse. Ces touristes

ont des répercussions importantes sur les collectivités qu'ils visitent, du fait qu'ils soutiennent un grand nombre d'emplois, contribuent aux revenus du gouvernement et augmentent le PIB. Sans la Chine, les collectivités dépendantes du tourisme comme Banff ou Canmore seraient plus pauvres, auraient moins d'emplois et finalement moins de ressources pour leurs services publics essentiels. Néanmoins, il ne peut être tenu pour acquis que cette demande continuera de cibler le Canada à l'avenir, compte tenu des perturbations dans les relations bilatérales ainsi que de la pandémie mondiale.

Les facteurs logistiques et politiques sont tous deux importants pour assurer le succès futur et l'attrait de l'industrie touristique canadienne pour les voyageurs chinois. L'accessibilité est d'ailleurs l'une des principales dimensions logistiques à considérer. Les barrières géographiques et linguistiques peuvent être des obstacles pour les touristes chinois potentiels. Par exemple, afin d'accueillir les Chinois qui vivent, visitent ou font escale à Vancouver, l'Aéroport international de Vancouver a installé une signalisation traduite en mandarin à côté de la plupart des panneaux anglais et français existants vus partout au Canada.¹¹⁰

Les tensions bilatérales peuvent également influencer les flux touristiques. Après l'annonce de l'arrestation de MENG Wanzhou, directrice financière de Huawei, au Canada et des retombées diplomatiques qui en ont résulté, « [l]es arrivées de touristes par avion en provenance de Chine au Canada ont diminué de 9,6% en 2019 pour atteindre 571 000 ». ¹¹¹ Bien que cette baisse ne soit peut-être pas entièrement attribuable à ces tensions, il est probable qu'elles aient été à tout le moins un facteur considérable.¹¹² À l'avenir, le tourisme continuera d'être un secteur à surveiller alors que les politiciens sont aux prises avec des intérêts commerciaux et politiques conflictuels.

1.6 COMMERCE: CONCLUSION

La valeur des exportations de biens et services sino-canadiens s'est évaluée à 38,6 milliards de dollars et à 34,9 milliards de dollars en 2019 et 2020,

.....► *L'impact économique total des exportations vers la Chine était de 2,064 fois sa valeur commerciale directe en 2019, soit 76,9 milliards de dollars*

respectivement. Cependant, comme nous l'avons exploré, l'impact réel de ce commerce est beaucoup plus grand. L'impact

économique total des exportations vers la Chine était de 2,064 fois sa valeur commerciale directe en 2019, soit 76,9 milliards de dollars. De plus, nous avons estimé que 365 915 emplois étaient supportés par les activités d'exportations canadiennes vers la Chine au cours de la même période.

Dans le cas de la Chine et du Canada, le commerce et l'immigration sont inextricablement liés. Tel que mentionné, le commerce des marchandises et des services facilite les échanges sociaux et culturels qui offrent

.....► **365 915 emplois étaient supportés par les activités d'exportations canadiennes vers la Chine au cours de la même période**

aux immigrants potentiels un bon point de départ. Par exemple, un nombre croissant d'étudiants

internationaux obtiennent la résidence permanente et cherchent à obtenir l'accès à l'immigration par le biais de programmes d'entrée express facilités par les universités et les collèges.¹¹³

Bien que les politiciens canadiens accordent souvent une importance considérable aux avantages économiques de l'immigration, son impact économique réel est mal compris et quantifié de manière beaucoup précise que les effets du commerce. Notamment, pour avoir une vue d'ensemble de l'impact économique de la Chine sur le Canada, il est essentiel d'inclure la dimension de l'immigration. La section suivante explorera comment l'immigration en provenance de Chine affecte le PIB et le commerce du Canada.

Immigration

APERÇU

Aujourd'hui, les immigrants chinois ont un impact considérable sur l'ensemble du paysage économique et social du Canada. Ce sont des entrepreneurs, des étudiants, des professionnels, des employés du gouvernement, des soignants, des dirigeants communautaires et bien plus encore. Leur demande alimente les entreprises et leurs entreprises approvisionnent le Canada. De plus, ils contribuent à la littérature, à la politique, aux sports, au divertissement, à la charité, à l'éducation, à la spiritualité et, par conséquent, à l'éthique culturelle du Canada.¹¹⁴

Les petites entreprises appartenant à des Chinois sont maintenant omniprésentes dans les grandes villes du Canada, offrant des emplois et une diversité de services. L'Association des professionnels chinois du Canada faisait état de plus de 30 000 membres en 2019, dont la plupart proviennent de la région du Grand Toronto. De même, un site Web d'emploi suggère que les immigrants chinois sont très présents dans plusieurs emplois à forte intensité de compétences, notamment comme assistant Java senior, spécialiste du développement commercial, assistant administratif, assistant de migration et enseignant en ligne. L'éventail des professions et des rôles des immigrants chinois au Canada témoigne de leur niveau d'intégration et de dispersion désormais élevé au Canada.

Dans cette section, nous discutons des répercussions qualitatives des immigrants chinois de première et de deuxième génération, ou antérieure, établis au Canada sur une base démographique et régionale. Ensuite, nous estimons l'impact des immigrants de première génération sur le PIB canadien. Les répercussions estimées quant à l'exportation de biens et de services canadiens vers la Chine sont également incluses à l'annexe A.

2.1 CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET RÉGIONALES NOTABLES DE L'IMMIGRATION CHINOISE

L'immigration de tous les temps en provenance de Chine, y compris la première génération et les générations suivantes de Chine continentale et de Hong Kong, s'élevait à près de 1,8 million en 2016 selon les données du recensement. Comparativement, l'immigration indienne atteignait à 1,4 million en 2016, bien que le Canada ait attiré plus de résidents permanents indiens au cours de la dernière décennie. Cela reflète la longue histoire de l'immigration chinoise au Canada. Bien que la vie au Canada se soit considérablement améliorée pour de nombreux groupes minoritaires, des inégalités persistent ; par exemple, le niveau de pauvreté des Canadiens d'origine chinoise demeure plus du double (20 %) de celui des Canadiens d'origine européenne (9,6 %) selon une enquête sur la population active de 2021.¹¹⁵

Bien que le Canada demeure troublé par la xénophobie, de grands progrès ont été réalisés vers l'équité sociale et économique, permettant aux immigrants chinois de contribuer de manière significative à la culture, à la société et à l'économie canadienne. Dans l'ensemble, les communautés canadiennes d'origine chinoise ont conservé et intégré des identités culturelles qui enrichissent le Canada dans son ensemble. Ces communautés facilitent également d'importants échanges culturels et économiques avec la Chine continentale, Hong Kong et Taïwan, ce qui tissent des liens transpacifiques solide avec le Canada.

De 2010 à 2019, 287 089 nouveaux résidents permanents ont été admis au Canada en provenance de Chine. Selon le recensement, 49 % des Canadiens d'origine chinoise vivaient en Ontario, 31 %, en Colombie-Britannique, puis 9 % en Alberta, placée en troisième.

De même, selon le Recensement de 2016, 849 340 Canadiens d'origine chinoise résident en Ontario, alors que la Colombie-Britannique, deuxième, en compte 540 155. Toutefois, avec 11,84 % de sa population, la Colombie-Britannique compte le plus grand nombre de Canadiens d'origine chinoise par habitant. Cela s'explique à la fois par sa proximité géographique relative avec la Chine et à son rôle précoce dans l'importation de main-d'œuvre chinoise pour la construction du chemin de fer du Pacifique dans les années 1900. La Nouvelle-Écosse, avec un total de 8 640 Canadiens d'origine chinoise, accueille la plus grande communauté chinoise parmi les quatre provinces de l'Atlantique. Les immigrants chinois en Nouvelle-Écosse âgés de 25 à 54 ans représentent 53

% de la population sino-canadienne. Les femmes constituent également la majeure partie de la population sino-canadienne en Nouvelle-Écosse.

Toronto et ses environs, en tant que la plus grande métropole du Canada, abritent 631 050 Canadiens d'origine chinoise et attirent le plus grand nombre de nouveaux immigrants parmi toutes les villes. Bien que le nombre total de Canadiens d'origine chinoise dans la région métropolitaine de Vancouver soit inférieur à celui de Toronto, soit 474 655, leur ratio par rapport à la population totale est de près de 20 %. En comparaison, sur la côte la plus éloignée de la Chine, la région métropolitaine d'Halifax

► ***L'arrivée d'immigrants de première génération dans ces villes ajouté 1,2 et 1,1 milliard de dollars au PIB, respectivement, en 2017***

n'accueille que 7 000 Canadiens d'origine chinoise, ce qui ne représente que 1,7 % de sa population totale. Ainsi, bien que les immigrants chinois

soient devenus beaucoup plus dispersés et intégrés à travers le Canada au 21^e siècle, ils demeurent concentrés à Vancouver et à Toronto. En fait, de 2006 à 2011, la proportion de Canadiens d'origine chinoise vivant dans ces deux villes est passée de 70%¹¹⁶ à 74%.¹¹⁷ La concentration pourrait donc potentiellement s'élever à 77% aujourd'hui.

Par conséquent, l'impact économique de la nouvelle immigration chinoise est naturellement plus concentré dans les grandes villes, en particulier Vancouver et Toronto. Selon notre propre analyse, l'arrivée d'immigrants de première génération dans ces villes ajouté 1,2 et 1,1 milliard de dollars au PIB, respectivement, en 2017.

En ce qui concerne les résultats au Canada, les immigrants chinois de deuxième génération ont un taux d'achèvement universitaire de 61 % chez les hommes, comparativement à une moyenne de 33 % chez les hommes de deuxième génération de toutes nationalités. Parmi les femmes, les Canadiennes d'origine chinoise de deuxième génération affiche le taux de compétition universitaire le plus élevé de toutes les nationalités, soit 72,6 %. Par conséquent, 45 % à 50 % des Canadiens d'origine chinoise de deuxième génération occupent des emplois hautement qualifiés, comparativement à seulement 20 % et 31 % des hommes et des femmes canadiens d'origine européenne de troisième génération (ou plus), respectivement.¹¹⁸ Ce taux est également plus élevé que celui des immigrants de deuxième génération en provenance d'autres pays, lequel atteint 12 % pour les femmes et 18 % pour les hommes.

Dans l'ensemble, les Canadiens d'origine chinoise de deuxième génération gagnent des revenus plus élevés que les Canadiens d'origine européenne de la troisième génération et plus. Cependant, il semble que les Canadiens d'origine

chinoise soient également surreprésentés dans les déciles à faible revenu, ce qui porte à croire que l'inégalité des revenus chez les Canadiens d'origine chinoise est plus importante que chez les autres groupes.

IMPACTS ET POSSIBILITÉS SUR ET POUR LE CANADA

De façon générale, l'immigration joue un rôle important dans l'atténuation des défis posés par le vieillissement de la population canadienne, un problème partagé par de nombreux pays développés. Le taux de natalité au Canada est inférieur aux niveaux de remplacement depuis 1971¹¹⁹, ce qui signifie qu'un plus grand nombre de personnes partent à la retraite comparativement au nombre d'entrant sur le marché du travail. Les nouveaux immigrants, y compris ceux en provenance de Chine, sont composés de manière disproportionnée de jeunes en âge de travailler, qui contribuent ainsi à maintenir le taux d'activité élevé au pays. Cela permet de maintenir un ratio plus sain entre les payeurs de pensions et les bénéficiaires et d'augmenter les recettes fiscales qui soutiennent ceux qui quittent le marché du travail. On s'attend d'ailleurs à ce que l'immigration à elle seule soit responsable de toute la croissance future de la main-d'œuvre. Les immigrants aisés apportent également avec eux une richesse personnelle, qui transfère de l'argent directement de la Chine au Canada, contribuant de ce fait à la demande intérieure. C'est particulièrement le cas des personnes qui déménagent au Canada pour prendre leur retraite, car les retraités ont tendance à dépenser la majeure partie de leurs économies.

Ce sont là quelques raisons pour lesquelles le gouvernement canadien continue de fixer des objectifs d'immigration de plus en plus ambitieux. De même, le programme d'immigration du Canada accorde la priorité aux migrants hautement qualifiés qui ont un avantage économique potentiel élevé. Le programme Entrée express susmentionné, par exemple, a principalement servi à attirer de nouveaux ingénieurs et concepteurs de logiciels, des analystes de systèmes d'information, des programmeurs informatiques, des vérificateurs financiers et des comptables, ainsi que des professionnels des relations publiques.¹²⁰

La Chine, en particulier, offre au Canada une excellente occasion de faire croître ce type d'immigration mutuellement avantageuse. Tel que mentionné, les immigrants chinois ont tendance à obtenir des résultats économiques relativement élevés, ce qui engendre des retombées économiques positives et plus importantes. De plus, un récent sondage en ligne mené par Hamazaki Wong, RIWI et Vivintel en Chine continentale et à Hong Kong suggère que plus de 60 millions d'adultes chinois sont intéressés à immigrer au Canada au cours des deux prochaines années.¹²¹ Évidemment, le Canada n'admet que le nombre d'immigrants que ses cibles lui permettent ; cependant, les résultats de l'enquête illustrent le vaste potentiel de la Chine en tant que source d'immigration.

Notamment, les données de l'enquête soulignent que les Chinois qui ont indiqué leur volonté d'immigrer au Canada étaient majoritairement riches et instruits, à la fois sur le plan général qu'en anglais. Les résultats du sondage indiquent que : « 1 adulte chinois sur 2 qui envisage de déménager au Canada a obtenu une maîtrise ou un grade supérieur, et près de 3 sur 4 ont un baccalauréat ou plus ».

De plus, « [l]e fait de prendre sa retraite » (36 %), de « démarrer une entreprise » (28 %) et de « poursuivre des études » (16 %) sont les principales raisons de déménager au Canada selon les Chinois de la Chine continentale. Pour ceux de Hong Kong, la « poursuite des études » (22 %) est la principale raison de déménager, suivi de « prendre sa retraite » (21 %) et de « commencer une nouvelle carrière » (19 %). Enfin, les adultes qui cherchent à quitter la Chine continentale identifient « le meilleur endroit pour commencer une nouvelle vie » (17 %), « un meilleur climat » (17 %) et la « stabilité politique » (16 %) comme leurs principales raisons de vouloir déménager au Canada spécifiquement. Quant aux Chinois de Hong Kong, ils identifient les « services publics » (28%), le « niveau de sécurité » (19%) et la « stabilité politique » (16%) comme leurs principales motivations.¹²²

À la fin d'octobre, le gouvernement canadien a révélé ses objectifs en matière d'immigration dans le cadre d'une stratégie globale visant à lutter contre les retombées économiques de la pandémie. Il prévoit attirer 401 000 nouveaux résidents permanents en 2021, 411 000 en 2022 et 421 000 en 2023.

L'Inde, la Chine et les Philippines demeureront probablement les principales sources de nouveaux immigrants au Canada. Si les nouveaux objectifs sont atteints et que la répartition des immigrants est semblable aux tendances d'avant la pandémie, le Canada peut s'attendre à accueillir plus de 35 000 immigrants chinois annuellement.¹²³ Cependant, d'après les documents examinés dans le présent rapport, il peut être utile d'envisager des stratégies pour intégrer un nombre encore plus grand d'immigrants chinois.

2.2 IMPACTS SUR LE PIB : ANALYSE QUANTITATIVE

L'immigration chinoise joue un rôle complexe dans l'économie canadienne et son influence sur le PIB est multiforme. En bref, l'immigration contribue directement au PIB à travers les dépenses de consommation et d'investissement, et indirectement en facilitant la communication et en diminuant les coûts des transactions bilatérales en créant des ponts culturels.

L'immigration chinoise contribue également à accroître le tourisme chinois et les études internationales en bâtissant la réputation du Canada

en Chine. Parallèlement, l'accessibilité accrue des produits liés à la Chine au Canada résultant de la croissance de l'immigration chinoise réduit davantage les coûts d'adaptation pour les nouveaux touristes et les étudiants internationaux en provenance de Chine. Par conséquent, les immigrants chinois ont également des répercussions positives sur les exportations canadiennes de services vers la Chine.

Étant donné que l'accès aux données du recensement de Statistique Canada ou d'autres sources de données sur les retombées monétaires directes des activités liées à la migration est très restreint, nous avons conçu nos propres analyses économétriques à l'aide de régressions. Notez que nos analyses n'évaluent que l'impact des immigrants chinois de première génération sur l'économie canadienne. Les immigrants de deuxième génération ou plus sont exclus car, puisqu'ils sont des citoyens Canadiens nés au pays, ni les politiques canadiennes ni chinoises conçues pour influencer sur la circulation des personnes entre les pays ne sont susceptibles d'avoir une incidence sur leur impact au Canada. Enfin, en raison de leur petite taille, les Territoires sont exclus de cette section. Pour la méthodologie complète et d'autres résultats relatifs aux exportations, voir l'annexe A.

FIGURE 2.2.1

CONTRIBUTION AU PIB (%) DES IMMIGRANTS CHINOIS, AGRÉGÉ

%

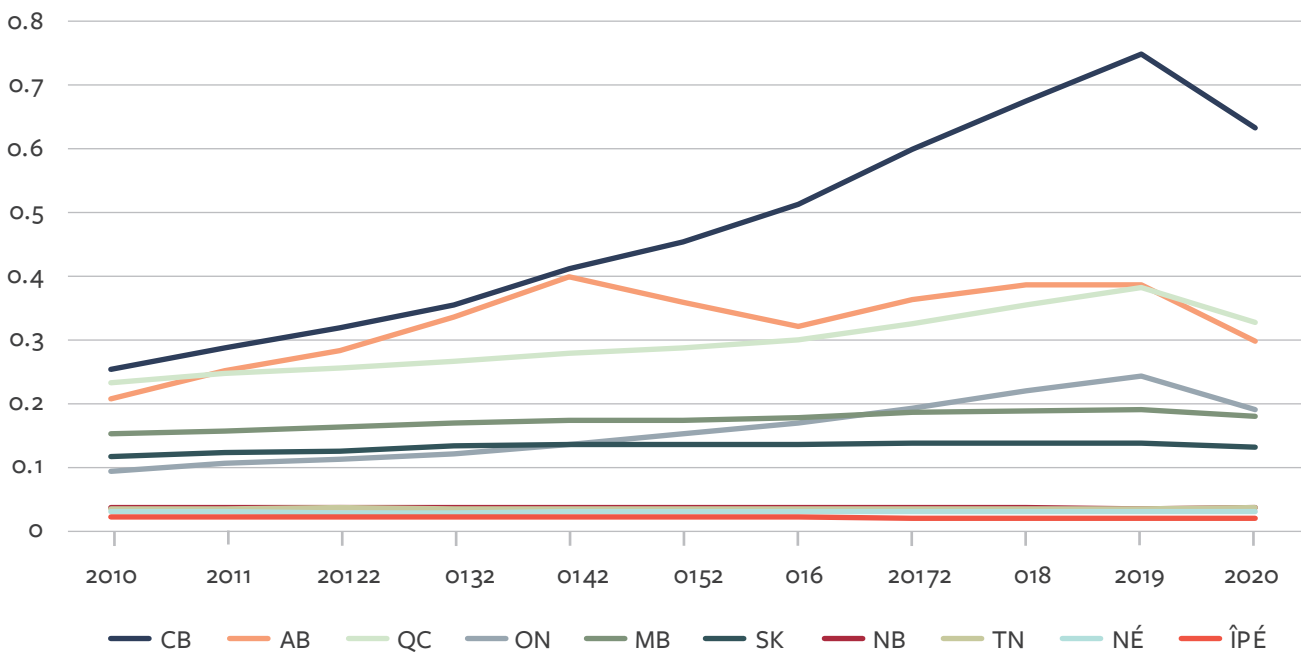


FIGURE 2.2.2

CONTRIBUTION AU PIB ESTIMÉ, PAR PROVINCE

CONTRIBUTION AU PIB PAR PROVINCE, MOYENNE SUR 10 ANS

%

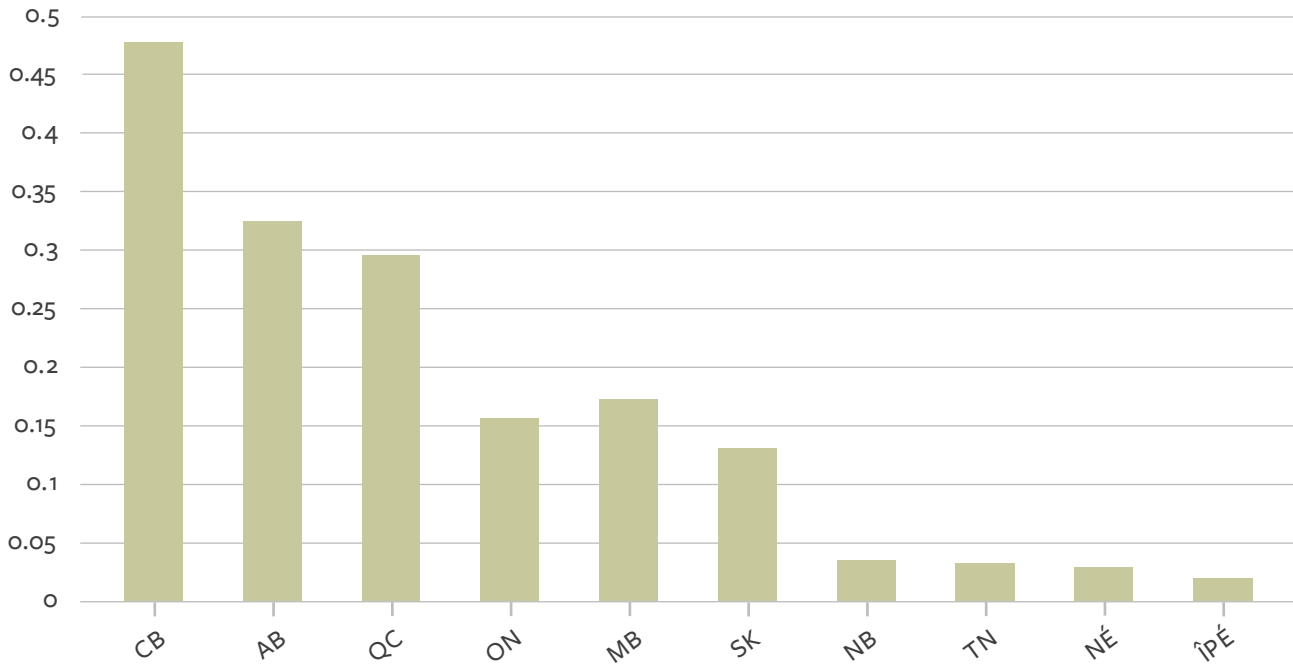
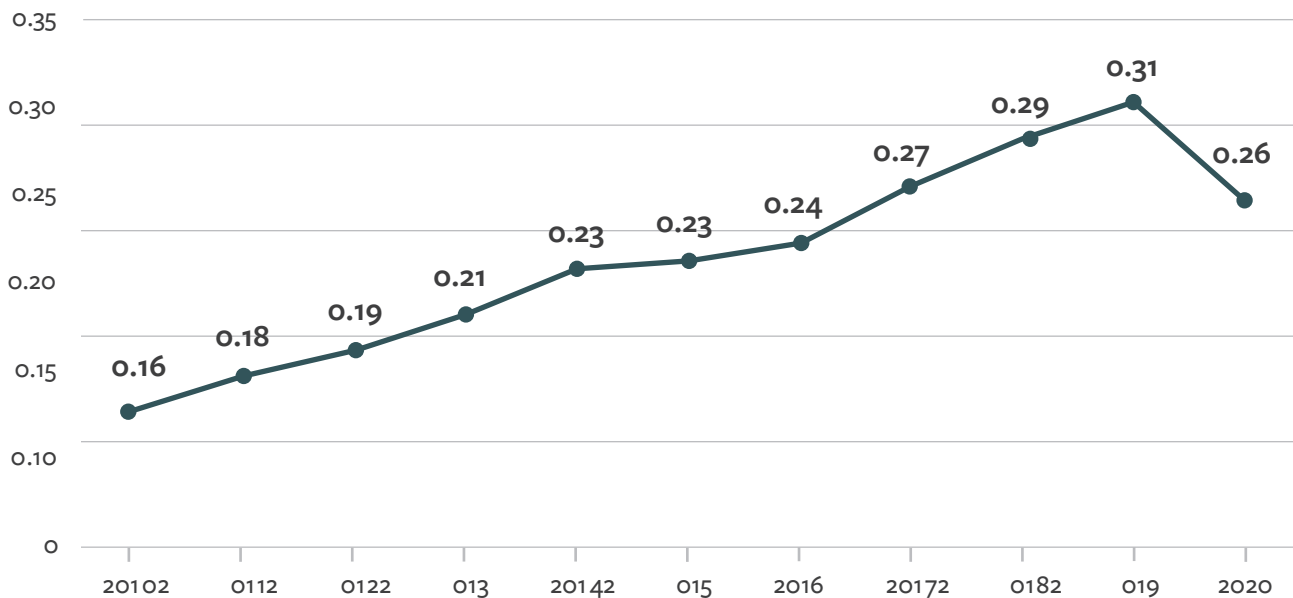


FIGURE 2.2.3

CONTRIBUTION AU PIB

MOYENNE NATIONALE

%



2.2.1 RÉSULTATS

La figure 2.2.1 représente la contribution au PIB des immigrants chinois dans chaque province. Les immigrants chinois en Colombie-Britannique et en Alberta ont des contributions proportionnellement plus importantes au PIB, ce qui reflète le fait que ces deux provinces sont parmi les principales destinations des immigrants chinois. Notamment, la nouvelle immigration chinoise en Ontario génère un pourcentage relativement faible du PIB de l'Ontario malgré leur grand nombre. Cela est principalement dû à la grande population globale de l'Ontario et donc à la diminution de l'effet par habitant des nouveaux immigrants. Dans l'ensemble, la contribution totale des immigrants chinois au PIB a augmenté entre 2010 à 2019, et a exceptionnellement diminué en 2020 en raison des répercussions de la pandémie.

CONTRIBUTION ESTIMÉE AU PIB PAR PROVINCE

Les contributions au PIB des immigrants chinois en Alberta ont augmenté globalement de 2010 à 2020, malgré des baisses entre 2014 à 2016 et en 2020. Malgré ces baisses, les contributions au PIB en 2016 étaient de 0,318 % et de 0,295 % en 2020, soit somme toute supérieures à 0,204 % de 2010 dans les deux cas.

En Colombie-Britannique, la contribution des immigrants chinois au PIB a augmenté de 2010 à 2019, puis légèrement diminué en 2020. La contribution maximale a atteint 0,747 % en 2019. Le reste de l'Ouest canadien suit également ce modèle global de croissance. De 2010 à 2020, les contributions au PIB des immigrants chinois au Manitoba ont augmenté, malgré une légère baisse en 2020. Pour le Manitoba, la valeur maximale a atteint 0,188 % en 2019. En Saskatchewan, les contributions au PIB des immigrants chinois ont augmenté malgré une légère diminution de 2014 à 2016 et de 2018 à 2020. La valeur maximale a atteint 0,136% en 2018.

L'Ontario et le Québec présentent des situations similaires à celles des provinces de l'Ouest. Les contributions au PIB des immigrants chinois en Ontario ont augmenté, à l'exception d'une légère diminution en 2020, atteignant leur valeur maximale de 0,24 % en 2019. Au Québec, la contribution des immigrants chinois a également augmenté malgré une baisse mineure en 2020, atteignant sa valeur maximale de 0,38 % en 2019.

Enfin, les provinces de l'Atlantique constituent une exception notable à la tendance de la croissance des contributions des immigrants chinois au PIB dans le reste du pays. Les contributions des immigrants chinois au Canada atlantique sont demeurées relativement stables entre 2010 et 2020. Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick ont connu des répercussions plus

importantes de l'immigration chinoise avec une contribution moyenne au PIB de 0,032 % et 0,033 %, respectivement. L'immigration chinoise en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard a connu des contributions plus faibles, soit 0,028 % et 0,018 %, respectivement. Cependant, en dollars, la Nouvelle-Écosse a réalisé le plus grand impact, avec plus de 10 millions de dollars en 2020. Halifax, ville où la plupart des immigrants chinois en Nouvelle-Écosse sont concentrés, représente 90 % de leur impact dans la province.

Dans l'ensemble, les immigrants chinois en Colombie-Britannique ont la plus forte contribution moyenne au PIB, soit 0,47 %, suivis de 0,32 % en Alberta et de 0,29 % au Québec. La contribution au PIB des immigrants chinois dans les quatre provinces de l'Atlantique est donc, de loin, la plus faible du pays. Cela concorde avec la différence entre le nombre total d'immigrants chinois et le ratio d'immigrants chinois par rapport à la population totale dans chaque province. À l'échelle nationale, la contribution moyenne au PIB des immigrants chinois au Canada a augmenté de 2010 à 2019 et a légèrement diminué en 2020. Cette moyenne nationale concorde avec la tendance générale à l'augmentation de l'immigration au Canada en provenance de Chine. La valeur nationale maximale de la contribution moyenne au PIB a atteint 0,31 % en 2019.

VALEURS EN DOLLARS, CONCLUSION

Finalement, nous utilisons ces coefficients pour estimer l'impact de l'immigration chinoise sur le PIB basé sur la valeur en dollars. La contribution cumulée de l'immigration chinoise en dollars de 2010 au début de 2021 s'élève à 48,95 milliards de dollars. Cette somme a été calculé à l'aide de nos coefficients estimés et des données de Statistique Canada sur le PIB en termes de dépenses aux prix courants.¹²⁴

De 2016 à 2020, l'immigration chinoise a contribué à l'économie canadienne, en dollar et par année respective, à hauteur de 4,6 milliards, 5,4 milliards, 6,1

.....► ***La contribution cumulée de l'immigration chinoise en dollars de 2010 au début de 2021 s'élève à 48,95 milliards de dollars***

milliards, 6,7 milliards et 5,2 milliards. Il s'agit là d'une hausse de 2,5 milliards de dollars par rapport à 2010.

Sur le plan monétaire, la C.B. a enregistré la plus forte contribution au PIB au cours des dernières années, de l'ordre de 1,9 milliard de dollars en 2019 et 1,5 milliard de dollars en 2020. L'Ontario a relevé des contributions de 1,8 et 1,3 milliard de dollars au cours des mêmes périodes, respectivement. Le Québec et l'Alberta ont récolté 1,2 et 0,9 milliard de dollars en 2020, et 1,4 et 1,3 milliard de dollars en 2019, respectivement.

Le Manitoba et la Saskatchewan ont baissé dans le classement des provinces, rapportant environ 100 millions de dollars chaque par année en 2019 et 2020. Les quatre provinces de l'Atlantique ont chacune enregistré des contributions au PIB d'une autre ampleur inférieure, allant de 10 à 10,5 millions de dollars en 2020.

En général, nous ne déclarerions pas les contributions de la valeur monétaire pour cette méthode d'analyse économétrique ; toutefois, nous l'avons fait dans cette section afin de mieux illustrer l'impact de l'immigration en continuité avec le reste du rapport.

Fait important, l'impact de l'immigration chinoise sur l'économie canadienne est important et augmente rapidement. En excluant l'année 2020, troublée par la pandémie, la croissance estimée de la contribution du PIB de l'immigration chinoise a dépassé la croissance globale du PIB au niveau national. De 2011 à 2020, la contribution au PIB des immigrants chinois a

.....► ***De 2011 à 2020, la contribution au PIB des immigrants chinois a augmenté en moyenne de 9,0 % par année, alors que le taux de croissance global du PIB canadien a connu une croissance moyenne de tout juste 1,52 % au cours de la même période***

augmenté en moyenne de 9,0 % par année, alors que le taux de croissance global du PIB canadien a connu une croissance moyenne de tout juste 1,52 % au cours de la même période, selon la Banque

Mondiale.¹²⁵ Dans l'ensemble, l'immigration chinoise représente une avenue pour le Canada de bâtir un avenir prospère, tant sur le plan économique que culturel. Les immigrants chinois sont souvent hautement qualifiés et économiquement productifs.

Investissement canadien en Chine

APERÇU

Jusqu'à présent, nous avons quantifié, dans la mesure du possible, l'impact du commerce et de l'immigration sur l'économie canadienne. L'investissement est un autre élément clé des relations économiques bilatérales, qui peut s'avérer avantageux à la fois pour le pays de destination et que le pays d'origine. Cette section évalue les répercussions des investissements canadiens en Chine.

Selon Statistique Canada, l'encours des investissements canadiens en Chine a atteint 69,7 milliards de dollars canadiens en 2020, dont 12,951 milliards de dollars en investissements directs et 56,703 milliards de dollars en investissements de portefeuille.¹²⁶ Comparativement, le stock d'investissement canadien se situait à 240 milliards de dollars au Royaume-Uni et à près de 4 billions de dollars aux États-Unis. Bien que cela puisse donner l'impression que les investissements canadiens en Chine sont relativement faibles, la réalité est que les investissements canadiens en Chine augmentent plus rapidement que dans la plupart des autres pays. La relation d'investissement entre le Canada et la Chine est également beaucoup plus jeune. Ainsi, par rapport à d'autres pays d'Asie, comme l'Inde, où le Canada n'a investi qu'environ 30 milliards de dollars, la Chine ressort du lot.

Les sociétés affiliées à participation majoritaire au Canada possédaient également des actifs d'une valeur de 22,1 milliards de dollars en Chine en 2018¹²⁷ et un rapport commercial d'Affaires mondiales Canada de septembre 2020 a révélé que les multinationales canadiennes investies et opérant en Chine ont réalisé des revenus totalisant 12,7 milliards de dollars en 2017.¹²⁸ Bien que ni ce chiffre de revenus ni les flux d'investissements vers la Chine ne soient inclus dans le PIB canadien, les revenus générés par ces investissements seraient reflétés dans le produit national brut (PNB) canadien. De même, bien qu'ils

n'apparaissent pas directement dans le PIB, les revenus de ces entreprises sont utilisés pour financer d'autres activités au Canada et dans le monde.

Compte tenu de ces difficultés, la présente section vise à fournir une description qualitative des décisions d'investissement liées à la Chine et à examiner le rôle du Canada dans l'investissement de la Chine dans l'économie canadienne.

3.1 SECTEUR FINANCIER

Les institutions financières telles que les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension sont des investisseurs de premier plan en Chine. Leurs décisions d'investissement mettent ainsi en lumière ce que le marché chinois a à offrir aux investisseurs canadiens.

Parmi les « cinq grandes » banques canadiennes, BMO est chef de file en ce qui concerne la Chine et est la seule banque canadienne ayant une filiale incorporée en Chine. Ses relations avec la deuxième plus grande économie du monde remontent à 1818 et constitue un lien institutionnel prééminent entre les deux pays. La Banque Scotia est également très présente en Chine, où elle détient des actifs d'une valeur de 4,48 milliards de dollars, quoiqu'en baisse de 5,18 milliards de dollars en 2019. En 2020, la Banque Scotia a réalisé l'un des investissements les plus importants en engageant une participation de 926 millions de dollars dans la Banque de Xi'an.¹³⁰

Il est important de noter que la participation des institutions financières canadiennes en Chine n'est pas limitée à quelques entreprises, mais plutôt très répandue. La Banque Royale du Canada (RBC), la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC), la Banque Nationale du Canada (CNB) et la Fiducie Toronto-Dominion Canada (TD) ont également des succursales ou des bureaux de représentation en Chine continentale. De plus, elles détiennent toutes des produits de placement basés en Chine, disponibles pour que les Canadiens achètent et récoltent des rendements de la croissance sur les marchés chinois. Collectivement, les banques canadiennes ont investi des milliards de dollars en Chine pour soutenir les opérations bancaires étrangères ainsi que les produits financiers nationaux.

3.1.1 COMPAGNIES D'ASSURANCE : MANUVIE ET LA SUN LIFE

Compte tenu du vieillissement rapide de la population en Chine et des réformes du système de retraite du pays,¹³¹ l'assurance peut être une activité lucrative en Chine. Les compagnies d'assurance canadiennes sont au cœur du système financier et de l'industrie de la gestion d'actifs du Canada.

Beaucoup de ces entreprises, y compris les plus grands noms de l'industrie, opèrent maintenant en Chine à la fois en tant que fournisseurs d'assurance et gestionnaires d'actifs.

Manuvie a une présence et une histoire significatives en Asie-Pacifique, dont une présence en Chine depuis plus de 115 ans.¹³² Le centre des opérations de Manuvie en Chine est Manuvie-Sinochem, la première coentreprise (JV) compagnie d'assurance-vie d'une société étrangère en Chine.¹³³ Jusqu'à récemment, les entreprises étrangères n'étaient pas autorisées à avoir une participation majoritaire dans des coentreprises chinoises; Manuvie-Sinochem a été l'unique exception à cette clause en raison de sa longue histoire et de ses bonnes relations avec la Chine. Selon Manuvie, Manuvie-Sinochem est responsable de 2 millions de polices d'assurance, est présente dans 51 villes et 14 provinces chinoises et emploie 13 000 personnes en Chine.

Manuvie ne déclare pas de profits liés à ses activités en Chine ; cependant, au T1 2021, la société a déclaré un gain de base de 570 millions de dollars en Asie.¹³⁴ Le rapport annuel 2020 de Manuvie déclare également 932 millions de dollars en passifs contractuels évalués à leur juste valeur, lesquels comprennent « certains produits d'épargne-d'investissement et de retraite vendus principalement à Hong Kong et en Chine continentale ».¹³⁵

Manuvie Teda, une coentreprise constituée en 2002, gère des fonds communs de placement qui servent des clients chinois. De même, la Société d'Électricité du Canada détient une participation combinée de 27,8 % dans ChinaAMC, l'un des plus importants gestionnaires de fonds en Chine.¹³⁶

La Financière Sun Life, une autre grande compagnie d'assurance canadienne ayant une présence importante en Chine, se présente comme l'une des « 10 principales compagnies d'assurance-vie en Chine parmi les multinationales ».¹³⁷ La société a formé une coentreprise en 1999 avec China Everbright Group, appelée Sun Life Everbright.¹³⁸ Cette coentreprise offre une vaste gamme de produits d'assurances vie, de santé et de patrimoine, pour les particuliers et les groupes, dans les régions les plus peuplées de Chine. Elle offre également des services de gestion d'actifs par l'entremise de sa division *Sun Life Everbright Insurance Asset Management*. La Sun Life est également présente à Hong Kong depuis 1892. Sun Life Hong Kong est une filiale en propriété exclusive qui offre elle aussi un large éventail de produits et de services d'assurance, de retraite et de placement aux particuliers et aux entreprises. La Sun Life ne déclare pas de bénéfice pour la Chine, mais elle a déclaré un bénéfice net sous-jacent de 152 millions de dollars pour l'ensemble de l'Asie au deuxième trimestre de 2021.¹³⁹

3.1.2 FONDS DE PENSION PUBLICS

Le Canada compte de nombreuses caisses de retraite publiques en activité, lesquelles servent à maintenir la sécurité financière à la retraite de millions de Canadiens. Au cours des dernières années, l'industrie des caisses de retraite a détenu jusqu'à 15 % de tous les actifs du secteur financier canadien. Les « huit grands » fonds de pension sont : l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (RPC Investissements), la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (REPP), le Régime de pensions des soins de santé de l'Ontario (HOOPP), le Système de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS), la Société de gestion des placements de la Colombie-Britannique (BCI), l'Office d'investissement des régimes de retraite du secteur public (Investissements PSP) et la Société de gestion des placements de l'Alberta (AIMCO). Ces fonds gèrent plus de 1,75 milliard de dollars d'actifs nets pour leurs contributeurs et leurs bénéficiaires / membres. Bien que chaque fonds de pension ait leur portfolio unique, tous soutiennent des investissements dans la région Asie-Pacifique, y compris en Chine.

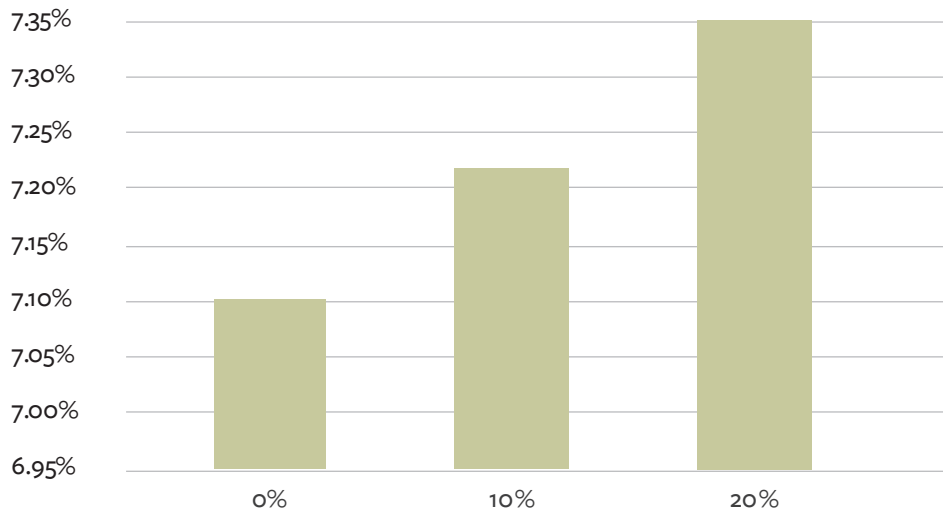
Cette tendance est apparue dès 2008 lorsque CPP Investments a établi un bureau à Hong Kong pour développer une expertise régionale en matière d'investissement et former des partenariats en Chine et dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique. Le fonds continue d'investir en Chine dans le cadre de sa stratégie diversifiée à l'échelle mondiale qui couvre les principaux marchés développés et émergents. OMERS détient plus de 3 milliards de dollars en valeur de RMB chinois dans son portefeuille, une participation qui a rapporté des dizaines de millions de dollars ces dernières années. Même le plus petit des « huit grands », HOOPP, s'est engagé à investir massivement dans des marchés tels que l'Inde et la Chine pour stimuler la croissance. Il a d'ailleurs déjà investi plus de 5 milliards de dollars sur le marché asiatique, un montant qui est presque garanti de croître dans le futur.

Un autre indicateur de l'importance croissante de la Chine en ce qui a trait aux fonds de pension est le nombre de bureaux ouverts dans la région. Investissements RPC, OTPP et Investissements PSP ont déjà des bureaux à Hong Kong, et plusieurs des autres fonds ont explicitement mentionné dans leur plus récent rapport annuel que l'ouverture de bureaux en Chine faisait l'objet de sérieuses considérations. Cet intérêt souligne l'importance que les plus grandes caisses de retraite canadiennes accordent à leurs investissements chinois. Par exemple, en comparant les rapports annuels 2019 et 2021 de CPP Investments, on note que la part du fonds investi en Asie a augmenté de plusieurs pourcents pour atteindre près de 24%, ce qui reflète la tendance de croissance dans les marchés émergents, parmi lesquels la Chine est un acteur clé. D'autres fonds ont entrepris des mesures similaires. Par exemple, OTPP a augmenté la valeur de

FIGURE 3.1.3

TAUX DE RENDEMENT D'UN FONDS

EXPOSÉ AUX ACTIONS CHINOISES, À 0%, 10% ET 20%



Source: Blackrock Investment Institute¹⁴³

plus performantes du marché au cours des cinq prochaines années, derrière les actions européennes par une faible marge.¹⁴² Ces estimations viennent toutefois avec une mise en garde importante du fait que les actions chinoises ont une fourchette d'incertitude beaucoup plus grande, aussi élevée que 20% et aussi basse que -2%, au cours des cinq prochaines années. En comparaison, les actions européennes ont un rendement potentiel compris entre 3,1 % et 11 %. Bien que cela rende l'investissement en Chine potentiellement très lucratif, cela augmente également le risque, ce que les fonds doivent tenter d'atténuer. Cependant, ne pas investir en Chine revient ultimement à passer à côté de rendements potentiellement plus élevés. La figure 3.1.3 ci-dessous montre un fonds hypothétique avec différents niveaux d'exposition aux actions A chinoises, démontrant les rendements attendus plus élevés des fonds investis en Chine. Un fonds pourrait même générer un taux de rendement encore plus élevé avec un investissement stratégique ciblé en Chine. Par exemple, l'OIRPC a atteint un taux de rendement annualisé de plus de 11 % au cours des 10 dernières années, ce qui est considérablement supérieur au rendement moyen sur 10 ans de la Bourse de Toronto (TSX) le plus récent.

Bien que ces augmentations en pourcentage puissent sembler faibles, leur impact est indiscutable lorsqu'il s'agit des sommes que représentent les fonds de pension, soit des changements de l'ordre de centaines de millions, voire de milliards, de dollars. Cela fait une différence significative pour les individus retraités qui dépendent de ces fonds de pension pour leur revenu de retraite.

ses avoirs en RMB d'un peu plus de 1 milliard de dollars en 2019 à plus de 7 milliards de dollars en 2021.^{140, 141}

Pour répondre aux attentes en matière de rendement, tous les fonds de pension doivent considérer leur allocation à la Chine par rapport à la part de la Chine sur les marchés boursiers mondiaux. Selon les projections de Blackrock, les actions chinoises devraient être les deuxièmes actions les

Certaines des plus grandes caisses de retraite au Canada ont adopté des stratégies de diversification mondiale afin d'accéder à des placements rémunérateurs dans un éventail de marchés clés à l'extérieur du Canada, afin de poursuivre une croissance ajustée au risque au fil du temps qui sert leurs cotisants, bénéficiaires et participants. L'exposition à la Chine en tant

.....> ***L'exposition à la Chine en tant que deuxième plus grande économie du monde représente un élément important d'une approche diversifiée qui soutient la longévité des fonds***

que deuxième plus grande économie du monde représente un élément important d'une approche diversifiée qui soutient la longévité des fonds – dont certains sont conçus

pour répondre à des besoins financiers sur plusieurs générations. Même de légères augmentations des rendements peuvent avoir un impact substantiel sur la viabilité et la longévité des fonds de pension. Ainsi, des fonds qui ne considèrent pas attentivement les investissements chinois risquent de passer à côté de rendements de grande valeur.

SERVICES FINANCIERS : À RETENIR

Les différences entre les rapports financiers des entreprises et la complexité des flux de revenus rendent les avantages globaux de l'investissement en Chine difficiles à quantifier. Néanmoins, l'intérêt et l'engagement illustrent qu'il existe de grandes opportunités de croissance commerciale et de gestion d'actifs en Chine. Comme nous l'avons déjà mentionné, les revenus des multinationales canadiennes en Chine se sont élevés à 12,7 milliards de dollars en 2017. Bien qu'il s'agisse d'une somme importante, on ignore quelle partie de ces revenus est rapatriée au Canada.

Cela étant dit, il est clair que les entités financières canadiennes sont largement investies en Chine à la fois dans le but d'offrir des services en Chine et d'utiliser des actifs chinois pour la prestation de services au Canada. Ainsi, non seulement ces entreprises profitent en Chine, les Canadiens bénéficient également de l'accès à des fonds d'actifs basés en Chine. En 2020, les actifs sous gestion (AUM) en Chine ont augmenté de 34%.¹⁴⁴ Ces rendements, qui dépassent ceux de la plupart des autres marchés, sont la raison pour laquelle les gestionnaires de fonds se tournent de plus en plus vers la Chine pour favoriser la croissance, ce qui se reflète dans la richesse personnelle des gens investis en épargne collective au Canada. Certains retraités empruntent même de l'argent contre la valeur de leur assurance-vie, ce qui met en évidence la réciprocité entre l'assurance et l'investissement qui lie le

succès des compagnies d'assurance à l'agilité et à la stabilité financières des particuliers. De plus, le rendement de nombreuses entreprises canadiennes est en quelque sorte lié à la Chine, ce qui peut avoir une incidence sur les dividendes ou les primes qui s'appliquent à leurs clients canadiens.¹⁴⁵

3.2 INVESTISSEMENT DANS LES INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL ET DES SERVICES

À l'instar des institutions financières, certaines des entreprises canadiennes les plus emblématiques des secteurs des services et de la vente au détail se développent également de plus en plus sur le marché chinois grâce à des investissements, des opérations et des partenariats avec des entreprises chinoises.

Canada Goose, par exemple, est une marque canadienne emblématique de vente au détail connue pour ses vêtements haut de gamme. La société devrait ouvrir six nouveaux magasins au cours de l'exercice 2021-2022, portant sa présence totale en Chine à 18 magasins. Canada Goose n'a qu'un seul autre magasin dans la région de l'Asie-Pacifique, situé à Tokyo. Bien que la pandémie de COVID-19 ait réduit le tourisme et donc les dépenses chinoises pour les marques canadiennes populaires, celles qui ont des magasins en Chine s'en sont relativement bien sorties tout au long de cette période de perturbations.

Cependant, l'expansion de Canada Goose en Chine n'a pas été sans problèmes. Après la détention de Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, au Canada à la fin de 2018, l'action de Canada Goose a chuté à cause des craintes d'instabilité de la marque et des investissements.¹⁴⁶ La baisse a été catalysée par des rapports selon lesquels les consommateurs chinois boycottaient les marques canadiennes, et Canada Goose en particulier, en réponse à la détention de Mme Meng. Deux ans et demi plus tard, Canada Goose prospère en Chine avec un chiffre d'affaires dépassant maintenant 1 milliard de dollars grâce aux ventes en ligne et à la demande chinoise.¹⁴⁷

De toute évidence, la Chine est considérée comme un marché en croissance qui offre des opportunités d'expansion importantes et lucratives. Canada Goose n'est pas seul ; Tim Hortons, par exemple, exploite 4 800 magasins dans le monde et prévoit d'ouvrir 2 750 nouveaux magasins en Chine au cours de la prochaine décennie, dont 200 en Chine.¹⁴⁸ Bien que Tim Hortons ait fusionné avec Burger King et ne soit donc que partiellement détenue par des Canadiens, le potentiel de croissance est évident. De même, avec son siège social en Colombie-Britannique, Arc'teryx est une autre marque canadienne notable dont la présence s'est accrue à travers la Chine élargie, notamment avec l'ouverture d'un magasin phare à Shanghai en septembre 2020, en plus de

plusieurs points de vente à Hong Kong et Macao.¹⁴⁹ Bien que la propriété soit passée de canadienne à européenne à chinoise (elle est devenue une filiale de la société chinoise de vêtements de sport Anta en 2019), Arc'teryx continue de maintenir et de promouvoir son identité canadienne.

Notamment, contrairement aux institutions financières canadiennes, ces détaillants canadiens sont de nouveaux venus en Chine ; Canada Goose est entré en Chine à la fin de 2018 et Tim Hortons au début de 2019. Avec une classe moyenne en croissance rapide, la Chine demeure un marché prometteur pour les entreprises canadiennes qui offrent des produits et des services aux goûts des consommateurs chinois.

3.3 FABRICATION ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Jusqu'à présent, les exemples fournis ont illustré les possibilités offertes par les marchés de consommation et d'actifs de la Chine pour les entreprises canadiennes de détail et d'investissement. Cependant, l'impact le plus important de la Chine pour les entreprises et les consommateurs canadiens pourrait être attribuable à son rôle clé comme centre de fabrication.

La Chine est maintenant établie comme un leader mondial de la fabrication depuis plusieurs décennies. De nombreuses entreprises multinationales, y compris celles basées au Canada, ont établi des usines en Chine pour tirer parti de coûts de main-d'œuvre relativement faibles et des travailleurs de plus en plus qualifiés. Au fil des décennies, les étiquettes « Fabriqué en Chine » sont devenues omniprésentes à mesure que la Chine s'est fortement intégrée dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, comme nous l'avons mentionné dans la section « importations » de ce rapport.

Deux entreprises canadiennes qui comblent l'écart entre la fabrication et la vente au détail en Chine sont Lululemon et Herschel Supply. Ces deux sociétés exploitent depuis longtemps des usines ou de la production externe en Chine pour fournir les marchés internationaux, principalement en Amérique du Nord, et n'ont commencé à chercher des parts de marché au détail en Chine que dans vers la fin des années 2010.

De février 2020 à août 2021, Lululemon a ouvert 43 nouveaux magasins dans le monde, dont 25 en Chine. En août 2021, la compagnie comptait 534 magasins à travers le monde, dont 60 en Chine continentale et à Hong Kong¹⁵⁰. La société dit s'approvisionner en Chine pour 18% de ses tissus et 7% de ses produits manufacturés en Chine.¹⁵¹ Toutefois, avec sa présence croissante dans le commerce de détail en Chine, la plupart des produits Lululemon fabriqués ou provenant de Chine restent désormais en Chine pour y être vendus. De même,

Herschel, du nom d'une petite ville de la Saskatchewan, exploite 15 usines de vêtements en Chine qui approvisionnent plus de 4 000 magasins dans le monde entier.¹⁵² La société fabrique la plupart de ses produits en Chine depuis sa création en 2009, mais ne les vend sur le marché chinois que depuis 2017.

Le cofondateur et directeur général de Herschel, Lyndon Cormack, a qualifié favorablement l'environnement manufacturier de la Chine, affirmant que « les usines et les technologies dans lesquelles Herschel a investi en Chine pour s'assurer que ses produits sont à la fine pointe sont de loin supérieures à ce que nous avons vu dans d'autres pays ... Nous voulons fabriquer nos produits au meilleur endroit possible et il se trouve que c'est ici en Chine. »

PriMED est un autre exemple d'un important fabricant canadien dont les activités manufacturières sont basées en Chine. PriMED, le principal fournisseur d'équipement de protection individuelle (EPI) pour le réseau de santé canadien, exploite ses usines chinoises sous la bannière Wholly Foreign Owned Enterprises (WFOE) depuis 2005.¹⁵³ Elle n'a commencé à vendre ses produits en Chine qu'au début de la pandémie de COVID-19 sous la direction du gouvernement chinois. Bien que son principal marché cible demeure le Canada, il reste somme toute plus efficace pour elle de fabriquer ses produits en Chine. Non seulement cette structure opérationnelle est dans l'intérêt de PriMED, elle entraîne une baisse des prix des EPI pour l'ensemble des soins de santé canadiens, ce qui améliore les soins de santé pour les Canadiens.

Malgré ces avantages avérés, la pandémie a soulevé des préoccupations quant à la dépendance de la chaîne d'approvisionnement à l'égard de la Chine. En particulier, il est rapidement devenu évident que l'augmentation de la demande d'EPI à travers le monde ne pouvait pas être satisfaite par l'offre domestique seulement. Confrontés à des pénuries d'approvisionnement mondiales, les pays dépourvus de capacité de production nationale risquaient donc de retarder leurs expéditions, car les pays dotés d'une fabrication robuste d'EPI devaient d'abord satisfaire leurs propres besoins. À la lumière de cela, PriMED a décidé de développer une usine canadienne de fabrication d'EPI en Ontario à la mi-2020. L'entreprise prévoit que la nouvelle usine sera en mesure de fournir des masques chirurgicaux de soins actifs au Canada et d'augmenter considérablement la production à court préavis, si nécessaire.

L'histoire de PriMED et les commentaires de Lyndon font allusion à certains des facteurs qui font de la Chine un centre de fabrication si compétitif, ce qui contribue au défi de la diversification. En plus de ses coûts de main-d'œuvre bon marché et des compétences recherchées de ses employés, la Chine dispose des infrastructures et des regroupements industriels nécessaires pour soutenir les grandes entreprises manufacturières. Ces compagnies ont souvent besoin de nombreux fournisseurs d'intrants à proximité pour éviter des coûts d'expédition élevés dans la production. Au Canada, il existe des grappes de fabrication

traditionnelles autour des industries de l'automobile, de l'aérospatiale et de la transformation des aliments.¹⁵⁴ Comparativement, la Chine dispose d'un éventail beaucoup plus large et plus développé de grappes industrielles, ce qui confère aux centres de fabrication de différentes régions des avantages particuliers en matière d'accès aux matières premières, aux composantes, à la logistique et à la main-d'œuvre spécialisée.¹⁵⁵ C'est l'une des raisons pour lesquelles la

.....► ***les entreprises canadiennes signalent que pour être un fournisseur mondial concurrentiel pour des clients majeurs, elles doivent assurer une présence en Chine***

diversification ou le rapatriement des chaînes d'approvisionnement est un défi persistant pour ceux qui cherchent à réduire

leur dépendance à l'égard de la Chine. D'un autre point de vue, l'avantage concurrentiel de la Chine dans de nombreux domaines manufacturiers illustre les avantages potentiels que les investisseurs et les consommateurs tirent des chaînes d'approvisionnement impliquées en Chine.

Un autre point clé à retenir de l'expérience de Lululemon et Hershel en Chine est l'opportunité de marché pour les investisseurs canadiens de fabriquer et aussi de vendre des produits en Chine. Non seulement la Chine est bien adaptée à la plupart des industries manufacturières, mais sa base de consommateurs a augmenté de façon exponentielle. Sur ce, les entreprises canadiennes signalent que pour être un fournisseur mondial concurrentiel pour des clients majeurs, elles doivent assurer une présence en Chine. Les ventes de véhicules électriques (VE) aident à illustrer ce fait.

La Chine est devenue le plus grand marché national des véhicules électriques, avec 41% des ventes mondiales en 2020.¹⁵⁶ Alors que les entreprises chinoises dominent leur marché intérieur, de nombreuses entreprises étrangères dépendent de la Chine pour des sources de revenus importantes. Tesla, par exemple, a considérablement réduit le coût de déploiement de ses produits sur le marché chinois en construisant son premier centre de fabrication en Chine en 2019. La société a depuis augmenté sa production et ses ventes en Chine, qui contribuent désormais à 30% du chiffre d'affaires de Tesla. De même, 40% des voitures Volkswagen sont désormais vendues en Chine.¹⁵⁷ Volkswagen Group China (qui comprend Audi) exploite plusieurs usines en Chine dans le cadre de ses partenariats de coentreprise (JV) avec FAW Group et SAIC Motor. Une citation de la société canadienne Magna, l'une des plus grandes entreprises manufacturières et de technologiques au monde, le résume bien le phénomène : « La taille et le potentiel du marché chinois refaire le paysage mondial de l'automobile. »¹⁵⁸ Évidemment, cette tendance s'applique également bien au-delà de l'industrie automobile.



Investissement chinois au Canada

APERÇU

La section suivante traite des investissements chinois au Canada et quantifie ses répercussions. Les investissements chinois ont fait l'objet d'une attention accrue de la part des organismes de réglementation et des médias au cours des dernières années étant donné l'augmentation des flux d'investissement et les perturbations mondiales, y compris la pandémie, qui ont incité les décideurs à revoir la réglementation canadienne en matière d'investissement.

Notamment, l'environnement politique, et donc réglementaire aux États-Unis et même au Canada, est devenu plus difficile à exploiter pour les entreprises chinoises au cours des dernières années. Le gouvernement chinois a également mis en œuvre une législation visant à ralentir les sorties de capitaux en 2016 et 2017, après des années d'expansion rapide des IDE de la part des investisseurs chinois. Par conséquent, les investissements chinois au Canada ont considérablement diminué par rapport aux niveaux de 2015 à 2017.

De plus, ce climat a conduit certaines entreprises à se sentir prises entre deux feux, victimes de la politique nationale. Quelques exemples d'ententes proposées qui ont échoué ou qui font l'objet d'un recul important comprennent l'achat proposé par Shandong Gold d'une mine d'or du Nunavut, qui a été bloquée pour des raisons de sécurité nationale, et le projet d'usine de fabrication de verre Xinyi en Ontario, qui a fait face à une combinaison de résistance de la part du gouvernement local et des communautés. Cela dit, les perspectives d'investissement sino-canadienne demeurent positives et devraient croître dans l'avenir.

SOMMAIRES DES DONNÉES

Le Suivi des investissements Chine-Canada du China Institute de l'Université de l'Alberta (CIUA), la base de données la plus complète et la plus conservatrice

TABLEAU 4.O.1

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS CHINOIS AU CANADA PAR ANNÉE

Année	Valeur de l'investissement millions de dollars, CAD
2020	1,980
2019	4,055
2018	2,331
2017	9,936
2016	7,593

Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

sur les investissements chinois au Canada, rapporte que les entités chinoises ont investi 7,6 milliards de dollars au Canada en 2016, 9,9 milliards de dollars en 2017, 2,3 milliards de dollars en 2018, 4,1 milliards de dollars en 2019 et 2,0 milliards de dollars en 2020. Étant donné que ces chiffres ne reflètent que les valeurs connues des transactions et que de nombreuses transactions se concluent sans publier de telles informations, le flux réel d'investissement dépasse ces estimations. De plus, l'impact économique total de l'investissement au Canada dépasse de loin ce qui est saisi dans les chiffres des flux annuels.

L'effet des investissements chinois au Canada au cours d'une année donnée correspond aux répercussions directes, indirectes et induites des nouveaux investissements effectués cette année-là, plus l'incidence continue des activités commerciales au Canada en fonction des investissements effectués au cours des années précédentes.

Cependant, les investissements en provenance de Chine ne contribuent pas directement au PIB. Alors que l'investissement est enregistré dans le modèle de dépense du PIB ($Y=C+I+G+NX$),¹⁵⁹ l'IED ne correspond pas toujours aux types particuliers d'investissement inclus dans le modèle. L'investissement constitue une contribution au PIB lorsqu'il contribue à la production nationale, par exemple par l'acquisition de capital productif (comme les machines ou la capacité des usines). L'IED, en revanche, n'est pas toujours utilisé de manière à contribuer à la production et pourrait simplement représenter un transfert de capitaux propres. Par conséquent, le flux d'investissement tel qu'enregistré par le CIUA Investment Tracker n'est pas considéré comme un impact direct sur le PIB.

Cependant, lorsque des entreprises étrangères introduisent de nouvelles techniques et technologies de fabrication, il peut y avoir une contribution retardée au PIB à mesure que ces innovations sont mises en œuvre. De plus, lorsque les investissements étrangers, y compris les investissements en RPC, mènent à l'inclusion de la production canadienne dans de nouvelles chaînes d'approvisionnement, il existe un potentiel d'expansion de la production

nationale canadienne. Compte tenu de la croissance rapide des chaînes d’approvisionnement chinoises vue le rôle de la RPC en tant que plus grand joueur commercial du monde, ce potentiel est considérable puisque de nombreuses entreprises canadiennes ont opéré principalement ou exclusivement par le biais de chaînes d’approvisionnement nord-américaines, centrées aux États-Unis.

Statistique Canada utilise les données recueillies dans le cadre des rapports financiers pour évaluer les revenus, les emplois et la contribution au PIB des firmes multinationales (FMN) opérant au Canada, l’une des principales forces qui permet l’implantation d’investissements étrangers. En 2018, Statistique Canada a déclaré¹⁶⁰ que les FMNs de Chine continentale qui opéraient déjà au Canada avaient contribué à hauteur de 5,2 milliards de dollars au PIB canadien.¹⁶¹ La base de données montre que les FMNs de Hong Kong, que

TABLEAU 4.0.2

ACTIVITÉS DES MULTINATIONALES CHINOISES AU CANADA

Année	Revenus d’exploitation <i>millions de dollars, CAD</i>		Emplois		PIB aux prix de base <i>millions de dollars, CAD</i>	
	Chine Continentale	Hong Kong	Chine Continentale	Hong Kong	Chine Continentale	Hong Kong
2018	18,572	11,838	24,100	22,295	5,223	4,212
2017	14,823	N/A	22,747	25,626	3,174	2,900
2016	11,135	9,704	14,083	25,917	2,476	2,746

Source: Statistique Canada¹⁶³

Statistique Canada enregistre séparément de la Chine continentale, ont contribué à hauteur de 4,2 milliards de dollars au cours de la même période.

Par conséquent, la contribution au PIB des investissements chinois au Canada par rapport à 2018 est d’au moins 9,4 milliards de dollars, avec 2,3 milliards de dollars supplémentaires¹⁶², avec un impact économique général supplémentaire de 2,3 milliards de dollars découlant du flux de nouveaux investissements au cours de la même période.

Bien que la contribution déclarée au PIB des FMNs de Chine continentale et de Hong Kong opérant au Canada en 2018 soit de 5,2 et 4,2 milliards de dollars respectivement, les données montrent que les revenus de ces entreprises sont nettement plus élevés, à 18,6 et 11,8 milliards de dollars, respectivement. Les revenus totaux des FMNs chinoises au Canada se sont élevés à 30,4 milliards de dollars en 2018. En outre, les FMNs de Chine continentale et de Hong Kong contribuent également à la R&D ; la valeur totale de la propriété intellectuelle qu’elles ont produite en 2018 s’élevant respectivement à 85 et 407 millions de dollars. De plus, le nombre d’emplois directement soutenus par les activités

des FMNs de Chine continentale et de Hong Kong au Canada était de 24 100 et 22 295, respectivement, et de 46 395 dans l'ensemble. En supposant que les salaires gagnés à ces emplois sont conformes à la moyenne canadienne, l'effet salarial des emplois directement soutenus par les FMNs chinoises au Canada est de 2,3 milliards de dollars en 2018.

Comme nous l'avons abordé dans la section sur le commerce, il existe aussi des effets indirects et induits de l'investissement. Malheureusement, l'impact économique de l'investissement varie énormément selon le cas. Contrairement aux exportations, les multiplicateurs de l'activité économique ne sont pas raisonnablement applicables et l'IDE ne conduira pas nécessairement à la croissance économique intérieure. Cependant, une étude de cas sur les opérations de Huawei Canada montre que les mêmes effets indirects s'appliquent à de nombreux investissements et au commerce.

4.1 IMPACTS INDIRECTS ET INDUITS : HUAWEI

Huawei est un investisseur notable au Canada pour plusieurs raisons. En décembre 2018, la directrice financière de Huawei a été arrêté à l'aéroport de Vancouver à la demande du gouvernement américain, déclenchant une débâcle politique entre la Chine, le Canada et les États-Unis. Dans ce qu'Ottawa a considéré comme une « diplomatie des otages »,¹⁶⁴ La Chine a arrêté deux Canadiens, Michael Kovrig et Michael Spavor en 2018; ils ont récemment été libérés, au moment même où Meng Wanzhou a été autorisée à retourner en Chine à la suite de son accord de plaidoyer.¹⁶⁵ Huawei a également fait face à des controverses entourant la propriété intellectuelle ainsi que ses activités de financement dans les universités canadiennes.

Malgré cela, Huawei joue un rôle de plus en plus important au Canada, alors qu'elle fournit de l'équipement pour la 4G canadienne et d'autres réseaux. Il s'agit également d'une importante source de financement en recherche et développement en sciences et en technologie pour les universités ainsi que par l'emploi direct de Canadiens dans ses bureaux d'Ottawa, de Vancouver, d'Edmonton, de Waterloo, de Markham et de Montréal.¹⁶⁶

Huawei a contracté Oxford Economics, un important fournisseur de prévisions et d'analyses quantitatives, pour effectuer une analyse d'impact économique de ses activités au Canada. Le rapport a conclu que la contribution totale de Huawei au PIB canadien en 2018 s'élevait à 690 millions de dollars.¹⁶⁷ Ce chiffre inclut notamment une contribution directe de 304 millions de dollars des propres opérations de Huawei Canada, un impact indirect tout au long de sa chaîne d'approvisionnement de 154 millions de dollars et un impact induit

sur les dépenses de 231 millions de dollars résultant de la rémunération des employés chez Huawei et à travers sa chaîne d'approvisionnement. Au cours de la même année, les revenus déclarés de Huawei Canada ont totalisé 566 millions de dollars.¹⁶⁸

Le rapport estime également que les activités de Huawei ont indirectement soutenu et créé l'emploi de 3 800 travailleurs canadiens en plus des employés canadiens de Huawei, ce qui porte l'impact total de l'entreprise sur l'emploi à 4 760 en 2018. Par ailleurs, les activités de Huawei au Canada catalysent l'innovation grâce à ses importantes dépenses en recherche et développement. Huawei a collaboré avec 22 universités et instituts de recherche en 2018, générant des « retombées » immédiates et futures grâce au transfert de connaissances et de compétences entre les entreprises, les employés et/ou les organismes de recherche.

Au début de 2020, Huawei a également annoncé son intention d'investir 2,6 milliards de dollars supplémentaires dans ses activités de R&D au Canada sur 5 ans.¹⁶⁹ Cet investissement augmenterait de 200 son effectif de 1 000 employés canadiens, dont 500 chercheurs désignés.

Qui plus est, ces emplois affichent une prime salariale substantielle par rapport aux revenus moyens des Canadiens. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le revenu moyen au Canada demeure sous les 50 000 \$ par année. En 2018, le salaire hebdomadaire moyen des employés de Huawei Canada était de 3 500 \$, l'équivalent de 180 000 \$ par année, soit plus de trois fois la moyenne canadienne. Ainsi, Huawei Canada a une productivité du travail nettement supérieure à la moyenne, ce qui explique sa contribution démesurée au PIB canadien et à l'innovation en particulier.

Quoi que l'on pense de l'entreprise, Huawei Canada est un exemple saillant du grand avantage que le Canada tire des investissements étrangers en R&D. Même pour la taille relative de son investissement, l'impact de Huawei sur le Canada a été important. Il a généré une croissance du PIB, une croissance de l'emploi, a fourni une infrastructure sur laquelle l'économie de l'information du Canada peut fonctionner et une innovation générale qui continuera de servir le Canada à long terme. Pour comprendre l'impact des investissements de Huawei dans le contexte de tous les investissements chinois au Canada, il est important de faire la distinction entre les types d'investissement et les secteurs d'activités. On pourrait soutenir, par exemple, que l'acquisition de NEXEN par CNOOC dans le secteur de l'énergie en 2013 pour près de 20 milliards de dollars (y compris la prise en charge de dettes) a eu un impact beaucoup plus faible par dollar d'investissement. L'investissement de Huawei était un terrain nouveau et fertile l'établissement de nouvelles opérations au Canada sous son propre nom. D'autres investissements, comme l'opération NEXEN ou d'autres fusions et acquisitions, peuvent avoir des effets plus subtils

sur le paysage commercial. Néanmoins, tous les investissements contribuent favorable à l’environnement des affaires et aux opérations des entreprises à travers le Canada.

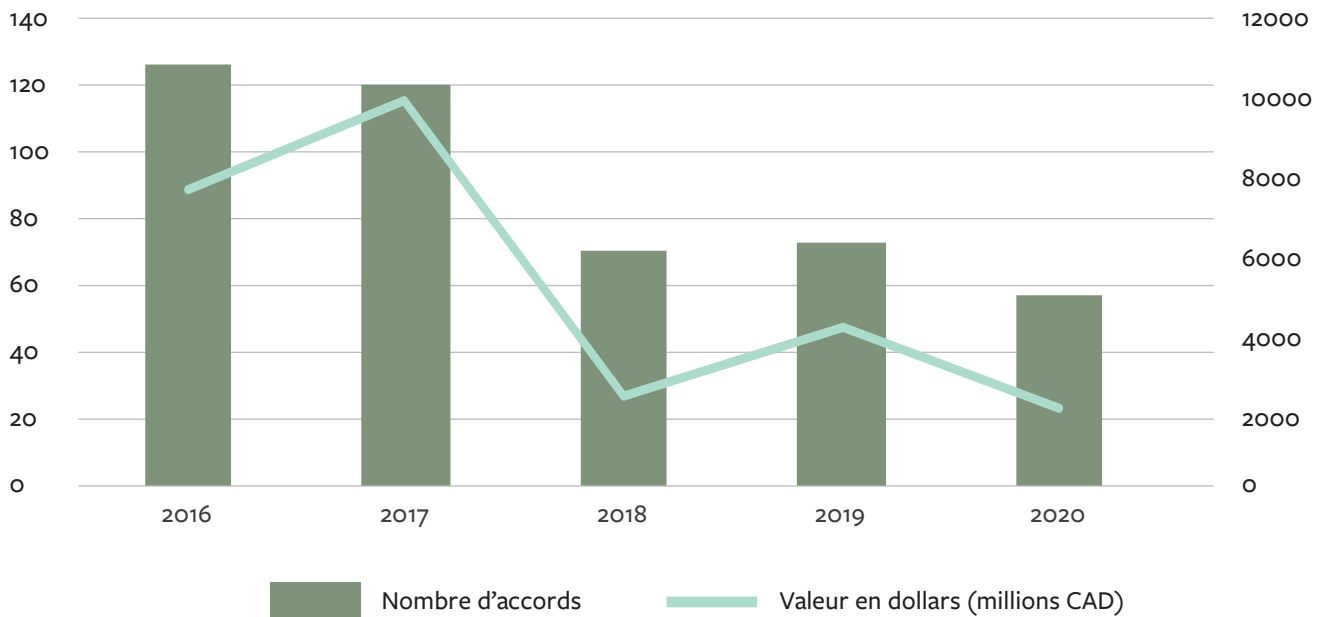
En outre, le rapport commandé par Huawei souligne que les activités d’investissement stimulent des impacts indirects et induits. L’extrapolation de cette tendance avec les données sur les EMNs présentées au début de cette section suggère qu’un impact économique beaucoup plus important sous-tend la contribution au PIB déclarée de 9,4 milliards de dollars.

4.2 CARACTÉRISTIQUES SECTORIELLES DE L’INVESTISSEMENT CHINOIS AU CANADA

Selon le China-Canada Investment Tracker de la China Institute (CIUA), l’investissement en provenance de Chine vers les Canada a récemment diminué à la fois en nombre de transactions et en valeur d’investissement. Comme le montre la figure 4.2.1, une forte baisse s’est produite en 2018, soit au début de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et à la suite du resserrement des restrictions à la sortie de capitaux chinois en 2017.¹⁷⁰ Au cours des 5 dernières années, le secteur canadien des métaux et des minéraux a attiré le plus grand nombre d’investissements chinois en valeur totale de contrats. Bien que l’investissement total dans le secteur

FIGURE 4.2.1

APERÇU DE L’INVESTISSEMENT CHINOIS AU CANADA

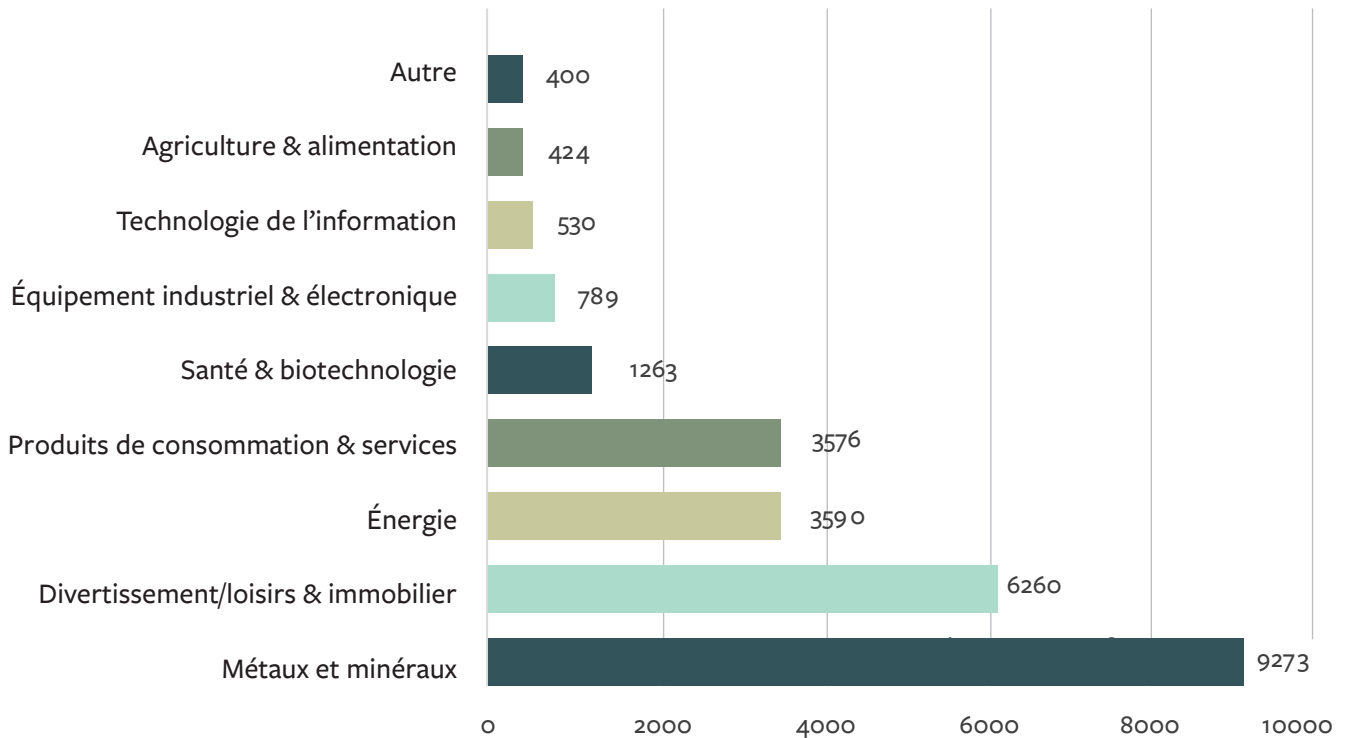


Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

FIGURE 4.2.2

INVESTISSEMENT CHINOIS AU CANADA, PAR SECTEUR

2016-2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD



Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

canadien des métaux et des minéraux ne représente même pas la moitié de celui de l'énergie, sa valeur éclipse celle des autres secteurs. En tant que valeurs aberrantes significatives en termes de valeur totale investie en provenance de Chine, il n'est pas surprenant que les secteurs de l'énergie et des métaux et minéraux partagent plusieurs similitudes. Ils sont notamment comparables sur leurs types d'investisseurs (grandes entreprises d'État), l'ampleur de leurs opérations d'investissement (souvent des centaines de millions ou des milliards de dollars) et leur structure opérationnelle. Les chiffres du secteur de l'énergie sont stimulés par d'importants investissements au début des années 2010.

L'immobilier a été le deuxième plus grand secteur d'attrait de l'investissement chinois ces dernières années. Plusieurs centres commerciaux ont été achetés par des investisseurs chinois et les investissements chinois dans l'immobilier canadien ont connu une croissance rapide au cours de la dernière décennie.

Le secteur des produits et services de consommation est un autre domaine d'investissement clé en raison de son rôle dans les liens commerciaux et sociétaux entre la Chine et le Canada. Les investissements faits ici peuvent avoir un impact important sur les perceptions du public. Les investissements

en provenance de Chine ont augmenté dans ce secteur depuis 2016, faisant de 2019 l'année la plus active jamais enregistrée.

D'ailleurs, une part importante des investissements sino-canadiens dans les produits et services de consommation contribue actuellement aux établissements d'enseignement de l'anglais. Une autre portion significative va aux restaurants, aux points de vente au détail et aux produits de services. Un exemple notable est l'acquisition de Reliance LP, une entreprise de réparation de climatiseurs, par CK Hutchison Group de Hong Kong. Cette tendance peut être, entre autres, attribuable au fait que le secteur des produits et services de consommation ne reçoit pratiquement aucun investissement des entreprises d'État.

Le secteur de la santé et de la biotechnologie au Canada a également attiré une somme importante d'investissements chinois. Depuis 2018, on y dénombre plus de transactions conclues que dans tout autre secteur, à l'exception des produits et services de consommation, et plus d'investissements par valeur de transaction que tout autre secteur, excluant les métaux et les minéraux.

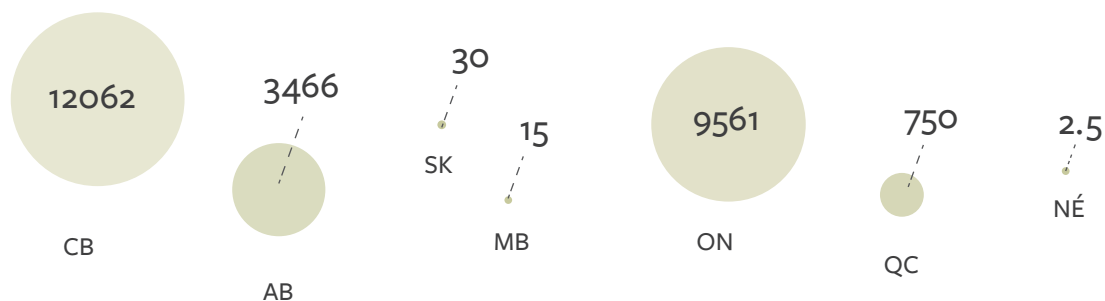
4.3 RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'INVESTISSEMENT

Au cours des cinq dernières années, les investisseurs chinois ont principalement choisi d'investir en Colombie-Britannique et en Ontario. La Colombie-Britannique a reçu le plus grand nombre d'investissements et affichent la valeur d'investissement la plus élevée à un peu plus de 12 milliards de dollars. L'Ontario était deuxième avec 9,6 milliards de dollars et l'Alberta troisième avec 3,5 milliards de dollars.

FIGURE 4.3.1

VALEUR DE L'INVESTISSEMENT CHINOIS PAR PROVINCE CIBLE

2016-2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

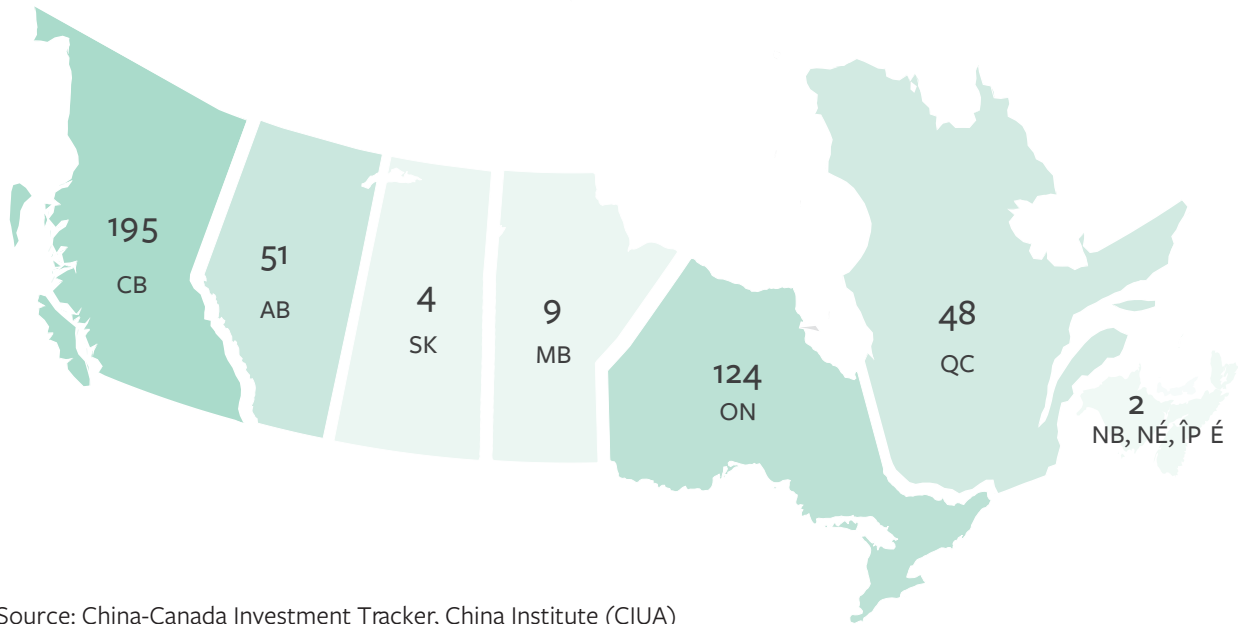


Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

FIGURE 4.3.2

NOMBRE D'OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT CHINOISES PAR PROVINCE

2016-2020

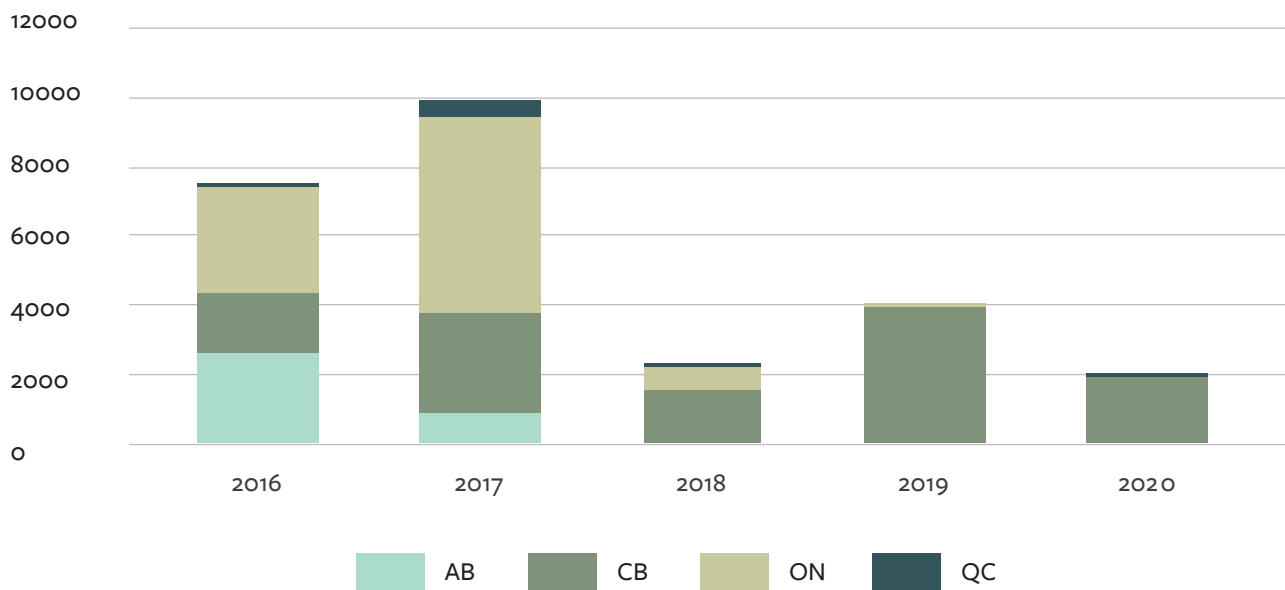


Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

FIGURE 4.3.3

INVESTISSEMENT CHINOIS ANNUEL

PROVINCE, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

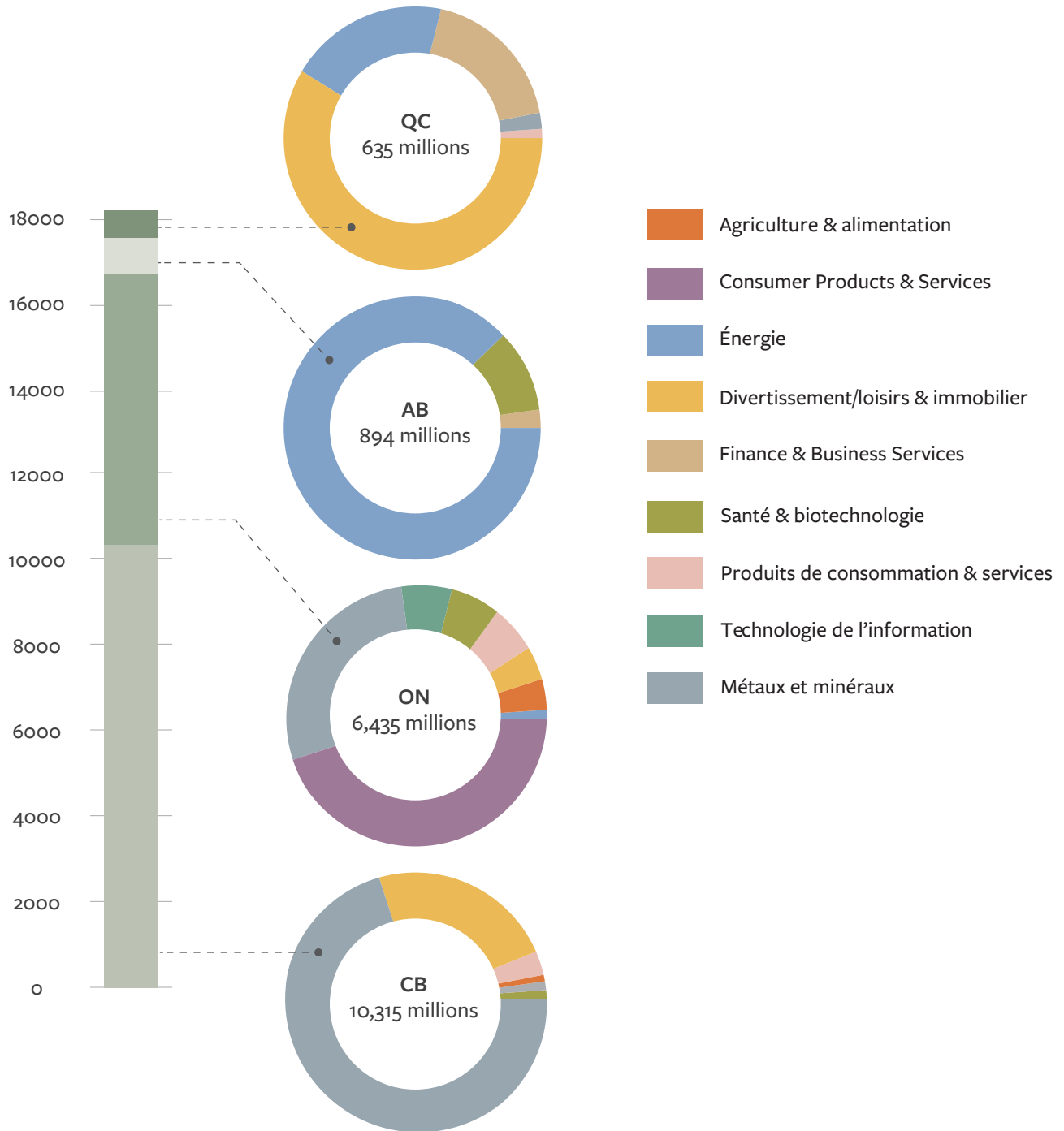


Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

FIGURE 4.3.4

INVESTISSEMENT PAR SECTEUR ET PROVINCE

2017-2020, MILLIONS DE DOLLARS, CAD

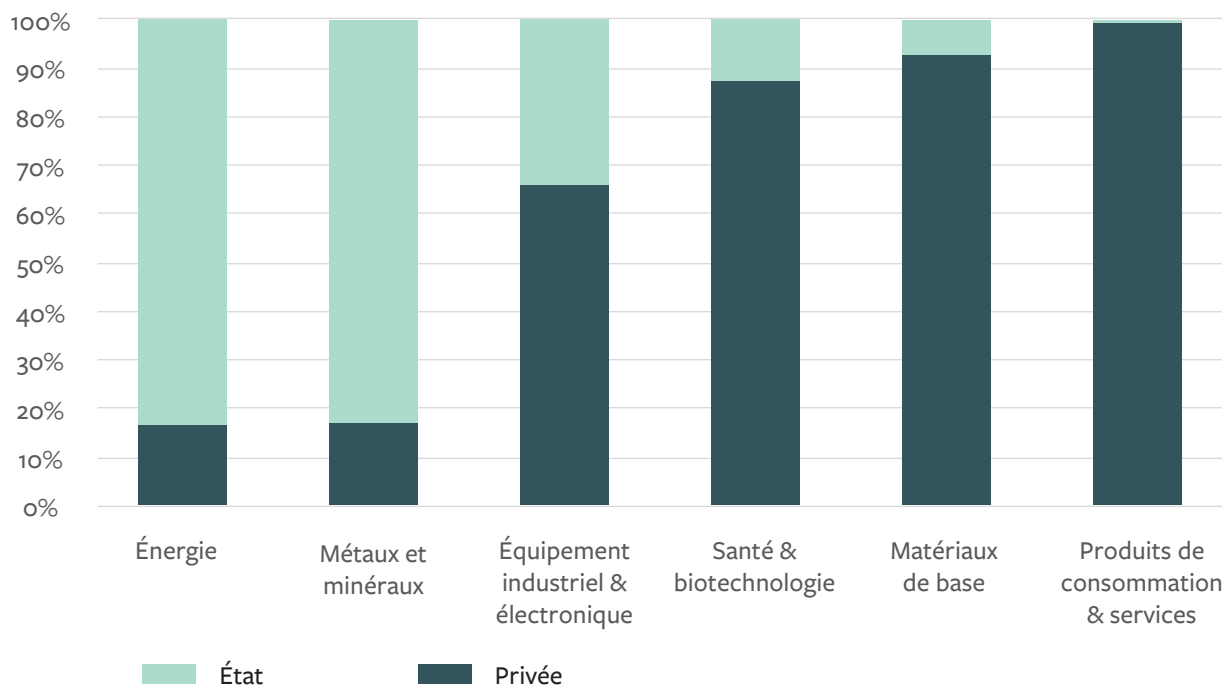


Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

FIGURE 4.3.5

PART DE LA SOURCE D'INVESTISSEMENT PAR PROPRIÉTÉ

1993-2020



Source: China-Canada Investment Tracker, China Institute (CIUA)

La figure 4.3.2 montre également que, au cours de la même période, la Colombie-Britannique a reçu près de 200 investissements uniques, alors que l'Ontario en a reçu 124, tandis que l'Alberta et le Québec en ont reçu 51 et 48 respectivement. Bien que le nombre d'investissements reçus en Alberta et au Québec soit similaire, la valeur de ceux-ci était beaucoup plus élevée en Alberta en raison de transactions plus importantes dans le secteur de l'énergie.

Alors que les données des cinq dernières années montrent un fort investissement en Ontario, la situation au cours des trois dernières années s'est avérée moins favorable. Comme l'illustre la figure 4.3.3 ci-dessous, les investissements importants réalisés en Ontario en 2016 et 2017 ont altéré les données sur cinq ans. La Colombie-Britannique a reçu la grande majorité des investissements par valeur de transaction depuis 2018.

La Colombie-Britannique présente plusieurs avantages par rapport aux autres régions canadiennes en ce qui a trait à attirer les investissements chinois. C'est la province la plus proche de la Chine géographiquement, de laquelle sont desservis plusieurs vols directs vers de nombreuses villes chinoises via l'aéroport de Vancouver. La province compte également une communauté sino-canadienne

considérable qui, comme cela a été mentionné dans la section sur l'immigration, peut réduire les coûts de transaction et faciliter les affaires bilatérales.

De plus, la figure 4.3.4 illustre la répartition sectorielle des investissements par province pour la période de 2016 à 2020. Tel que mentionné précédemment, la plupart des investissements dans les métaux et les minéraux ont été acheminés vers la Colombie-Britannique et l'Ontario, avec la majorité en Colombie-Britannique. Cela étant dit, les investissements chinois en Ontario sont les plus diversifiés, la majorité allant aux produits et services de consommation, aux métaux et minéraux, à la santé et à la biotechnologie, aux technologies de l'information (dont Huawei est en grande partie responsable), aux équipements industriels et électroniques, ainsi qu'à l'agriculture et à l'alimentation. L'investissement perçu en Colombie-Britannique est moins diversifié, avec les métaux et minéraux et l'immobilier représentant environ 95%.

Si l'on examine l'horizon temporel total du Suivi des investissements de l'IICU, qui enregistre son premier investissement en 1993, les parts provinciales du stock total de placements chinois au Canada s'élèvent à 55 % en Alberta, 25 % en Colombie-Britannique, 16 % en Ontario et 4 % au Québec. Au total, le Suivi des investissements Chine-Canada a enregistré 410 investissements dans C.B, 285 en Ontario, 145 en Alberta, 85 au Québec et 55 dans le reste du Canada.

En ce qui concerne l'origine de l'investissement, Hong Kong se distingue parmi les provinces chinoises comme la principale source en nombre de transactions. Cependant, avec l'évolution du paysage et des rôles régionaux en Chine, cela pourrait tendre à se déplacer vers d'autres villes dans le futur.

Dans l'ensemble, près de 60 % de tous les investissements chinois au Canada, en valeur de transaction depuis 1993, proviennent de Beijing ; cela s'explique par le fait que de nombreuses grandes entreprises d'État chinoises y sont basées. Hong Kong est deuxième avec plus de 20%, suivie des provinces du Fujian et du Shandong en troisième et quatrième avec 2% chacune. En nombre d'investissements, Hong Kong est première avec 343, Beijing deuxième avec 146, Shanghai troisième avec 62 et Guangdong quatrième avec 53. Au cours de la même période de trois décennies, nous avons enregistré 702 investissements privés chinois au Canada d'une valeur cumulée connue de 29 milliards de dollars et 225 investissements d'entreprises d'État d'une valeur de 65 milliards de dollars.



Conclusion

La Chine est sans aucun doute importante pour le Canada et l'économie du Canada en particulier. Le présent rapport a évalué les répercussions du commerce, de l'immigration et de l'investissement entre la Chine et le Canada sur le PIB, l'emploi et l'activité économique en général. La Chine est le deuxième partenaire économique le plus important du Canada après les États-Unis, et la croissance rapide de la Chine au niveau national et des partenaires est très pertinente pour les Canadiens et les entreprises canadiennes.

En 2019, les répercussions connues sur le PIB des activités susmentionnées se sont élevées à 38,6 milliards de dollars pour les exportations et à 6,7 milliards de dollars pour l'immigration. En 2018, la contribution au PIB était de 42,6 milliards de dollars pour les exportations, de 6,1 milliards de dollars pour l'immigration, et de 9,4 milliards de dollars pour les entreprises multinationales chinoises investies et opérant au Canada.¹⁷¹ Au total, l'incidence combinée de ces effets sur le PIB a probablement dépassé 55 milliards de dollars en 2018.

En outre, ce rapport a révélé que les exportations vers la Chine ont généré un impact économique plus de deux fois supérieur à sa valeur d'exportation directe. En 2019, l'impact économique total des exportations vers la Chine s'élevait à 76,9 milliards de dollars, selon les données spécifiques à l'industrie tirées de la *Base de données canadienne sur le commerce international des marchandises*¹⁷² et à partir des tableaux des transactions internationales de services de Statistique Canada.¹⁷³ De même, l'incidence économique générale des investissements chinois au Canada a dépassé sa contribution connue de 9,4 milliards de dollars au PIB en 2018. Au cours de la même année, de nouveaux investissements supplémentaires de 2,3 milliards de dollars en provenance de Chine ont également été versés au Canada, alors les entreprises multinationales chinoises ont enregistré des revenus de 30,4 milliards de dollars tout en produisant de la propriété intellectuelle d'une valeur de 492 millions de dollars au Canada.

Ce rapport estime l'impact des exportations vers la Chine sur l'emploi canadien à 365 915 emplois en 2019. Statistique Canada rapporte également que 46 395 emplois ont été soutenus par des investissements et des activités d'entreprises chinoises au Canada en 2018. Les effets sur les salaires du total des emplois incorporés dans les exportations vers la Chine élargie se sont élevés à 18 milliards de dollars en 2019. De plus, l'effet salarial des emplois directement soutenus par les multinationales chinoises au Canada a totalisé 2,3 milliards de dollars en 2018. Au total, il est probable que les investissements et les exportations chinoises vers la Chine ont soutenu plus de 400 000 emplois au Canada en 2019.

Les répercussions économiques du commerce sino-canadien non quantifiées dans le présent rapport comprennent les importations en provenance de Chine ainsi que les investissements canadiens en Chine. En 2017, les multinationales canadiennes en Chine ont déclaré des revenus de 12,7 milliards de dollars ; cependant, on ignore quelle partie de ces revenus a pu être rapatriée au pays. De plus, les importations en provenance de Chine se sont avérées cruciales pour les chaînes d'approvisionnement canadiennes dans plusieurs industries, en particulier celle de l'équipement électrique. Ainsi, les consommateurs canadiens bénéficient grandement de la baisse des prix des biens en provenance de Chine et de l'activité commerciale soutenue par les importations d'équipement et de biens intermédiaires chinois. Ce facteur peut être particulièrement important pour les Canadiens à faible revenu qui n'ont pas les moyens d'acheter des produits de consommation plus chers provenant de d'autres économies. Similairement, les intrants chinois à bas prix peuvent constituer un avantage important en matière de prix pour les exportateurs canadiens.

Le commerce entre le Canada et la Chine est l'un des rares liens entre le Canada et la Chine qui n'a pas été dévasté par le froid politique et diplomatique qui domine les relations entre Ottawa et Beijing depuis près de trois ans. Le commerce avec la Chine, dans toute sa complexité, demeure un facteur clé de la prospérité canadienne, même s'ils demeurent à des niveaux bien en deçà de son plein potentiel. Contrairement à plusieurs des plus grandes économies du monde, y compris les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et l'Australie, la Chine n'est pas le principal partenaire commercial du Canada. Néanmoins, en tant que deuxième puissance économique mondiale, tout juste derrière les États-Unis (bien que la Chine soit première en parité de pouvoir d'achat), la Chine demeure la principale option de diversification des exportations pour le Canada.

Dans l'ensemble, les liens économiques entre le Canada et la Chine contribuent à soutenir des centaines de milliers d'emplois canadiens et stimulent une activité économique qui pourrait bien valoir plus de 100 milliards de dollars annuellement. À cela s'ajoutent les connaissances, les compétences et les échanges culturels qui émergent du commerce, de l'immigration et de l'investissement, lesquelles peuvent profondément modifier le paysage commercial et sociétal du Canada, en particulier dû à son économie fortement dépendante du commerce. L'avenir du Canada et de la Chine étant profondément interconnecté, il est essentiel de comprendre les dynamiques et les nuances de cette relation bilatérale complexe pour tracer la voie qui servira les intérêts à long terme du Canada.

Endnotes

¹ Statistics Canada. *Table 36-10-0594-01 International merchandise trade for all countries and by Principal Trading Partners, monthly (x 1,000,000)*, (Ottawa, August 5, 2021), <https://doi.org/10.25318/1210001101-eng>.

² Please see Appendix A for an explanation of data sources.

³ We consider both mainland China and Hong Kong when referring to China's economic impact on Canada. However, Statistics Canada de-aggregates mainland China and Hong Kong in most of its data. Therefore, we will often present separate data for both regions when discussing these topics.

⁴ In the expenditure GDP model imports are subtracted from GDP but are also recorded in "C" (Consumption). The net effect is to disclude the value of imported goods from GDP to ensure that the figure only represents domestic production.

⁵ Scott A. Wolla, "How Do Imports Affect GDP?," Page One Economics® (St. Louis: Federal Reserve Bank of St. Louis, September 2018), <https://research.stlouisfed.org/publications/page1-econ/2018/09/04/how-do-imports-affect-gdp>.

⁶ Statistics Canada. *Table 36-10-0594-01 International merchandise trade for all countries and by Principal Trading Partners, monthly (x 1,000,000)*, (Ottawa, August 5, 2021), <https://doi.org/10.25318/1210001101-eng>; Statistics Canada, *Table 36-10-0007-01 International transactions in services, by selected countries, annual (x 1,000,000)*, (Ottawa, October 15, 2020), <https://doi.org/10.25318/3610000701-eng>.

⁷ Statistics Canada, *International merchandise trade for all countries and by Principal Trading Partners, monthly (x 1,000,000)*; Statistics Canada, *International transactions in services, by selected countries, annual (x 1,000,000)*.

⁸ All presented \$ value terms are in Canadian dollars unless otherwise specified.

⁹ Notably, net exports are not discussed herein. For an explanation of how this report employs the expenditure model of GDP, see Appendix A, Trade 1.2.

¹⁰ Statistics Canada, *Table 36-10-0594-01 Input-output multipliers, detail level*, (Ottawa, November 23, 2020), <https://doi.org/10.25318/3610059401-eng>; Statistics Canada, *Canadian International Merchandise Trade Database*, (Ottawa, accessed June 1, 2021), <https://www5.statcan.gc.ca/cimt-cicm/home-accueil?lang=eng>.

¹¹ Statistics Canada, *Input-output multipliers, detail level*.

¹² The most recent year for which these coefficients are available is 2017; therefore, it is understood that when used with trade data for later years the multipliers are assumed to be the same as they were in 2017. Therefore, the accuracy of output, GDP, and jobs estimates generated with these multipliers is decreased in years following 2017.

¹³ See Appendix A, 1.12, for an explanation of why provincial-level multipliers are not used.

¹⁴ For example, the export categories "vegetable products" and "textiles and textile articles" are assigned multipliers designated "Crop production (except cannabis, greenhouse, nursery and floriculture production) [BS11A00]" and "Textile and textile product mills [BS31A000]," respectively, with one multiplier per export category. While this will not produce as accurate an estimate as a multi-faceted analysis of every exporting industry, it will provide a clearer picture of the overall impact of Canadian exports to China on Canada.

¹⁵ Statistics Canada, *Canadian International Merchandise Trade Database*.

¹⁶ Statistics Canada, *Canadian International Merchandise Trade Database*.

¹⁷ OECD, *Trade in employment (TiM): Principal indicators*, accessed June 1, 2021, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIM_2019_MAIN.

¹⁸ Statistics Canada, *Table 14-10-0023-01 Labour force characteristics by industry, annual (x 1,000)*, January 25, 2021, <https://doi.org/10.25318/1410002301-eng>; *Canada Trade Summary 2019*, World Integrated Trade Solution, (World Bank, accessed June 1, 2021), <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CAN/Year/LTST/Summarytext>.

¹⁹ Methodological note: see Appendix A, Trade 1.2.2

²⁰ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, (Ottawa: Global Affairs Canada, September 2020), 14, <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/economist-economiste/analyse-analyse/china-canada-2020-commerce-chine.aspx?lang=eng>.

²¹ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 13.

- ²² Statistics Canada, *Labour force characteristics by industry, annual (x 1,000)*.
- ²³ OECD, *Trade in employment (TiM): Principal indicators*.
- ²⁴ Statistics Canada, *Table 11-10-0239-01 Income of individuals by age group, sex and income source, Canada, provinces and selected census metropolitan areas*, (Ottawa, March 23, 2021), <https://doi.org/10.25318/1110023901-eng>.
- ²⁵ For further information on employment-related impacts and estimates see Appendix A 1.2.2.
- ²⁶ Merchandise trade with Hong Kong is addressed in an addendum to the core report.
- ²⁷ Statistics Canada. *Table 36-10-0594-01 International merchandise trade for all countries and by Principal Trading Partners, monthly (x 1,000,000)*
- ²⁸ Note the difference in data sources as compared to Table 1.3. For an explanation of the differences in data sources, please see Appendix 1.1.
- ²⁹ Statistics Canada, *Trade Data Online*, (Ottawa, accessed August 2021), <http://www.ic.gc.ca/eic/site/tdo-dcd.nsf/eng/Home>.
- ³⁰ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³¹ Statistics Canada, “Geographical region of Canada,” *Illustrated Glossary, Census Year 2016*, November 15, 2017, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/92-195-x/2016001/geo/region/region-eng.htm>.
- ³² Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³³ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³⁴ The difference in national total between this table and Table 1.3 stems from the difference between balance of payments and customs data.
- ³⁵ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³⁶ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³⁷ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³⁸ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ³⁹ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴⁰ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴¹ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴² Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴³ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴⁴ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴⁵ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴⁶ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴⁷ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁴⁸ Please note that Table 1.14 is denoted in Canadian dollars, not in millions of Canadian dollars like the other figures in this section, due to the small export numbers in the Territories.
- ⁴⁹ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁵⁰ Tom Alton, *Canada-China Trade: 2019 Year in Review*, (Edmonton: China Institute at University of Alberta, (February 13, 2020), <https://www.ualberta.ca/china-institute/research/analysis-briefs/trade-report.html>.
- ⁵¹ Statistics Canada, *Trade Data Online*.
- ⁵² “Trade with China Sours: Canadians are over four times more likely to think Canada should decrease rather than increase trade with China,” Nanos Research, January 12, 2021, <https://nanos.co/wp-content/uploads/2021/01/2020-1781C-CTV-Dec-Populated-report-with-Tabs.pdf>.
- ⁵³ “Strong Majority (82%) Believe Canada Should Rely Less on Trade with China: Moderate Support for Trudeau Government Approach to China,” Ipsos, July 21, 2020, https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-07/global_news_china_factum_july_21.pdf.
- ⁵⁴ Chuck Chiang, “Canada Tightly Bound to China Despite Calls to Cut Connections,” *Business in Vancouver*, June 10, 2021, <https://biv.com/article/2021/06/canada-tightly-bound-china-despite-calls-cut-connections>.
- ⁵⁵ Global Affairs Canada, “Diversifying Canada’s trade and investment opportunities,” (Ottawa, updated March 3, 2021), <https://www.international.gc.ca/gac-amc/campaign-campagne/trade-diversification-commerce/index.aspx?lang=eng>.
- ⁵⁶ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 8-11.
- ⁵⁷ For an explanation of HS-6 codes, please see Appendix A, 1.12.
- ⁵⁸ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 10.
- ⁵⁹ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 11.
- ⁶⁰ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 11.
- ⁶¹ Colin Scarffe, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 12.

- ⁶² “The History of Canola Oil,” canolainfo.org, accessed July 2021, <https://www.canolainfo.org/canola/the-history-of-canola-oil.php>; Shaoyan Sun, *China’s Ban on Canadian Canola: Reasons, Impacts, and Policy Perspectives*, (Edmonton: China Institute at the University of Alberta, October 2020), <https://www.ualberta.ca/china-institute/media-library/media-gallery/research/occasional-papers/canola2.pdf>
- ⁶³ LMC International, *The Economic Impact of Canola on the Canadian Economy: 2020 Update*, (Winnipeg: Canola Council of Canada, December 2020), https://www.canolacouncil.org/download/131/economic-impact/17818/economic-impact-report-canada_december-2020.
- ⁶⁴ “Canadian Canola Exports – Current Year,” Canola Council of Canada, 2021, <https://www.canolacouncil.org/markets-stats/exports/>.
- ⁶⁵ “Profiles of Canada’s Leading Canola Markets,” Canola Council of Canada, accessed July 2021, <https://www.canolacouncil.org/markets-stats/top-markets/>.
- ⁶⁶ Frank Gunstone, “Major Producing and Consuming Countries/Regions,” (Dundee, SC: 2021, <https://lipidlibrary.aocs.org/resource-material/market-trends/major-producing-and-consuming-countries/regions>.
- ⁶⁷ “Canadian Canola Export Statistics,” Canola Council of Canada, August 11, 2021, <https://www.canolacouncil.org/markets-stats/exports/>.
- ⁶⁸ Shaoyan Sun, *China’s Ban on Canadian Canola*, (Edmonton: China Institute at the University of Alberta, October 2020)
- ⁶⁹ Heidi Dancho, “Canola Council Launches Revitalized Market Access Strategy,” Canola Council of Canada, May 11, 2021, <https://www.canolacouncil.org/news/canola-council-launches-new-market-access-strategy/>.
- ⁷⁰ Pete Evans, “China’s Crackdown on Canadian Canola Expands as 2nd Company, Viterra, Has Licence Revoked,” *CBC News*, March 26, 2019, <https://www.cbc.ca/news/business/china-canola-viterra-1.5071611>.
- ⁷¹ Shaoyan Sun, *China’s Ban on Canadian Canola*.
- ⁷² “China Is ‘Inventing Excuses’ to Block Shipments of Canadian Canola, Trudeau Says,” *The Globe and Mail*, June 7, 2019, <https://www.theglobeandmail.com/business/article-china-is-inventing-excuses-to-block-shipments-of-canadian-canola/>.
- ⁷³ “Canola Trade with China: Canola Council of Canada,” Canola Council of Canada, July 26, 2021, <https://www.canolacouncil.org/china-update/>.
- ⁷⁴ Rod Nickel, “Exports Empty Canada’s Canola Bins, Driving Prices to near Records,” *Reuters*, January 31, 2021), <https://www.reuters.com/article/us-canada-canola-prices-idUSKBN2A00EL>.
- ⁷⁵ “Canada’s Top Canola Markets,” Canola Council of Canada, February 25, 2021, <https://www.canolacouncil.org/markets-stats/top-markets/>.
- ⁷⁶ Heidi Dancho, “Canola Council Launches Revitalized Market Access Strategy,” Canola Council of Canada, May 11, 2021, <https://www.canolacouncil.org/news/canola-council-launches-new-market-access-strategy/>.
- ⁷⁷ LMC International, *The Economic Impact of Canola on the Canadian Economy: 2020 Update*.
- ⁷⁸ Statistics Canada, *Table 36-10-0024-01 Balance of international payments, current account, services by principal trading partners, quarterly (x 1,000,000)*, (Ottawa, August 30, 2021), <https://doi.org/10.25318/3610002401-eng>.
- ⁷⁹ Global Affairs Canada, “Building on Success: International Education Strategy (2019-2024),” 2019, <https://www.international.gc.ca/gac-amc/campaign-campagne/trade-diversification-commerce/index.aspx?lang=eng>; Canmac Economics Ltd, *Economic Impact of International Education in Canada - 2020 Update Final Report*, (Ottawa: Global Affairs Canada, August 2020), https://www.international.gc.ca/education/assets/pdfs/economic_impact_international_education_canada_2017_2018.pdf.
- ⁸⁰ Jeremy Luedi, “Chinese International Students Are Pumping Billions into Canada’s Economy,” *True North Far East*, February 8, 2020, <https://truenorthfareast.com/news/chinese-international-students-canada-impact>.
- ⁸¹ Meti Basiri, “ApplyInsights: The Most Popular Schools in Canada for Chinese and Korean Students,” *ApplyBoard*, April 30, 2021, <https://www.applyboard.com/blog/applyinsights-most-popular-schools-chinese-korean-students-canada>.
- ⁸² Meti Basiri, “ApplyInsights: The Most Popular Schools in Canada for Chinese and Korean Students.”
- ⁸³ Meti Basiri, “ApplyInsights: The Most Popular Schools in Canada for Chinese and Korean Students.”

- ⁸⁴ IRCC, “Temporary Residents: Study Permit Holders – Monthly IRCC Updates,” accessed May 2021, <https://open.canada.ca/data/en/dataset/90115b00-f9b8-49e8-afa3-b4cf8facee>.
- ⁸⁵ IRCC, “Temporary Residents: Study Permit Holders – Monthly IRCC Updates,” accessed May 2021, <https://open.canada.ca/data/en/dataset/90115b00-f9b8-49e8-afa3-b4cf8facee>.
- ⁸⁶ Qiang Zha, “Chinese Students in Canada: Attitudes, opportunities, challenges,” *Asia Dialogue*, September 4, 2019, <https://theasiadialogue.com/2019/09/05/chinese-students-in-canada-attitudes-opportunities-challenges/>.
- ⁸⁷ Future Energy Systems, “Renewing a Global Energy Research Partnership,” (Edmonton: University of Alberta, November 6, 2020), <https://www.ualberta.ca/energy-systems/energy-in-action/posts/2020-11-26-tsinghua-partnership-renewal.html>
- ⁸⁸ David Schwartz, “Canadian government pairs universities with Huawei research funding despite security concerns,” Tech Transfer Central, February 23, 2021, <https://techtransfercentral.com/2021/02/23/canadian-government-pairs-universities-with-huawei-research-funding-despite-security-concerns/>
- ⁸⁹ Olivia Adams, *R&D Tracker: China’s Rise in Academic R&D and Western Countries’ Rise in Concern*, (Vancouver: Asia Pacific Foundation of Canada, February 23, 2021), <https://www.asiapacific.ca/publication/rd-tracker-china-rise-in-academic-rd>
- ⁹⁰ Olivia Adams, *R&D Tracker: China’s Rise in Academic R&D and Western Countries’ Rise in Concern*.
- ⁹¹ David Schwartz, “Canadian government pairs universities with Huawei research funding despite security concerns.”
- ⁹² Christopher Matias, Andrija Popovic and André Lebel, *Projected Financial Impact of the COVID-19 Pandemic on Canadian Universities for the 2020/21 Academic Year*, (Ottawa: Statistics Canada, August 2021. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-595-m/81-595-m2021002-eng.htm>
- ⁹³ IRCC, “Temporary Residents: Study Permit Holders – Monthly IRCC Updates.”
- ⁹⁴ Bethany Lindsay, “Canadian universities face credit risk if China restricts students travelling to Canada, report says,” *CBC News*, February 8, 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/canadian-universities-face-credit-risk-if-china-restricts-students-travelling-to-canada-report-says-1.5012131>.
- ⁹⁵ University of British Columbia, *2019/2020 Budget*, April 2019, <https://finance.ubc.ca/sites/finserve.ubc.ca/files/Budget-2019-20.pdf>
- ⁹⁶ Jeremy Luedi, “Chinese International Students Are Pumping Billions into Canada’s Economy.”
- ⁹⁷ Jeremy Luedi, “Chinese International Students Are Pumping Billions into Canada’s Economy.”
- ⁹⁸ “New pathway to permanent residency for over 90,000 essential temporary workers and international graduates,” IRCC, April 14, 2021, <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/2021/04/new-pathway-to-permanent-residency-for-over-90000-essential-temporary-workers-and-international-graduates.html>.
- ⁹⁹ Statistics Canada, “Travel Spending by Visitors to Canada: Final Indicators, 2018,” *The Daily*, November 8, 2019, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/191108/dq191108c-eng.htm>.
- ¹⁰⁰ Statistics Canada, *Table 36-10-0232-01 Employment generated by tourism (x 1,000)*, (Ottawa, accessed August 2021), <https://doi.org/10.25318/3610023201-eng>.
- ¹⁰¹ “Tourism Snapshot: 2008 Year-in-Review,” (Ottawa: Canadian Tourism Commission, 2008), https://www.destinationcanada.com/sites/default/files/archive/2008-12-01/Intelligence_TourismReports_Snapshot_YearInReview_2008_EN.pdf.
- ¹⁰² Laura McLeod, “Canada-China Marketing Tourism 2018 – Attracting Chinese Visitors to Canada,” Multilingual Translation & Marketing, April 16, 2018, <https://www.latmultilingual.com/canada-china-tourism-attracting-chinese-visitors/>; “China,” Destination Canada, accessed August 2021, <https://www.destinationcanada.com/en/markets/china>; Statistics Canada, “Travel between Canada and other countries, December 2019,” *The Daily*, February 21, 2020, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200221/dq200221b-eng.htm>.
- ¹⁰³ S. Lock, “Canada Tourism: Asia Arrivals by Country 2020,” Statista, March 17, 2021, <https://www.statista.com/statistics/478748/number-of-trips-to-canada-from-asia-by-country/>.
- ¹⁰⁴ “Transcript of Chinese Ambassador to Canada Lu Shaye’s Press Conference with Chinese and Foreign Media,” Embassy of the People’s Republic of China in Canada, January 1, 2019, <http://ca.china-embassy.org/eng/dsxx/dsjh/t1630723.htm>.

- ¹⁰⁵ Statistics Canada, “Travel Spending by Visitors to Canada: Final Indicators, 2018.”
- ¹⁰⁶ Statistics Canada, “Travel Spending by Visitors to Canada: Final Indicators, 2018.”
- ¹⁰⁷ “Alberta Visitor Profiles,” Government of Alberta, (Edmonton, 2020), <https://www.alberta.ca/alberta-visitor-profiles.aspx>.
- ¹⁰⁸ “Alberta Visitor Profiles,” Government of Alberta.
- ¹⁰⁹ Hayley Simpson, “Chinese Millennials Are Swooning Over This Canadian Town,” *Culture Trip*, July 12, 2017, <https://theculturetrip.com/north-america/canada/articles/why-are-chinese-millennials-swooning-over-banff/>
- ¹¹⁰ Sienna Parulis-Cook, “Banff & Lake Louise Ready for Surge in Chinese Tourism with Digital and Industry Marketing Strategy,” Dragon Tail International, April 26, 2017, <https://dragontrail.com/resources/blog/banff-lake-louise-ready-for-surge-in-chinese-tourism-with-digital-and-industry-marketing-strategy>.
- ¹¹¹ Huju Liu, “Travel between Canada and other countries, December 2019,” *Economic Insights*, (Statistics Canada, October 23, 2020), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020023-eng.htm>
- ¹¹² Statistics Canada, “Travel Spending by Visitors to Canada: Final Indicators, 2018.”
- ¹¹³ Chu Daye, “Canadian Tourism Facing Drop, with Chinese Visitors Put off by Arrest of Huawei Exec,” *Global Times*, December 12, 2018, <https://www.globaltimes.cn/content/1131605.shtml>; Xiao Xu, “Tour Operators Report Sharp Drop in Chinese Government Tourists in the Wake of Huawei Dispute,” *The Globe and Mail*, April 11, 2019, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-tour-operators-report-sharp-drop-in-chinese-government-tourists-in-the/>.
- ¹¹⁴ Kareem El-Assal, “642,000 International Students: Canada Now Ranks 3rd Globally in Foreign Student Attraction,” *CIC News*, February 20, 2020, <https://www.cicnews.com/2020/02/642000-international-students-canada-now-ranks-3rd-globally-in-foreign-student-attraction-0213763.html>.
- ¹¹⁵ Anthony B. Chen, “Chinese Canadians,” in *The Canadian Encyclopedia*, (Historica Canada, 2019), <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/Chinese-Canadians>.
- ¹¹⁶ Statistics Canada, “Asian Heritage Month... by the numbers,” *The Daily*, May 6, 2021, https://www.statcan.gc.ca/eng/dai/smr08/2021/smr08_250
- ¹¹⁷ Chen, “Chinese Canadians.”
- ¹¹⁸ “The Chinese Community in Canada,” Experience Canada, December 30, 2019, <https://www.myconsultant.ca/EN/The-Chinese-Community-in-Canada>.
- ¹¹⁹ Wen-Hao Chen and Feng Hou, “Intergenerational Education Mobility and Labour Market Outcomes: Variation Among the Second Generation of Immigrants in Canada,” (Ottawa: Statistics Canada, updated March 29, 2019), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2019006-eng.htm>.
- ¹²⁰ Statistics Canada, “Births, 2019,” *The Daily*, September 29, 2020, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200929/dq200929e-eng.htm>.
- ¹²¹ IRCC, “Immigration and Economic Growth,” (Ottawa, June 3, 2021), <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/infographics/immigration-economic-growth.html>
- ¹²² Hamazaki Wong, “60+ Million Chinese Want to Make Canada Their Home in the Next 2 Years. What Now?,” June 10, 2021, <https://www.hamazakiwong.com/60-million-chinese-want-to-make-canada-their-home-in-the-next-2-years-what-now/>.
- ¹²³ Hamazaki Wong, “60+ Million Chinese Want to Make Canada Their Home in the Next 2 Years. What Now?”
- ¹²⁴ “Where Will Canada’s 401,000 Immigrants Come from in 2021?,” Canadian Citizenship & Immigration Resource Center, updated December 31, 2020, <https://www.immigration.ca/where-will-canadas-401000-immigrants-come-from-in-2021>.
- ¹²⁵ Statistics Canada, *Table 36-10-0104-01 Gross domestic product, expenditure-based, Canada, quarterly (x 1,000,000)*, (Ottawa, August 31, 2021), <https://doi.org/10.25318/3610010401-eng>.
- ¹²⁶ “GDP Growth (Annual %) - Canada,” The World Bank, 2021, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CA>.
- ¹²⁷ Statistics Canada, “Canada and the World Statistics Hub – China,” (Ottawa, updated November 23, 2020), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-609-x/13-609-x2018004-eng.htm>

- ¹²⁸ “Canadian majority-owned affiliates,” in this context, refers to “enterprises in foreign economies that are controlled by Canadians, i.e. Canadian enterprises for which a Canadian investor owns more than 50% of voting shares.”
- ¹²⁹ Global Affairs Canada, *The Canada-China Global Commerce Picture and Supply Chain Links*, 7.
- ¹³⁰ William Mitchell, “Two Ends of Global Expansion: Canadian Banks in China and Chinese Banks in Canada.”
- ¹³¹ Scotiabank, “2020 Annual Report,” April 2021, https://www.scotiabank.com/content/dam/scotiabank/corporate/quarterly-reports/2020/q4/BNS_Annual_Report_2020.pdf.
- ¹³² Ray Chan and Jeanny Yiu, “Manulife Gears up for Growth in China,” *South China Morning Post*, February 9, 2014, <https://www.scmp.com/business/companies/article/1424892/manulife-gears-growth-china>.
- ¹³³ “Products,” Manulife, accessed June 2021, <https://www.manulife.com/en/products/china.html>.
- ¹³⁴ Manulife, “China’s First Foreign Insurance Joint Venture Reaches 20 Years,” Newswire, 2016, <https://www.newswire.ca/news-releases/chinas-first-foreign-insurance-joint-venture-reaches-20-years-603376736.html>.
- ¹³⁵ Manulife, “Statistical Information Package Q1 2021,” May 2021, <https://www.manulife.com/en/news.html>.
- ¹³⁶ Manulife, “Manulife Financial Corporation Consolidated Financial Statements: For the year ended December 31, 2020,” February 2021, https://www.manulife.com/content/dam/corporate/investors/MFC_CFS_2020_Y1_EN.pdf.
- ¹³⁷ “China AMC,” Power Corporation of Canada, accessed August 2021, <https://www.powercorporation.com/en/companies/china-amc/>.
- ¹³⁸ Sun Life, “2020 Annual Report,” February 2021, <https://www.sunlife.com/en/investors/financial-results-and-reports/annual-reports/>.
- ¹³⁹ “Regions,” Sun Life, accessed August 2021, <https://www.sunlife.com/en/regions/>.
- ¹⁴⁰ Sun Life, “Our current financial results,” accessed August 2021, <https://www.sunlife.com/en/investors/financial-results-and-reports/quarterly-reports/>.
- ¹⁴¹ OTPP, “2019 Annual Report Ontario Teachers Pension Plan,” Reports Archive - Ontario Teachers’ Pension Plan, 2019, <https://www.otpp.com/documents/10179/1021209/-/80be6730-af2e-4e49-be3b-1368082d04ea/2019%20Annual%20Report.pdf>.
- ¹⁴² OTPP, “2020 Annual Report Ontario Teachers Pension Plan,” Ontario Teachers’ Reporting - Ontario Teachers’ Pension Plan, 2020, <https://www.otpp.com/documents/10179/1223191/2020+Annual+Report/ca2d6839-Oede-4848-9719-4ba6c65ba954>.
- ¹⁴³ Blackrock Investment Institute, “Capital market assumptions,” August 2021, <https://www.blackrock.com/institutions/en-us/insights/charts/capital-market-assumptions>.
- ¹⁴⁴ Blackrock Investment Institute, “Capital market assumptions.”
- ¹⁴⁵ Mark Battersby, “China is a ‘significant opportunity’ for asset managers as AUM soars,” *International Investment*, August 11, 2021, <https://www.internationalinvestment.net/news/4035701/china-significant-opportunity-asset-managers-aum-soars>.
- ¹⁴⁶ Sun Life, “What is participating life insurance?,” accessed September 22, 2021, <https://www.sunlife.ca/en/explore-products/insurance/life-insurance/participating-life-insurance/>.
- ¹⁴⁷ Eric Zimmer, “Canada Goose Stock Plunges after Detainment of Huawei CFO in Canada,” *Venture*, December 12, 2018, <https://dailyhive.com/vancouver/canada-goose-stock-drops-huawei-cfo-meng-wanzhou-arrest-2018>.
- ¹⁴⁸ “Canada Goose Sees Revenue Topping \$1B amid Online Sales Surge, China Demand,” *Global News*, May 13, 2021, <https://globalnews.ca/news/7858429/canada-goose-revenue-covid/>.
- ¹⁴⁹ “Tim Hortons Plans to Have 2,750 Locations in China within 5 Years,” *CBC News*, August 16, 2021, <https://www.cbc.ca/news/business/tim-hortons-china-1.6142586>.
- ¹⁵⁰ Arc’teryx, “Arc’teryx to Open First Global Flagship Store,” September 19, 2020, <https://newsroom.arcteryx.com/arcteryx-to-open-first-global-flagship-store.htm>.
- ¹⁵¹ Lululemon Athletica, “Form 10-K: Annual Report pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934 for the Fiscal Year ended January 31, 2021,” March 30, 2021, <https://investor.lululemon.com/static-files/d16b1b31-b383-415d-a71e-f894df6c5011>.
- ¹⁵² Lululemon Athletica, “Form 10-Q: Quarterly Report pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934 for the Quarterly Period ended August 31, 2021,” September 8, 2021, <https://investor.lululemon.com/static-files/39033e6a-e7e4-491c-8a0f-484f0ce900bf>.
- ¹⁵³ “Herschel Backpacks: A Heritage Brand Created in 2009,” *Bloomberg*, May 14, 2015, <https://www.bloomberg.com/news/>

articles/2015-05-14/herschel-backpacks-a-heritage-brand-created-in-2009.

¹⁵⁴ PRIMED Medical Products, “Edmonton Company Keeps Canadian Medical Facilities Stocked throughout COVID-19,” July 14, 2020, <https://www.primed.ca/edmonton-company-keeps-canadian-medical-facilities-stocked-covid19/>.

¹⁵⁵ Jeremy Nuttall, “Can Canada Move Its Manufacturing Back from China? It’s Complicated,” *The Star*, April 30, 2020, <https://www.thestar.com/news/canada/2020/04/30/can-canada-move-its-manufacturing-back-from-china-its-complicated.html>.

¹⁵⁶ Jamal Mernissi, “Why Understanding China Industrial Clusters Will Lead You to a Better Sourcing Performance?,” LinkedIn, March 10, 2018, <https://www.linkedin.com/pulse/why-you-should-understand-china-industrial-clusters-jamal/>.

¹⁵⁷ Youlin Huang, David Tyfield, Didier Soopramanien, and Lixian Qian, “What electric vehicle manufacturers can learn from China – their biggest market,” August 3, 2021, <https://theconversation.com/what-electric-vehicle-manufacturers-can-learn-from-china-their-biggest-market-161536#:~:text=Total%20EV%20sales%20in%20China,biggest%20national%20market%20for%20EVs>

¹⁵⁸ Klaus Ulrich, “Are German carmakers too dependent on China?,” *DW*, October 27, 2020, <https://p.dw.com/p/3kS7g>.

¹⁵⁹ “About Magna in Asia,” Magna, accessed August 2021, <https://www.magna.com/company/company-information/global-reach/asia>.

¹⁶⁰ $GDP = Consumption + Investment in Productive Capital + Government Spending + Net Exports$.

¹⁶¹ Statistics Canada, *Table 36-10-0445-01 Activities of multinational enterprises in Canada, foreign multinationals, by immediate and ultimate investor country*, (Ottawa, March 5, 2021), <https://doi.org/10.25318/3610044501-eng>.

¹⁶² This Statistics Canada data uses a “value added” approach to GDP estimation.

¹⁶³ The annual investment flow reported by the CIUA investment tracker understates the true flow of investment from China due to many deals having no known transaction value. Therefore, the \$2.3 billion recorded over 2018 is a conservative estimate of the impact of Chinese investment on Canada.

¹⁶⁴ Statistics Canada, *Activities of multinational enterprises in Canada, foreign multinationals, by immediate and ultimate investor country*.

¹⁶⁵ “Michael Kovrig: China Begins Espionage Trial behind Closed Doors,” *BBC News*, March 22, 2021, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-56480219>.

¹⁶⁶ Leyland Cecco and Helen Davidson, “Meng and the Michaels: Why China’s Embrace of Hostage Diplomacy Is a Warning to Other Nations,” *The Guardian*, September 29, 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/sep/29/meng-wanzhou-michael-kovrig-michael-spavor-china-analysis>.

¹⁶⁷ “Join the Huawei Team in Canada,” Huawei, <https://www.huawei.com/ca/careers>.

¹⁶⁸ “The Economic Impact of Huawei in Canada,” (Oxford: Oxford Economics, November 2019), https://www-file.huawei.com/-/media/corporate/PDF/Downloads/huawei_canada_2019_report_v8_20191121.pdf.

¹⁶⁹ Note: “the direct GDP contribution was estimated under the income approach as the sum of EBITDA and Compensation of Employees.”

¹⁷⁰ Shruti Shekar, “Huawei Canada President Says Company Would Survive 5G Ban, but Will Lose Revenue,” *MobileSyrup*, November 21, 2019, <https://mobilesyrup.com/2019/11/21/huawei-smartphones-canada-future-5g-ban/>.

¹⁷¹ Chad Brown and Melina Kolb, “Trump’s Trade War Timeline: An Up-to-Date Guide,” *Trade & Investment Policy Watch Blog, Peterson Institute for International Economics*, updated May 17, 2021, <https://www.piie.com/sites/default/files/documents/trump-trade-war-timeline.pdf>.

¹⁷² Note: these GDP contributions cannot be summed to a collective estimate because they are overlapping to unknown extents.

¹⁷³ Statistics Canada, *Canadian International Merchandise Trade Database*.

¹⁷⁴ Statistics Canada, *International transactions in services, by selected countries, annual (x 1,000,000)*.

¹⁷⁵ Statistics Canada, *North American Industry Classification System (NAICS) Canada 2017 Version 3.0*, (Ottawa, updated March 18, 2021), <https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD.pl?Function=getVD&TVD=1181553>.

¹⁷⁶ “The Economic Impact of Canola on the Canadian Economy: 2020 Update” (Canola Council of Canada, December 2020), 10, https://www.canolacouncil.org/download/131/economic-impact/17818/economic-impact-report-canada_december-2020.